

EST-2

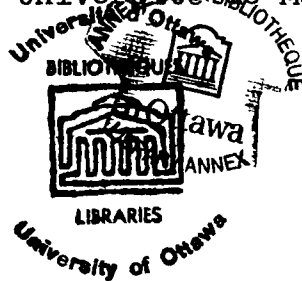
MAITRISE ES ARTS (HISTOIRE)

LA SAINT-JEAN-BAPTISTE A OTTAWA: 1853-1953

par

Laurier R. Rivet

B.A. de l'Université d'Ottawa
L.Th. de l'Université de Montréal



DEPARTEMENT D'HISTOIRE

Ecole des Etudes supérieures

Université d'Ottawa

1976

UMI Number: EC55678

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.



UMI Microform EC55678
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

A V A N T - P R O P O S

Si cette thèse est parvenue à terme, c'est d'abord grâce aux judicieux conseils et à l'orientation générale que nous avons reçus de notre directrice, Mme Susan Trofimenkoff.

Nous voulons aussi souligner la collaboration de plusieurs personnes, notamment M. Raoul Boyer, président de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario, qui a gracieusement accepté de mettre à notre disposition les archives de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa qui étaient, l'an dernier, logées dans le bureau de la Fédération, rue Dalhousie. Il importe de mentionner aussi la contribution des archivistes de l'archevêché d'Ottawa, l'abbé André Fortin, et du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, M. Jacques Grimard.

Que toutes les personnes, ci-haut mentionnées directement ou indirectement, soient assurées d'une grande reconnaissance de notre part.

T A B L E D E S M A T I E R E S

Avant-propos.....	i
Table des matières.....	ii
Abréviations.....	v
Bibliographie.....	vi
 INTRODUCTION.....	 1
 CHAPITRE PREMIER: <u>LES FRANCOPHONES D'OTTAWA ET LA</u> <u>SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE AU</u> <u>XIX^e SIÈCLE</u>	 10
1- Conflits au début du XIX ^e siècle.....	10
2- Fondation d'organisations francophones.	19
3- La Société Saint-Jean-Baptiste et la célébration de sa fête patronale au XIX ^e siècle.....	 28
 CHAPITRE II: <u>LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE D'OTTAWA</u> <u>(1897-1927)</u>	 36
1- Réorganisation de la Société.....	38
2- Activités.....	47
A. Education.....	48
B. Patronage des francophones....	53
C. Patronage de la langue française.....	 55
D. Activités sociales.....	57

CHAPITRE III:	<u>LA CELEBRATION ANNUELLE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE (1913-1927)</u>	61
1-	Le déroulement de la fête annuelle.....	62
2-	Idéologies évoquées.....	74
	A. La double caractéristique des Canadiens français.....	75
	B. Les devoirs des Canadiens français.....	79
	(i) Etre unis.....	80
	(ii) Etre patriotes.....	84
	(iii) Etre missionnaires.....	86
CHAPITRE IV:	<u>LA SOCIETE SAINT-JEAN-BAPTISTE D'OTTAWA (1928-1953)</u>	93
1-	Son intérêt pour ses membres.....	93
2-	Son intérêt pour le public francophone..	100
3-	Son intérêt pour la jeunesse.....	110
CHAPITRE V:	<u>LA CELEBRATION ANNUELLE DE LA SAINT-JEAN-JEAN-BAPTISTE (1928-1953)</u>	117
1-	Le déroulement de la fête annuelle.....	118
2-	Idéologies évoquées.....	130
	A. La double caractéristique des Canadiens français.....	130
	B. Les devoirs des Canadiens français.....	133
	(i) Etre unis.....	134
	(ii) Etre patriotes.....	139
	(iii) Etre missionnaires.....	141

C. Des conseils nouveaux.....	145
(i) Souci économique.....	145
(ii) Retour à la terre.....	148
(iii) L'importance de la famille et de la jeunesse.....	153
CONCLUSION.....	161

ABREVIATIONS

AAO	Archives de l'archevêché d'Ottawa
ACFEO	Association Canadienne-Française d'Education d'Ontario
ACFO	Association Canadienne-Française d'Ontario
ACRCCF	Archives du Centre de recherche en civilisation canadienne-française
APC	Archives publiques du Canada
ASJB	Association Saint-Jean-Baptiste
CHR	Canadian Historical Review
FSSJBO	Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario
ICF	Institut Canadien-Français
RHAF	Revue d'Histoire de l'Amérique Française
SSJBO	Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa

B I B L I O G R A P H I E

I- SOURCES PRIMAIRES

A. Manuscripts

Archives de l'archevêché d'Ottawa

1. ACFEO, Série M (Education)
2. Association Saint-Jean-Baptiste
Dossiers divers en ordre chronologique,
de 1874 à 1960
3. Institut Canadien-Français
Dossiers divers en ordre chronologique,
de 1879 à 1961
4. Statistiques religieuses canadiennes:
1877-1931

Archives du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa

1. ACFO
Sections juvéniles
2. Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste
de l'Ontario
Dossiers divers en ordre chronologique, de
1939 à 1953

3. Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa

a. Comités

- 1) Consultatif (1926)
- 2) Orientation (1936-1937)
- 3) Service-Réception (1946)

b. Commissions

- 1) Action civique (1946-1954)
- 2) Action culturelle (1947-1956)
- 3) Action nationale (1945-1955)
- 4) Loisirs (1952-1953)
- 5) Patronage (1946-1953)
- 6) Recrutement (1941-1955)

c. Procès-verbaux

- 1) Livre des Minutes: 18 avril 1897 -
3 mai 1914
- 2) Assemblées annuelles et trimestrielles
(1944-1953)
- 3) Assemblées annuelles du bureau central
(1945-1953)
- 4) Assemblées du comité central et du
conseil général (1951-1953)
- 5) Assemblées du comité exécutif
(1945-1953)
- 6) Congrès généraux (1951-1953)

d. Rapports annuels et correspondance 1925-1928

e. Dossiers divers

- 1) ACFEO (1946-1953)
- 2) Loyer (1946-1953)
- 3) Trésorier (1937, 1938, 1944)

Archives publiques du Canada

1. Bytown Mechanics' Institute and Athenaeum
1847-1870
2. St. Andrew's Society of Ottawa
1866-1946
Vol. 10 ("The History of St. Andrew's
Society of Ottawa, 1846-1946", by
John Thoburn & A.E. Cameron)
3. St. George's Society of Ottawa
1846, 1859-1956
Vol. 5 (Minutes: 1887-1895); Vol. 14
(Correspondence: 1860-1865; 1889-1900;
1940-1945)

B. Imprimés

Almanach Outaouais, publié par l'Association
Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1941.

Congrès d'Education des Canadiens-Français
d'Ontario, Rapport officiel des séances tenues
à Ottawa, du 18 au 20 janvier 1910, Ottawa,
Association Canadienne-Française d'Education,
1910.

Constitutions et Règlements

1. ACFEO
Statuts de l'Association Canadienne-Française
d'Education d'Ontario, Ottawa, Imprimerie
Le Droit, s.d.
2. Institut Canadien-Français
L'Institut Canadien-Français d'Ottawa,
Constitution et Règlements, Ottawa,
Imprimerie Beauregard, 1926.
3. Société du Monument National
Constitution et Règlements de la Société du
Monument National d'Ottawa, Ottawa, Georges
Beauregard Imprimeur, 1909.

4. Société Saint-Jean-Baptiste

a. Montréal

Association Saint-Jean-Baptiste de
Montréal, Historique, Acte d'Incorporation,
Constitution et Règlements (1888),
Montréal, Eusèbe Sénécal & Fils, 1889.

b. Ottawa

Constitution et Règlements de la Société
Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, Ottawa,
Imprimerie A. Bureau, 1885.

Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa,
Règlement, Ottawa, Compagnie d'Imprimerie
d'Ottawa, 1912.

Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa,
Statuts et Règlements, Ottawa, Imprimerie
du "Droit", 1927.

Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa,
Statuts et Règlements, Ottawa, Imprimerie
du "Droit", 1937.

Ottawa City Directory, 1861-1953

Programmes des fêtes du 24 juin

1. Programme Officiel des Fêtes, Grand
Ralliement des Canadiens-Français à Ottawa,
21-24 juin 1913.
2. Programme des Fêtes, 24 juin 1928.
3. Programme-Souvenir de la Célébration annuelle
de l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa,
dimanche le 26 juin 1932.
4. Programme-Souvenir 1935.
5. Programme-Souvenir à l'occasion du Centenaire
de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa,
1853-1953.

Recensements

1. Recensement des Canadas, 1851-1852;
1860-1861.
2. Recensement du Canada, 1870-1871;
1880-1881; 1890-1891; 1901; 1911;
1921; 1931; 1941; 1951.

C. Journaux

Le Droit, 1913-1953

Ottawa Citizen, 1913-1953

Ottawa Journal, 1913-1953

II- SOURCES SECONDAIRES

A. Livres

Bernard, Harry, La maison vide, Montréal,
Action française, 1926.

Blanchard, Raoul, L'Ouest du Canada français,
Montréal, Beauchemin, 1953-54.

Bond, Courtney C.J., Ville sur l'Outaouais,
Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.

Bourassa, Henri, Le Canada apostolique,
Montréal, Bibliothèque de l'Action
Française, 1919.

Brault, Lucien, Ottawa, Capitale du Canada de son
origine à nos jours, Ottawa, Editions de
l'Université d'Ottawa, 1942.

- De Barbezieux, Rév. P. Alexis, Histoire de la Province ecclésiastique d'Ottawa et de la Colonisation dans la Vallée de l'Ottawa, 2 t., Ottawa, Cie d'Imprimerie d'Ottawa, 1897.
- Desrosiers et Fournet, La Race Française en Amérique, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1911.
- Eggleston, Wilfrid, Etude sur la Capitale du Canada: Choix de la Reine, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1961.
- Foisy, J.-Albert, Le Catholicisme en Ontario, Ottawa, Imprimerie "Le Droit", 1918.
- Gaboury, Jean-Pierre, Le Nationalisme de Lionel Groulx; aspects idéologiques, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1970.
- Groulx, Lionel, L'appel de la race, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1922.
- _____, Le Canada français missionnaire; une autre grande aventure, Montréal, Fides, 1962.
- _____, L'enseignement français au Canada, Montréal, Granger, 1934.
- Leclerc, Charles, L'Union St-Joseph du Canada, Hull, Imprimeur Leclerc Enrg., 1939.
- Legros, ptre, Hector et Soeur Paul-Emile, s.g.c., Le Diocèse d'Ottawa, 1847-1948, Ottawa, Imprimerie "Le Droit", 1949.
- Marion, Séraphim, Le Pacte fédératif et les minorités françaises au Canada, Québec, Ferland, 1966.
- Morin, Victor, Cent vingt-cinq ans d'oeuvres sociales et économiques: réhabilitation historique, Montréal, Editions des Dix, 1959.
- Plante, Albert, Les Ecoles Séparées d'Ontario, 2 éd., Montréal, Collection Relations No 3, 1952.

- Ross, A.H.D., Ottawa, Past and Present, Ottawa, Thorburn & Abbott, 1927.
- Sulte, Benjamin, Institut Canadien-Français d'Ottawa: 1852-1877, Ottawa, Imprimerie du "Foyer Domestique", 1879.
- Tremblay, Jules, Sainte-Anne d'Ottawa, 1873-1923, Ottawa, Cie d'Imprimerie d'Ottawa, 1925.
- Tremblay, Laurent, Entre Deux Livraisons, Ottawa, "Le Droit", 1963.
- Walker, Franklin, Catholic Education and Politics in Ontario, Toronto, Thomas Nelson & Sons, 1964.

B. Articles

- Barber, Marilyn, "The Ontario Bilingual Schools Issue: Sources of Conflict", CHR, vol. XLVII, no 3 (1966) 227-248.
- Cross, Michael S., "Stony Monday, 1849: The Rebellion Losses Riots in Bytown", Ontario History, vol. LXIII, no 3 (1971) 177-190.
- _____, "The Age of Gentility: The Formation of an Aristocracy in the Ottawa Valley", The Canadian Historical Association, Historical Papers, 1967, p. 105-117.
- _____, "The Shiners' War: Social Violence in the Ottawa Valley in the 1830s", CHR, vol. LIV, no 1 (1973) 1-26.
- Groulx, Lionel, "Le choix de la capitale au Canada", RHAF, vol. V (1951-52) 521-530.
- Morin, Victor, "Clubs et sociétés notoires d'autrefois", Les Cahiers des Dix, vol. XV (1950) 185-218; vol. XVI (1951) 233-270.
- Sulte, Benjamin, "Jos. Montferrand", Mélanges historiques, vol. 12, publié par Gérard Malchelosse, Montréal, G. Ducharme, 1924, p. 9-60.

_____, "La Saint-Jean-Baptiste, 1636-1852", Mélanges historiques, vol. 15, publié par Gérard Malchelosse, Montréal, Editions Edouard Garand, 1929.

Thivierge, o.m.i., R.P. Edgar, "A la naissance du diocèse d'Ottawa", Revue de l'Université d'Ottawa, vol. VII (1937) 424-440; vol. VIII (1938) 6-30.

C. Pamphlets

XXX, Fêtons Dollard, publié par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Section Côte-Cherrier, 1943.

Barrette, Victor, L'Education Nationale et les Sections Juvéniles, Ottawa, "Le Droit", 1940.

Fournier, Rodolphe, Le Manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, Montréal, Editions du Richelieu Ltée, 1953.

Groulx, Lionel, Le nationalisme canadien-français, sa notion, ses origines, les droits qu'il confère, les devoirs qu'il impose, Ottawa, 1949.

D. Thèses

Choquette, J.E. Robert, "Language and Religion in Ontario: A Study of English-French Conflict in Ontario Catholicism, 1897-1927", thèse non publiée (Ph D Sciences Religieuses), Université de Chicago, 1972. (maintenant publiée: Choquette, Robert, Language and Religion: A History of English-French Conflict in Ontario, Ottawa, University of Ottawa Press, 1975).

Guay, Michèle, "La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal: 1834-1909", thèse non publiée (M.A. Histoire), Université d'Ottawa, 1972.

I N T R O D U C T I O N

Le sujet de cette thèse repose sur l'hypothèse qu'une société nationale est fondée et que la célébration annuelle de sa fête patronale est inaugurée pour répondre à un besoin exprimé par une collectivité, dans un lieu et un temps précis. Mais lorsque ce besoin ne se fait plus sentir au sein de cette même collectivité, ou que la société nationale ne répond plus au besoin réel, les deux -- société et manifestation publique de la fête -- sont appelées à périr et à disparaître complètement.

Dans ce travail, nous allons étudier la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa,¹ fondée dans cette ville en 1853, et la célébration annuelle de sa fête patronale le 24 juin. Nous avons jugé opportun de fixer la coupure terminale de l'étude au centenaire de la Société Saint-Jean-Baptiste en 1953, dynamique propre de cet organisme, afin de pouvoir laisser transparaître l'évolution de la Société et le rythme même de la fête pendant une période relativement longue. Il aurait été intéressant de traiter de la

¹Selon les sources et selon les époques, -- bien que les raisons ne sont pas données -- nous trouvons les noms "Association" et "Société" Saint-Jean-Baptiste. Ces deux vocables désignaient la même organisation. Pour plus de clarté, nous avons adopté l'expression qui revenait le plus fréquemment: Société Saint-Jean-Baptiste.

Saint-Jean-Baptiste dans toute la superficie du diocèse d'Ottawa. Mais puisque les Sociétés Saint-Jean-Baptiste foisonnaient dans toute la région de l'Outaouais, dans les milieux urbains comme ruraux, cela aurait dépassé largement l'envergure du présent travail. Il a donc fallu limiter le champ d'enquête malgré ce qu'une telle démarche comporte d'arbitraire. La Société et la célébration de sa fête patronale n'ont été étudiées qu'à l'intérieur des limites géographiques de la ville d'Ottawa.

L'historiographie franco-ontarienne en est encore à ses premiers balbutiements. La plupart des études effectuées dans ce domaine pivotent surtout autour de la question de l'éducation en Ontario. Les activités des organisations nationales et les célébrations publiques des francophones ne semblent pas avoir retenu l'attention des chercheurs en tant que phénomène susceptible de fournir des matériaux à une expression de la vie collective.

Ce travail va nous permettre de saisir une dimension de la vie collective des francophones à Ottawa. Minoritaires et menacés par des conflits surtout ethniques et religieux, ils ont manifesté un vouloir-vivre collectif en se regroupant au sein de divers organismes nationaux, dont la Saint-Jean-Baptiste. La survivance fut leur cri de ralliement et elle transpira dans toutes les activités de leur société nationale au cours d'un siècle. Cette préoccupation ainsi que les aspirations nationalistes de leurs compatriotes

de la province de Québec seront véhiculées à la célébration annuelle de leur fête nationale et nous fourniront une meilleure intelligibilité du nationalisme canadien-français dans une ville ontarienne.

Les idéologies nationalistes, préconisées dans la province-mère, furent transplantées dans la communauté francophone d'Ottawa. A chaque fête de la Saint-Jean-Baptiste, les orateurs, franco-ontariens ou québécois, évoquaient les mêmes thèmes nationalistes. A Ottawa comme à Montréal, c'était un nationalisme canadien-français. Il n'y avait pas de nationalisme franco-ontarien.

La première Société Saint-Jean-Baptiste à naître sur le sol canadien fut celle de Montréal, fondée en 1834 par Ludger Duvernay.² A cause des conditions politiques et sociales de l'heure, ce patriote et journaliste - il était propriétaire de La Minerve - sentait le besoin impérieux de cimenter l'union entre les Canadiens français. En les regroupant, Duvernay croyait leur donner plus de force pour résister et lutter contre les abus législatifs de l'époque.

²Pour les renseignements au sujet de l'origine de la Saint-Jean-Baptiste au Canada, cf Michèle Guay, "La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal: 1834-1909", thèse non publiée (M.A. Histoire), Université d'Ottawa, 1972, p. 15-23; Victor Morin, Cent vingt-cinq ans d'oeuvres sociales et économiques: réhabilitation historique, Montréal, Editions des Dix, 1959, p. 10-11; Benjamin Sulte, "La Saint-Jean-Baptiste, 1636-1852", dans Mélanges historiques, vol. 15, publié et annoté par G. Malchelosse, Montréal, Edouard Garand, 1929, p. 14-42.

Comme la tradition de célébrer la Saint-Jean-Baptiste remontait aux premières heures de la Nouvelle-France, il crut bon choisir le 24 juin pour regrouper, à un banquet, une soixantaine de personnes où, après de nombreux discours, il fut décidé que cette fête serait répétée annuellement et qu'elle prendrait le caractère d'une fête nationale. C'était l'ancêtre de la Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

Les sources les plus importantes, pour le XIX^e siècle, ont été les archives de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, logées tout récemment au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, et le fonds de cette société au dépôt d'archives de l'archidiocèse d'Ottawa. Mentionnons les procès-verbaux manuscrits de la Société, la correspondance et quelques rapports. Des découpures de journaux de l'époque, ajoutées à quelques fonds privés des Archives publiques du Canada et à certaines sources secondaires ont servi à poser les principaux jalons de l'orientation et de l'activité de la Société Saint-Jean-Baptiste à cette époque.

En ce qui concerne l'étude de la Société Saint-Jean-Baptiste au XX^e siècle, les mêmes fonds ont fourni beaucoup de renseignements utiles et nécessaires. Mentionnons d'abord les procès-verbaux des assemblées (annuelles, trimestrielles, générales, du comité exécutif et du bureau central) de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa; des brochures imprimées à l'occasion de la fête nationale; quelques rapports

annuels de la Société; la constitution et les règlements de la Société de 1885, 1912, 1927 et 1937; et enfin, un peu de correspondance. Nous avons aussi consulté quelques dossiers de l'ACFEO et de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario. Les annuaires Ottawa City Directory furent examinés pour identifier les présidents de la Société et les Recensements du Canada (1871-1951), pour établir le taux de la population d'Ottawa.

L'étude détaillée du déroulement de la fête de la Saint-Jean-Baptiste et des thèmes idéologiques évoqués à cette occasion débute en 1913, année de la fondation du journal Le Droit, quotidien français d'Ottawa. Le Droit a paru régulièrement et s'est révélé la source principale pour l'étude de la fête. Le premier numéro, feuillet de quatre pages, paraissait le 27 mars 1913. L'idée d'un quotidien français pour la capitale avait été conçue par le R. P. Charles Charlebois, o.m.i. et avait été acceptée lors d'un congrès de l'ACFEO en juillet 1912. Ce journal était nécessairement identifié à l'ACFEO, mais se déclarait indépendant en politique et catholique d'allégeance.³ Fondé trois ans après l'ACFEO et un an après la proclamation du Règlement XVII, Le Droit voulait se faire le franc défenseur de la cause franco-ontarienne. D'ailleurs, sa devise l'exprimait bien:

³Laurent Tremblay, Entre Deux Livraisons, Ottawa, Le Droit, 1963, p. 9-23.

"L'avenir est à ceux qui luttent." Il cherchait surtout, par son contenu idéologique, à sensibiliser et à réveiller les francophones d'Ottawa, pour ensuite les inciter à se rallier à leur cause commune en terre ontarienne. Or, il va sans dire que toutes manifestations nationales étaient vivement et hautement proclamées par ce quotidien. Aussi, toutes les célébrations de la Saint-Jean-Baptiste étaient annoncées et les activités fidèlement rapportées. Le texte des sermons et des discours se trouvait même dans ses pages. Conscient de son devoir et de son rôle au sein de la population canadienne-française d'Ottawa, il cherchait, par ses commentaires, à la stimuler et à l'intéresser aux choses nationales. Nous avons donc utilisé ce témoin de 1913 à 1953.

En vue d'obtenir un écho anglophone sur la célébration de la Saint-Jean-Baptiste dans la capitale fédérale, nous avons sondé les deux grands quotidiens anglophones d'Ottawa: Ottawa Citizen et Ottawa Journal. Règle générale, ces deux journaux consacraient annuellement quelques paragraphes au compte rendu de la célébration de la fête nationale des Canadiens français. Mais ils étaient peu bavards. L'article se contentait de fournir les arêtes principales du déroulement de la fête, la liste des dignitaires présents et, à quelques reprises, les chiffres pour souligner le caractère de la participation populaire. Aucune trace d'opinion, aucun commentaire n'alimentait leurs articles.

En fait, il semble que cette manifestation publique de leurs concitoyens francophones n'occupait pas une place de choix dans leurs journaux. L'article était toujours placé en bas de page, jamais sur la page frontispice, et sauf exception, sans photo.

La première partie du travail traite de la période de 1853 à 1900, période assez obscure de la Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Après avoir décrit les origines de la ville, nous allons analyser la façon dont les conflits et les conditions de lieu et de temps ont influencé les francophones de cette ville et les ont incités à vouloir s'unir pour survivre. La Société Saint-Jean-Baptiste, entre autres, fut l'une de ces manifestations. Nous allons donc poser les principaux jalons de son orientation et de son activité au cours de cette période.

Dans les chapitres suivants, la démarche adoptée consiste à observer et à scruter les visages différents qui caractérisèrent la Société Saint-Jean-Baptiste (chapitres II et IV) et la célébration annuelle du 24 juin (chapitres III et V) au cours de la première moitié du XX^e siècle. Les chapitres II et III constituent une période distincte, tandis que les chapitres IV et V en forment une autre. Mais les deux périodes sont étudiées d'après la même grille de travail. La coupure entre les deux est fixée en 1927, année de l'abrogation du Règlement XVII, et par conséquent, date significative pour les francophones d'Ottawa puisque, de 1912 à 1927,

toutes leurs énergies avaient été polarisées par cette question d'imbroglia scolaire.

Dans la première période, le Chapitre II décrit la Société Saint-Jean-Baptiste de 1897 à 1927. Nous commençons à cette date car les procès-verbaux de la Société nous permettent de suivre graduellement le processus de résurrection qui s'est opéré en son sein. D'une société faible et dépendante au XIX^e siècle, elle est passée à une société incarnée et active au temps du Règlement XVII. A l'intérieur de la même période, le Chapitre III traite du déroulement de la fête annuelle et analyse les thèmes idéologiques évoqués à cette occasion. L'étude de la fête ne commence qu'en 1913 puisque notre source principale, Le Droit, ne commença à paraître qu'au cours de cette année.

La deuxième période comprend les années 1928-1953. Le Chapitre IV nous révèle un autre visage de la Société Saint-Jean-Baptiste. Elle tend à acquérir un peu plus de stabilité et développe de nouveaux intérêts. Mais à la fin des années quarante, elle a touché son apogée et déjà son évanescence se fait sentir. Dans le Chapitre V, et pour les mêmes années, nous faisons encore une étude du déroulement annuel de la fête du 24 juin ainsi que des thèmes soulevés par les orateurs et les prédicateurs à cette occasion.

Cette thèse a donc deux volets: le premier est la Société Saint-Jean-Baptiste elle-même, comprenant toutes ses démarches et ses activités, à l'exception d'une, celle qui

constitue le deuxième volet: la célébration annuelle de la fête patronale des Canadiens français.

Dans cette thèse nous allons donc être témoins de la fondation et du développement de la Société Saint-Jean-Baptiste à Ottawa, société nationale d'origine québécoise, transplantée en sol ontarien pour répondre aux besoins et aux aspirations de la collectivité francophone de l'époque. Durant une période de cent ans, nous allons analyser la façon par laquelle elle a essayé d'atteindre les Canadiens français d'Ottawa, surtout par le biais de ses activités et de ses idéologies nationalistes. De fait, nous allons voir comment le nationalisme canadien-français fut la force motrice et le principe directeur tant du comportement que du raisonnement de la Société Saint-Jean-Baptiste de la capitale fédérale.

CHAPITRE PREMIER

LES FRANCOPHONES D'OTTAWA ET LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE AU XIX^e SIÈCLE

Cette partie du travail s'attache à retracer la genèse de la ville d'Ottawa et des noyaux ethniques qui la peuplaient. Dans un premier temps, nous voulons nous arrêter à analyser la nature des conflits qui ont ravagé la future capitale fédérale pendant plusieurs décennies. Ensuite, au temps de l'accalmie, nous voulons être témoins de l'organisation sociale qui s'est opérée au sein de la communauté francophone de cette ville. En voulant manifester leur vouloir-vivre collectif, les Canadiens français ont créé divers organismes dont la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa en 1853. Nous allons, d'une façon succincte, tracer la ligne de son orientation et de son activité principale au XIX^e siècle: la célébration de la fête nationale des Canadiens français.

1- CONFLITS AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Fondé en 1826 avec le début des travaux du canal Rideau, Bytown, - qui deviendrait plus tard la ville d'Ottawa - durant les premières décennies de son existence, était le

théâtre de désordres et de tumultes réguliers. Bien que le taux de la population n'était pas tellement élevé au cours des premières années - environ mille âmes¹ - sa composition était hétérogène. Ecossais, Anglais, Irlandais et Canadiens français peuplaient ce petit village. Les Ecossais et les Anglais formaient la "classe respectable" de l'époque. Ils étaient les grands entrepreneurs, les magistrats, les militaires et habitaient la Haute-Ville. Par contre, la majorité des Irlandais ainsi que des Canadiens français composaient la "classe populaire" et leurs quartiers se situaient dans la Basse-Ville. Ils trouvaient leur gagne-pain dans l'excavation du canal Rideau et dans les chantiers, comme bûcherons ou draveurs.² Eloignés du village pendant toute la saison de l'hiver, au printemps, ils se donnaient rendez-vous à Bytown pour se défouler et se livrer à plusieurs plaisirs qui étaient étiquetés infâmes et immoraux par la "classe respectable". Les bagarres et les disputes, souvent l'effet de

¹Les travaux de canalisation s'effectuèrent entre 1827 et 1832 et, à la pointe des travaux, on a compté jusqu'à deux mille habitants. Mais lorsque le canal Rideau fut complété, faute de travail, la population tomba à mille âmes. Wilfrid Eggleston, Etude sur la Capitale du Canada: Choix de la Reine, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1961, p. 99.

²Courtney C. J. Bond, Ville sur l'Outaouais, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 13.

l'intoxication, étaient de la fête et effrayaient les habitants. Ces charivaris et ces tumultes, parfois bruyants et orageux, contribuaient à donner une sale réputation à Bytown. Selon le Père Alexis De Barbezieux, Bytown avait la renommée d'être un "enfer", "la Babylone du temps", "l'épouvantail du Canada". Aussi, ajoute-t-il, les proverbes courants disaient: "Il n'y avait pas de Dieu à Bytown"; "Revenir de Bytown signifiait revenir de la caverne du lion."³

Mais l'historien Michael S. Cross⁴ explique que Bytown n'était pas le seul endroit dans la province du Haut-Canada où les désordres sociaux faisaient partie du quotidien. A cette époque, les jeunes villes et villages du Haut-Canada, dit-il, n'étaient pas dotés d'autorités locales efficaces et de policiers suffisants. Même à Bytown, où les militaires étaient présents, ces derniers ne se mêlaient de faire respecter l'ordre et la paix qu'à l'occasion de désordres extraordinaires. Or, d'autres institutions ne pouvaient pas suppléer à ces déficiences puisqu'elles étaient trop faibles ou inexistantes. Dans ce centre de chantiers et de commerce

³Rév. P. Alexis De Barbezieux, capucin, Histoire de la Province ecclésiastique d'Ottawa et de la Colonisation dans la Vallée de l'Ottawa, Ottawa, Cie d'Imprimerie d'Ottawa, 1897, T. I, p. 164-165.

⁴Le paragraphe suivant s'inspire largement de l'article de Michael S. Cross, "The Shiners' War: Social Violence in the Ottawa Valley in the 1830s", CHR, Vol. LIV, No 1 (March 1973) 9-12.

du bois, les écoles brillaient par leur absence. Les institutions charitables manquaient; les Eglises, protestante et catholique, n'étaient pas établies. La première église catholique, lieu de culte pour les Irlandais et les Canadiens français, n'était construite qu'en 1832.⁵ Mais à cette époque, même le premier évêque du Haut-Canada, Monseigneur Alexander Macdonell, se plaignait des carences et des faiblesses du clergé irlandais qui desservait Bytown. Face à ce manque flagrant d'institutions sociales, il n'était pas étonnant que nombre de conflits ethniques et religieux allaient déchirer et opposer les habitants de ce petit village.

Au cours des années 1830, des conflits ethniques se déroulèrent à un rythme régulier sur la scène de Bytown. Confinés à la "classe populaire" de la Basse-Ville, ils opposaient Irlandais et Canadiens français. Le motif primordial des luttes pivotait autour du travail dans les chantiers, gagne-pain de ces deux groupes ethniques. De préférence, on embauchait les Canadiens français qui étaient plus habiles dans le métier et plus soumis aux patrons que les

⁵ A l'origine, cette petite église de bois était dédiée à saint Jacques. Quelques années plus tard, on la dédiait à Notre-Dame, nom qu'elle porte encore aujourd'hui. Hector Legros, ptre et Soeur Paul-Emile, s.g.c., Le Diocèse d'Ottawa, 1847-1948, Ottawa, Imprimerie "Le Droit", 1949, p. 34; Jules Tremblay, Sainte-Anne d'Ottawa, 1873-1923, Ottawa, La Cie d'Imprimerie d'Ottawa, 1925, p. 12-13.

Irlandais. Ces derniers se sentirent inférieurs aux Canadiens français et, à partir de 1835, sous la conduite de leur chef Peter Aylen, résolurent de rivaliser avec les bûcherons de langue française et de les écarter des chantiers et de la rivière afin de s'assurer du travail et des revenus réguliers. Ce groupe irlandais était connu sous le sobriquet "Shiners".⁶ Partout, sur la terre ferme comme sur la rivière, ils semaient la terreur. Il serait possible de fournir toute une kyrielle de forfaits commis par la bande des "Shiners" pour terroriser les Canadiens français. Selon Benjamin Sulte, les francophones de Bytown avaient leur défenseur en la personne de Jos. Montferrand, lutteur, originaire de Montréal, personnage presque légendaire, doté d'une force herculéenne, et qui fréquenta la région de Bytown entre les années 1827 et 1840.⁷ Malgré ce fier-à-bras, Cross semble inférer qu'il était impossible pour les Canadiens français de rivaliser

⁶L'origine du mot "Shiners" est obscure. Michael S. Cross, loc. cit., p. 3, fournit les explications suivantes: une déformation du mot français "Chêneurs", un homme qui coupait le chêne; une désignation personnelle pour indiquer qu'ils allaient briller à part les autres; un sobriquet tiré du bérêt vert de soie que les Irlandais portaient à leur arrivée à Bytown; ou encore, en référence au demi-écu, récemment frappé, qui servait à payer les bûcherons.

⁷Benjamin Sulte, "Jos. Montferrand", dans Mélanges historiques, vol. 12, publié par Gérard Malchelosse, Montréal, G. Ducharme, 1924, p. 19-48.

avec les actes de sauvagerie et d'intimidation perpétrés par les "Shiners". En effet, au début des années trente, les Irlandais étaient plus nombreux que les Canadiens français. Sur une population de deux mille âmes, environ la moitié était de croyance catholique, et sur ce nombre, environ quatre cents étaient Canadiens français. Les Irlandais se chiffraient donc à six cents."⁸ Plus nombreux que les Canadiens français et parlant la langue de la majorité des habitants de Bytown, les Irlandais ne craignaient pas d'empiéter sur le groupe francophone, groupe aussi pauvre qu'eux sur le plan économique, mais plus faible sur le plan numérique et ethnique.

Au cours des années quarante, la Basse-Ville, bien que composée d'ethnies différentes, bien qu'encore le théâtre de quelques luttes entre Irlandais et Canadiens français, semblait s'unir sous le chapeau catholique. L'établissement et le développement de l'Eglise catholique à Bytown suscita cette réconciliation remarquable. Le ministère du curé Patrick Phelan, entre les années 1842-1844, favorisa l'unité des paroissiens d'origine irlandaise et canadienne-française.⁹

⁸Jules Tremblay, op. cit., p. 13.

⁹Michael S. Cross, "Stony Monday, 1849: The Rebellion Losses Riots in Bytown", Ontario History, Vol. LXIII, No 3 (Sept. 1971) 178.

Le dévouement des Soeurs Grises, arrivées en 1845, encouragea aussi cette bonne entente. Leurs oeuvres de charité s'adressèrent tant aux Irlandais qu'aux Canadiens français. C'était le même principe suivi dans leurs salles de classe et dans leur hôpital.¹⁰ Elles soignèrent nombre d'immigrants irlandais qui souffraient du typhus lors de leur arrivée à Bytown en 1847 et s'attirèrent l'admiration de ces derniers. Peu à peu, la présence de l'Eglise catholique s'affirmait comme facteur d'unité dans la Basse-Ville.

Cependant, le clivage social et religieux allait s'accroître pour s'identifier au clivage géographique de la ville. Désormais, les divisions ne seraient plus limitées à l'aspect ethnique. Sur le plan géographique, comme sur le plan social, Bytown avait toujours été divisé: la "classe respectable" habitait la Haute-Ville, tandis que la "classe populaire" peuplait la Basse-Ville. Le clivage se prolongeait aussi sur le plan politique. Les habitants de la Haute-Ville se rangeaient derrière la bannière des "Tories", tandis que ceux de la Basse-Ville favorisaient le parti Réformiste.¹¹ Le portrait religieux n'était guère plus optimiste. La Haute-Ville devenait de plus en plus protestante et, dans certains domaines, refusait de côtoyer les catholiques.

¹⁰ Jules Tremblay, op. cit., p. 17.

¹¹ Michael S. Cross, "Stony Monday, 1849: The Rebellion Losses Riots in Bytown", loc. cit., p. 177-182.

Après l'épidémie du typhus en 1847, les protestants de Bytown accusèrent les Soeurs Grises d'avoir traité plus de catholiques que des leurs, et d'avoir même tenté de convertir les protestants qui avaient été acceptés à leur hôpital. Cette controverse suscita la fondation du "General Protestant Hospital" en 1849. De plus, les catholiques d'origine irlandaise qui habitaient la Haute-Ville ne voulaient plus se rendre à l'église de la rue Sussex qui desservait anglophones et francophones. Ils faisaient partie de la "classe respectable" et tenaient à avoir leur temple dans la Haute-Ville. Ce leur fut octroyé en 1846. Cette église pour les Irlandais catholiques de la Haute-Ville contribuait à accentuer davantage le fossé entre Haute et Basse-Ville.¹² Sur le plan économique, la dépression des années quarante, survenue lorsque la Grande Bretagne retira son traitement préférentiel au commerce du bois des provinces canadiennes, ne contribua pas à résoudre les problèmes de division à Bytown. Même si le commerce du bois était à la baisse, la "classe populaire" en dépendait encore pour son pain quotidien. Mais la "classe respectable" ne s'intéressait pas au sort des pauvres. Donc, à Bytown, le fossé qui séparait la Haute-Ville de la Basse-Ville devenait toujours plus profond.

¹² Lucien Brault, Ottawa, Capitale du Canada de son origine à nos jours, Ottawa, Edition de l'Université d'Ottawa, 1942, p. 196-200.

A cause de toutes ces divisions, les esprits étaient aigris et échauffés à Bytown. Les citoyens étaient séparés et partagés en deux camps bien distincts. D'une part, il y avait les habitants de la Haute-Ville, "Tories", protestants, orangistes; d'autre part, les Irlandais et les Canadiens français de la Basse-Ville, unis par la foi catholique et le parti réformiste, face à un agresseur commun. Ce climat de division et d'opposition qui flottait sur Bytown allait fournir un terrain fertile pour l'émeute du "Stony Monday, 1849". Au cours de cette année, le gouverneur-général, Lord Elgin, avait sanctionné des mesures réparatrices votées par le Parlement, destinées à indemniser les personnes qui avaient subi des pertes à leurs propriétés au cours des Troubles 1837-1838. Ce geste eut un profond retentissement à travers le Canada-Uni et occasionna un déferlement d'émeutes. L'opposition à ce bill venait de la part des "Tories". L'annonce de la visite prochaine de Lord Elgin à Bytown fut l'étincelle qu'il fallait pour mettre le feu aux poudres. Une bataille rangée, la "bataille de pierres", se déroula entre "Tories" et Réformistes et la milice dut repousser les émeutiers. Ce fut le dernier tumulte du genre à Bytown.¹³

¹³Michael S. Cross, "Stony Monday, 1849: The Rebellion Losses Riots in Bytown", loc. cit., p. 182-188.

Ces nombreux conflits, depuis l'origine de Bytown, avaient peut-être empêché l'épanouissement des Canadiens français. Mais, chose certaine, ces divisions les avaient sensibilisés et éveillés à la nécessité de se regrouper pour survivre.

2- FONDATION D'ORGANISATIONS FRANCOPHONES

Au milieu du XIX^e siècle, l'apaisement des conflits et l'amélioration des conditions sociales et économiques fournirent, aux Canadiens français de Bytown, un climat plus propice à s'organiser. L'industrie du bois connaissait un nouvel essor, grâce au capital américain, et attirait une main d'oeuvre plus abondante.¹⁴ Le baromètre de la population à Bytown était celui de l'activité du bois. En 1846, alors que la population totale était de 7 000 âmes, elle baissa à 5 000 l'année suivante à cause de la panique qui avait envahi Bytown à la suite du retrait du traitement préférentiel de la Grande-Bretagne. Avec l'arrivée des industriels américains en 1850, la population remonta à 6 000 et, l'année suivante, atteignit 7 760 dont 2 056 étaient francophones.¹⁵ Une telle poussée démographique permettait à

¹⁴Lucien Brault, op. cit., p. 168.

¹⁵Ibid., p. 36; Benjamin Sulte, Institut Canadien-Français d'Ottawa, 1852-1877, Ottawa, Imprimerie du Foyer Domestique, 1879, p. VI.

Bytown de devenir ville et évêché catholique en 1847.¹⁶
 Soeurs Grises et Oblats, à partir de 1845, fondèrent écoles
 et collèges. C'était encourager l'éducation et la culture.

Ce fut aussi à cette époque que les sociétés et
 les mouvements culturels firent leur apparition au Canada.
 Les anglophones de Bytown étaient organisés. Les Irlandais
 avaient leur "St. Patrick's Society" et, depuis 1828, célé-
 braient publiquement leur saint patron.¹⁷ Ceux qui étaient
 originaires ou descendants de l'Angleterre ou du pays de
 Galles s'étaient unis pour fonder la "St. George's Society"
 en 1844.¹⁸ Les Ecossais avaient aussi leur société patrio-
 tique depuis 1846: la "St. Andrew's Society".¹⁹ Sur le plan
 culturel, il y avait le "Bytown Mechanics' Institute", fondé
 en 1847. C'était une société éducative qui visait, par le

¹⁶Jules Tremblay, op. cit., p. 17.

¹⁷A. H. D. Ross, Ottawa, Past and Present,
 Ottawa, Thorburn & Abbott, 1927, p. 109.

¹⁸APC, St. George's Society of Ottawa, 1846,
1859-1956, Vol. 5, "By-laws of the St. George's
 Society of Ottawa", January 18, 1893.

¹⁹APC, St. Andrew's Society of Ottawa, 1866-
1946, Vol. 10, "The History of St. Andrew's
Society of Ottawa, 1846-1946", by John
 Thoburn and A. E. Cameron.

biais d'une bibliothèque et de conférences, à développer les connaissances des arts et des sciences au sein du "peuple moyen": artisans, industriels, commerçants et autres.²⁰

Les Canadiens français de la province de Québec commençaient aussi à se regrouper dans des sociétés nationales et dans des cercles littéraires. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, fondée par Ludger Duvernay, existait depuis 1834, et celle de Québec, depuis 1842.²¹ Trois-Rivières avait son cercle littéraire en 1844. L'Institut Canadien naissait à Montréal en 1844,²² et à Québec, en 1848.²³ Mais les Canadiens français de Bytown n'avaient pas encore de société nationale ou de cercle littéraire. Les procès-verbaux du "Bytown Mechanics' Institute" révèlent que deux francophones, J.-B. Turgeon, maire de Bytown, et le Docteur Cléophas Trottier de Beaubien, furent membres de leur institut anglophone au cours de l'année 1853. Mais à

²⁰APC, Bytown Mechanics' Institute and Athenaeum, 1847-1870, Vol. I (1847-1849).

²¹Rodolphe Fournier, Le manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, Montréal, Les Éditions du Richelieu Limitée, 1953, p. 21.

²²Victor Morin, "Clubs et sociétés notoires d'autrefois", Les Cahiers des Dix, Vol. XV (1950) 206.

²³Rév. P. Alexis De Barbezieux, capucin, op. cit., p. 321.

la suite de certaines contrariétés, ils se retirèrent avant la fin de l'année.²⁴ Ces deux hommes, soutenus et encouragés par Monseigneur Guigues, premier évêque d'Ottawa, et par le Père Tabaret, véritable fondateur de l'Université d'Ottawa, allaient incarner le leadership dont avait besoin pour se regrouper la population francophone.

En fait, les Canadiens français de Bytown avaient manqué de chefs. Comme la principale activité économique pivotait autour du bois, la région avait surtout été peuplée par des gens qui s'adonnaient à ce genre de travail manuel et aucun d'entre eux n'avait découvert la vocation de leader ou de rassembleur. Mais l'établissement du gouvernement du Canada-Uni à Ottawa (Bytown devenait Ottawa en 1855) en 1865, succédé par le gouvernement fédéral du Canada en 1867, installait une nouvelle élite sociale à Ottawa. Députés et fonctionnaires envahirent la capitale et suscitérent l'agrandissement du noyau de commerçants et de membres des professions libérales. Cette poussée démographique allait accroître le nombre de francophones, et avec la nouvelle élite sociale, susciter de nouveaux chefs. Entre les années 1851 et 1871, la population francophone d'Ottawa passa de

²⁴APC, Bytown Mechanics' Institute and Athenaeum, 1847-1870, procès-verbaux de 1853 et de 1854.

26.4% à 33.5% de la population totale.²⁵ Plus forts par leur nombre, dirigés et animés par des chefs compétents, les Canadiens français, s'ils voulaient survivre, devaient penser à s'organiser sur le plan social.

Dans l'intervalle d'une dizaine d'années, trois organisations francophones furent fondées à Ottawa. La première à voir le jour fut l'Institut Canadien-Français, le 24 juin 1852. J.-B. Turgeon, assisté du Docteur Beaubien, en était le fondateur et le premier président. L'Institut choisissait la devise "Le travail triomphe de tout" et se fixait le but suivant: l'union, l'instruction mutuelle et

²⁵ Ce pourcentage est calculé d'après les chiffres fournis par les Recensements du Canada.

<u>ANNEE</u>	<u>POPULATION TOTALE</u>	<u>POPULATION FRANCOPHONE</u>
1851	7 760	2 056
1861	14 669	3 644
1871	21 541	7 214

Recensement des Canadas (1851-2),
Vol. I, p. 32;
Recensement des Canadas (1860-61),
Vol. I, p. 48;
Recensement du Canada (1870-71), Vol. I,
p. 271, 276, 277.

le progrès général de ses membres.²⁶ Selon Pascal Poirier, les membres se composèrent d'abord "de tout ce que Bytown comptait de Canadien français."²⁷ Dès le début, une salle de lecture fut ouverte dans leur local situé dans la Basse-Ville, place du marché By. Chaque soir, on y faisait à haute voix la lecture des journaux de Montréal et de Québec afin d'en faire profiter aux membres illettrés qui étaient dans la salle. De plus, conférences et concerts étaient organisés régulièrement pour éduquer et divertir les membres. En 1856, les cadres étaient élargis et, deux fois par mois, le public avait accès aux soirées de conférences, de musique et de chant.²⁸

²⁶ Hector Legros, prêtre et Soeur Paul-Emile, s.g.c., op. cit., p. 831. Dans leur "Constitution et Règlement" de 1882 [AAO, ICF (1878-1898) 7], le but est quelque peu modifié: l'union et le progrès intellectuel de ses membres. Cependant, dans la revision de la "Constitution et Règlements" en 1926, le but est transformé au "développement moral, intellectuel et physique de ses membres." Constitution et Règlements de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa, Ottawa, Imprimerie Beauregard, 1926. Le but de l'Institut Canadien de Montréal, en 1844, était semblable: inculquer à ses membres le patriotisme, des connaissances intellectuelles et l'art oratoire. Victor Morin, loc. cit., Vol. XV (1950) 207.

²⁷ AAO, ICF (1920-1930), extrait du Droit, 11 février, 1927.

²⁸ Benjamin Sulte, L'Institut Canadien-Français d'Ottawa (1852-1877), op. cit., p. XV-XVI.

C'était une première pour les francophones d'Ottawa. L'Institut leur fournissait l'occasion de se rencontrer, d'apprendre, de discuter et de se divertir.

L'année suivante, le 24 juin 1853, la Société Saint-Jean-Baptiste fut fondée.²⁹ Le Docteur Beaubien en fut le principal organisateur et en devint le premier président. Monseigneur Guigues et J.-B. Turgeon le secondèrent dans ses efforts. Cette société nationale aspirait à l'union et à la formation patriotique de ses membres. Pour en faire partie, il fallait être Canadien, d'origine française,

²⁹Dès 1846 ou 1847, les Canadiens français de Bytown, de concert avec leurs concitoyens Irlandais, avaient commencé à honorer publiquement saint Jean-Baptiste sous la rubrique de fête religieuse. Mais cette manifestation publique annuelle ne revêtait pas les couleurs d'une fête nationale. Saint-Jean-Baptiste était alors célébré, non à titre de patron des Canadiens français, mais bien à titre de patron de la tempérance. En effet, le 24 juin, Canadiens français et Irlandais défilaient dans les rues et se rendaient à l'église pour assister à la messe. A la sortie, ils entonnaient les airs bien connus: "A la claire fontaine", "St. Patrick's Day", et "Dieu sauve la Reine". A cette époque, il était normal pour le clergé d'encourager les paroissiens à lutter contre l'ivrognerie, puisque c'était considéré comme un fléau qui envahissait la société. "Historique de l'Association Saint-Jean-Baptiste", dans le Programme Officiel des Fêtes, 21-24 juin 1913, p. 15-16; Louis Charbonneau, "Historique de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1853-1953", Programme-Souvenir à l'occasion du Centenaire de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1853-1953, p. 6; Le Droit, 21 juin 1913, p. 4.

de père ou de mère, et de foi catholique. Un citoyen français catholique pouvait aussi devenir membre s'il était accepté par tous les membres actifs présents.³⁰

Au cours des premières années de son existence, la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa était intimement liée à l'Institut Canadien-Français. Ces deux sociétés se composaient à peu près des mêmes membres. De plus, la liste des présidents de ces deux sociétés révèle qu'il n'était pas rare pour certains hommes d'occuper, tantôt la chaise présidentielle de l'Institut Canadien-Français, tantôt celle de la Société Saint-Jean-Baptiste.³¹ Membres de professions libérales ou fonctionnaires, les présidents de ces deux organismes faisaient partie de l'élite canadienne-française d'Ottawa, et ce sont eux que les membres des sociétés

³⁰ En 1885, un candidat qui remplissait ces exigences devenait membre de la Société Saint-Jean-Baptiste après avoir signé la constitution et payé sa contribution annuelle de vingt-cinq sous. Constitution et Règlements de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, Ottawa, Imprimerie A. Bureau, 1885, "Constitution", art. 4, p. 4, "Règlements", art. VI, p. 16.

³¹ Pour la liste des présidents de la Société Saint-Jean-Baptiste, cf Programme-Souvenir à l'occasion du Centenaire de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1853-1953, p. 6-30. La liste des présidents de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa, de 1852 à 1928, se trouve dans Le Droit, 11 février 1928; celle de 1929 à 1962, dans La Revue de l'Institut Canadien-Français, septembre 1962, p. 17.

choisissaient pour les diriger.³² Au cours d'une année, l'Institut organisait, à un rythme régulier, des rencontres pour ses membres ainsi que pour les francophones de la ville tandis que la Société Saint-Jean-Baptiste se limitait à la célébration annuelle du 24 juin.

La troisième organisation francophone à Ottawa fut l'Union Saint-Joseph, fondée en 1863 par deux cordonniers venus de Joliette, Léonard Desmarais et Jean-Baptiste Champoux. Société de secours mutuel, à caractère catholique et canadien-français, elle se modelait sur la société-mère, l'Industrie de Joliette, établie à Joliette par la classe ouvrière.³³ Son but se résumait à encourager l'union des catholiques de langue française "dans une commune pensée de secours mutuel et de progrès matériel, moral et religieux." Elle voulait aider les familles canadiennes-françaises à s'organiser sur le plan financier. Malgré cet intérêt primordial, elle ne négligeait en rien la promotion canadienne-française dans la ville d'Ottawa. A plus d'une reprise et par différents moyens, elle se faisait l'intime collaboratrice de l'Institut et de la Société Saint-Jean-Baptiste.

³² Ottawa City Directory, 1861-1953.

³³ Charles Leclerc, L'Union St-Joseph du Canada, Hull, Imprimerie Leclerc, 1939, p. 11, 12, 14. En 1905, par une loi fédérale, le nom de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa fut changé à l'Union Saint-Joseph du Canada.

3- LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE ET LA CÉLÉBRATION DE SA FÊTE PATRONALE AU XIX^e SIÈCLE

De ces trois organisations canadiennes-françaises, la Société Saint-Jean-Baptiste, au XIX^e siècle, se révélait la plus faible. L'Institut Canadien-Français semblait devenir le foyer de l'élément canadien-français d'Ottawa. Dès 1859, le gouvernement lui accordait une subvention annuelle de trois cents dollars,³⁴ subvention qui n'a jamais reçue la Société Saint-Jean-Baptiste. Dès son adolescence, âgé seulement de treize ans en 1885, l'Institut recevait sa charte officielle du gouvernement. La Société Saint-Jean-Baptiste devait attendre l'âge avancé de soixante ans avant de recevoir la sienne en 1913. En 1870, l'Institut fonda le "cercle des familles" et organisa, une fois par semaine, une soirée familiale pour les francophones d'Ottawa.³⁵ Cet organisme se faisait de plus en plus agent de ralliement. Malgré de nombreux déménagements, souvent suscités par des incendies, l'Institut Canadien-Français jouissait toujours d'un local permanent. Mais, au XIX^e siècle, nous ne pouvons pas en dire autant de la Société Saint-Jean-Baptiste. Cette dernière,

³⁴ Benjamin Sulte, L'Institut Canadien-Français d'Ottawa, 1852-1877, op. cit., p. XXI.

³⁵ AAO, ICF (1920-1930), discours d'un ancien secrétaire de l'Institut, Napoléon Mathé, au Cercle littéraire, intitulé "L'Institut de l'Ancien Temps", Le Droit, 2 mars 1928.

pour la tenue de ses assemblées, était à la merci du local de l'Institut ou de celui de l'Union Saint-Joseph.

Il était donc normal pour les deux autres associations de venir en aide à la Société Saint-Jean-Baptiste. Même si l'Union Saint-Joseph était une société de secours mutuel, elle s'intéressait aussi à tout ce qui était catholique et français. Par exemple, elle tenait tellement à seconder les efforts de la Société Saint-Jean-Baptiste à l'occasion de la fête patronale des Canadiens français qu'elle faisait une obligation stricte à ses membres de marcher dans la procession du 24 juin. Ceux qui n'y étaient pas devaient payer une amende de cinquante sous tandis que ceux qui ne comptaient pas dans les rangs de leur fête patronale, saint Joseph, ne payaient qu'une amende de vingt-cinq sous!³⁶ C'était là une preuve de l'entraide qui existait chez les sociétés francophones d'Ottawa.

Avec l'appui qu'elle recevait de ses sociétés-sœurs de la capitale, la Société Saint-Jean-Baptiste réussissait à survivre et à se développer. En 1885, elle adoptait sa première constitution imprimée. Avant cette date, le Docteur Beaubien et ses successeurs, s'inspirant auprès de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et celle de

³⁶Charles Leclerc, op. cit., p. 38.

Québec, avaient établi un genre de constitution. Mais il semble que c'était beaucoup plus une "coutume à suivre" qu'une constitution en bonne et due forme. Même la constitution de 1885 était très semblable à celle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Les buts poursuivis étaient presque identiques: unir les Canadiens français, encourager leur rencontre, promouvoir tous leurs intérêts, leur inspirer une certaine conduite morale et nationale.³⁷ La lecture des articles de la constitution et des règlements révèle une structure remarquable de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Mais il semble que la structure était plus imposante que ses effectifs et ses réalisations...

Malgré un programme d'activités assez restreint, la Société Saint-Jean-Baptiste, en 1873, sous la présidence de Stanislas Drapeau, se divisait en quatre sections, rattachées aux quatre paroisses qui existaient à l'époque: Notre-Dame, Sainte-Anne, Saint-Joseph et Saint-Jean-Baptiste.³⁸ Chaque section avait son comité de régie mais le comité général de la Société jouissait encore de la direction et de l'administration générale. En 1889, à la suite de certaines difficultés

³⁷Constitution et Règlements de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, op. cit., "Constitution", art. III, p. 3-4; Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Historique, Acte d'Incorporation, Constitution et Règlements (1888), Montréal, Eusèbe Sénécal & Fils, 1889, p. 4.

³⁸"La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", signé 'un de ses fils dévoués', Le Droit, 21 juin 1913, p. 4.

dont la nature semble assez obscure, les sections furent abolies par une décision du comité général et la ratification de l'assemblée générale.³⁹ Les sections disparues, on rapporte que le nombre de membres diminua considérablement. En 1897, ils se dénombraient à une trentaine.⁴⁰ La Société était menacée de disparaître.

L'aumônier de la Société Saint-Jean-Baptiste, Monseigneur J.-A. Plantain, vint à sa rescousse. Il attaqua le caractère autocrate du comité général et reprocha vertement à l'assemblée son apathie et son manque d'intérêt. Finalement, il exigea le rétablissement des sections.⁴¹ Les foudres de l'aumônier, graduellement, portèrent fruit. Le 24 mai 1900, l'assemblée générale votait le rétablissement des sections paroissiales. A cette date, on comptait six paroisses: Notre-Dame, Sainte-Anne, Saint-Jean-Baptiste, Saint-François-de-Sales, Saint-François d'Assise et Sacré-Coeur.⁴² Les

³⁹Grégoire Farrell, "La Section Sainte-Anne", Programme-Souvenir à l'occasion du Centenaire de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1853-1953, p. 36.

⁴⁰AAO, ASJB (1874-1900), lettre de Mgr J.-A. Plantain à J. Chamard, 1^{er} 25 octobre 1897.

⁴¹Ibid.

⁴²ACRCCF, SSJBQ, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblées du 18 janvier, du 24 mai, du 3 et du 10 juin, du 14 octobre 1900.

sections avaient comme limites celles même des paroisses, et chacune avait le curé comme aumônier.

Au XIX^e siècle, l'activité principale des sections paroissiales comme du comité général de la Société Saint-Jean-Baptiste était l'organisation annuelle de la fête patronale des Canadiens français. De 1852 à 1889, le jour de la Saint-Jean-Baptiste était chômé à Ottawa.⁴³ Sauf quelques exceptions, la célébration annuelle se déroulait d'après un modèle bien rodé.⁴⁴ Le 23 juin, à minuit, un coup de canon annonçait le début de la fête. Le matin, un certain nombre de Canadiens français se regroupait dans la Basse-Ville devant le local de l'Institut Canadien-Français ou celui de l'Union Saint-Joseph, et, au son de leur air national "Vive la Canadienne", se dirigeait vers la cathédrale pour assister à la messe.

⁴³ Discours du Dr Beaubien, le 24 juin 1870, dans AAO, ASJB (1874-1900), extrait du Courrier d'Outaouais, 25 juin 1870; "La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", signé 'un de ses fils dévoués', Le Droit, 21 juin 1913, p. 4.

⁴⁴ Pour la reconstitution d'une célébration typique de la Saint-Jean-Baptiste au XIX^e siècle: "La Société Saint-Jean-Baptiste", signé 'un de ses fils dévoués', Le Droit, 21 juin 1913, p. 4; AAO, ASJB (1874-1900), programmes imprimés des fêtes de 1868, 1875, 1885, ainsi qu'un article du Courrier d'Outaouais, 25 juin 1870; AAO, ICF (1878-1898), programme imprimé de la fête de 1877 et une lettre du président de l'Institut, M. A. Gobeil, à Mgr J.-O. Routhier, v.g., le 8 juin 1893.

A partir de 1875, ils étaient précédés de leur bannière:⁴⁵
 de couleur blanche, elle portait l'image de saint Jean-Baptiste et l'effigie d'un castor, entourées d'une guirlande de feuilles d'érable, avec l'inscription: Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, et la devise: "Religion et Patrie".⁴⁶
 A la fin de la messe, l'évêque ou le vicaire général distribuait à la foule le pain bénit. Puis, la procession se mettait en branle pour défiler dans les rues de la Basse-Ville, parvoisées de drapeaux britanniques, français et papaux, et décorées de festons de verdure et de feuilles d'érable. Les rangs de la procession étaient habituellement formés d'une fanfare, des élèves, des pompiers, des représentants de quelques maisons commerciales d'Ottawa, des membres de l'Institut Canadien-Français, de l'Union Saint-Joseph et de la Société Saint-Jean-Baptiste. Quelques chars allégoriques s'ajoutaient parfois au défilé. A cette occasion, les personnages représentés le plus souvent étaient Jacques Cartier, un chef sauvage et le petit saint Jean-Baptiste. La journée se terminait sur une note patriotique et musicale: discours, pièce

⁴⁵Ce fut sous la présidence de Benjamin Sulte que la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa eut sa première bannière. "La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", signé 'un de ses fils dévoués', Le Droit, 21 juin 1913, p. 4.

⁴⁶Constitution et Règlements de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, op. cit., "Constitution", art. XVII, p. 13.

de théâtre et chants à la salle de l'Institut Canadien-Français. Il est difficile de déterminer le caractère de la participation populaire, puisque le nombre de personnes présentes aux activités n'était jamais donné. En 1870, dans un discours prononcé à l'Institut après le défilé de la Saint-Jean-Baptiste, J.-B. Turgeon se plaignait de l'apathie des francophones d'Ottawa et de leur manque de participation aux célébrations de la fête nationale.⁴⁷ Il est possible d'affirmer, au moins pour cette année, que la Saint-Jean-Baptiste ne ralliait pas tous les Canadiens français de la capitale. Au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, la journée du 24 juin n'était plus fériée en Ontario comme elle l'était encore au Québec. Désormais, la célébration de la fête nationale serait reportée au dimanche le plus rapproché.

Les trois organisations francophones, fondées à Ottawa au milieu du XIX^e siècle, ont répondu aux besoins du temps et aux aspirations de la population canadienne-française. Après avoir été menacés par des conflits ethniques et religieux, les Canadiens français de la future capitale fédérale ont manifesté leur vouloir-vivre collectif en transplantant, dans leur milieu de vie, certaines institutions de leur province d'origine. Chacune, à sa façon, répondait à certaines aspirations des Canadiens français. L'Institut Canadien-Français et l'Union Saint-Joseph étaient deux sociétés établies

⁴⁷AAO, ASJB (1874-1900), extrait du Courrier d'Outaouais, 25 juin 1870.

de façon permanente, tissées d'oeuvres concrètes. L'Institut s'affichait comme un cercle littéraire et culturel, un organisme qui réunissait un certain nombre de francophones et qui répondait à leur goût intellectuel. L'Union Saint-Joseph, malgré ses nombreux intérêts sur le plan religieux et patriotique, était une société qui leur venait en aide sur le plan économique. Cependant, la Société Saint-Jean-Baptiste était exclusivement une société patriotique et n'avait pas d'objet concret permanent pour rallier les Canadiens français. Elle voulait se faire gardienne de la langue, de la foi et des traditions mais, au XIX^e siècle, elle ne semblait trouver comme moyen que la célébration annuelle de la Saint-Jean-Baptiste. C'était quand même fournir aux Canadiens français d'Ottawa l'occasion de se remémorer leurs origines et de les manifester publiquement. C'était quand même leur donner un motif pour se réunir et fraterniser. Mais au début du XX^e siècle, la Société Saint-Jean-Baptiste trouverait moyen de s'infiltrer davantage dans la vie des francophones. Le Congrès des Franco-Ontariens en 1910 et la controverse scolaire de 1912 à 1927 lui fourniraient l'occasion de se réorganiser et de poser des gestes concrets.

C H A P I T R E I I

LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE D'OTTAWA (1897-1927)

Cette partie consiste à analyser la nature du réveil qui s'est opéré au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Comme des conflits ethniques et religieux avaient suscité le regroupement des francophones d'Ottawa au milieu du XIX^e siècle, l'émergence de nouveaux conflits ethniques, au tournant du siècle, les incita encore à vouloir s'unir et à vouloir agir pour défendre leurs droits et assurer leur survivance. Un front de résistance francophone se dressa à Ottawa. L'Institut Canadien-Français et l'Union Saint-Joseph y participèrent. Mais la Société Saint-Jean-Baptiste en fit partie d'une façon spéciale.

A cette époque, c'était tout l'Ontario qui était le théâtre de conflits ethniques. Les anglophones protestants commençaient à redouter l'infiltration canadienne-française dans leur province. Il est vrai qu'au début du XX^e siècle, le nombre des Franco-Ontariens augmentait. Alors que les francophones ne formaient que 5% de la population totale de l'Ontario en 1880, ils en représentaient 10% en 1910.¹

¹Marilyn Barber, "The Ontario Bilingual Schools Issue: Sources of Conflicts", CHR, vol. 47 (1966) 230.

Imprégnés de cette crainte et désireux de refouler cette vague canadienne-française, les anglophones protestants se rallièrent au cri "English only in the schools of the province." Au cours des années 1885 à 1927, et ce par étapes successives, le gouvernement de l'Ontario chercha à implanter l'anglais comme langue de communication et d'enseignement dans toutes les écoles de la province.² Lorsque survint le problème des écoles séparées bilingues, les Irlandais catholiques, voulant garder l'Ontario anglophone et craignant la perte de leurs écoles séparées si l'opposition décidait d'unifier le système, se rangèrent du côté anglophone protestant. Les Franco-Ontariens furent donc laissés à leurs propres initiatives.

En ce qui a trait aux luttes qui opposaient franco-phones et anglophones, Ottawa était le microcosme de l'Ontario. Les rivalités entre Irlandais et Canadiens français étaient une vieille tradition dans la capitale fédérale. Plus d'une fois, elles avaient menacé et déchiré l'Université d'Ottawa,

²En 1851, une loi permettait aux professeurs des écoles de l'Ontario d'enseigner dans la langue anglaise, française ou allemande. Cette même loi fut répétée en 1858 et en 1871. Ce ne fut qu'en 1885 que le Département de l'Education de la province d'Ontario décréta que l'étude de l'anglais était obligatoire dans toutes les écoles. J. E. Robert Choquette, "Language and Religion in Ontario: A Study of English-French Conflict in Ontario Catholicism", thèse non publiée (PhD Sciences Religieuses), Université de Chicago, 1972, p. 119.

la commission scolaire et même l'Eglise diocésaine.³ Ces deux groupes ethniques rivalisaient pour diriger la marche de ces institutions. La victoire de l'un signifiait nécessairement la défaite de l'autre. Ces conflits, au tournant du siècle, servirent à polariser les idées et les forces parmi les Franco-Ontariens. Aussi, ce fut sous l'instigation de l'élite canadienne-française de la région de l'Outaouais que plus de mille deux cents Franco-Ontariens se réunirent en congrès à Ottawa les 18, 19, 20 janvier 1910 afin de discuter et de partager leurs difficultés, leurs besoins et leurs espoirs. Ce fut à cette occasion qu'ils fondèrent l'Association Canadienne-Française d'Education d'Ontario, organisation permanente qui visait à revendiquer les droits et à surveiller les intérêts des francophones de l'Ontario.⁴

1- REORGANISATION DE LA SOCIETE

Stimulée par les idéologies de l'époque, influencée par le climat de solidarité qui régnait à Ottawa et préoccupée

³Pour la nature et le détail des luttes qui ont opposé Irlandais catholiques et Canadiens français d'Ottawa sur le plan de l'éducation et de l'Eglise, cf J. E. Robert Choquette, op. cit., p. 17-75; 104-109; 229-240.

⁴Congrès d'Education des Canadiens-Français d'Ontario, Rapport officiel des séances tenues à Ottawa, du 18 au 20 janvier 1910, Ottawa, Association Canadienne-Française d'Education, 1910, p. 267.

d'atteindre un but concret - assurer l'éducation catholique et française en Ontario - la Société Saint-Jean-Baptiste fit un véritable soubresaut après le Congrès de 1910. Ce fut le réveil, la résurrection d'une société qui, jusqu'à cette date, avait limité ses activités à l'organisation de la fête nationale des Canadiens français. Dès 1910, la Société Saint-Jean-Baptiste accepta de se mettre au service de l'ACFEO. Cette collaboration intime qui s'annonçait entre ces deux organismes francophones n'était pas étonnante puisque les têtes dirigeantes de la Société Saint-Jean-Baptiste avaient joué un rôle prépondérant dans la fondation de l'ACFEO. A cette date, les sept sections paroissiales de la Société Saint-Jean-Baptiste - Notre-Dame, Saint-Charles, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Famille, Sainte-Anne, Saint-François d'Assise, Sacré-Coeur - acceptèrent la responsabilité de former une cellule locale de l'ACFEO dans leur milieu respectif.⁵ Cette nouvelle tâche leur confiait un travail régulier à exécuter. Porte-parole officiel de l'ACFEO, chaque section devait étudier et diffuser les mots d'ordre et les directives de l'Association d'Education. De plus, le bureau central de la Société Saint-Jean-Baptiste devait organiser et promouvoir la souscription annuelle de l'ACFEO dans les limites de la ville d'Ottawa.⁶

⁵"La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", signé 'un de ses fils dévoués', Le Droit, 21 juin 1913, p. 4.

⁶ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 11 décembre 1910; Louis Charbonneau, loc. cit., p. 22.

La collecte s'effectuait habituellement à l'échelle paroissiale. Il est vrai que le clergé francophone d'Ottawa s'intéressait de près aux activités patriotiques et nationales qui se déroulaient dans la ville. En fait, à Ottawa, il n'y avait pas de dichotomie entre religion et nationalisme au sein des paroisses francophones. Au contraire, d'aucuns affirmaient qu'ils formaient un couple inséparable. Pour garder leurs ouailles à l'ombre du clocher, plusieurs prêtres croyaient qu'ils devaient assurer la survivance de la langue française. C'était encore un signe de l'idée nationaliste courante que la langue était la gardienne de la foi.

A peine un an après que la Société Saint-Jean-Baptiste eut sorti de sa léthargie, elle décida, sous la présidence de J.-U. Vincent en 1911, de refondre ses Règlements. Nombre d'articles de 1885 étaient conservés intacts. Il y avait cependant quelques innovations. Les conditions requises pour devenir membre de la Société en 1885 étaient les suivantes: Canadien, d'origine française, de père ou de mère, et de foi catholique. Selon les Règlements de 1911, la première exigence pour devenir membre était d'être Canadien français. Ensuite, il fallait être âgé de dix-huit ans, être présenté par deux membres, et faire sa demande par écrit d'après la formule "A".⁷ Le mot "catholique" ne figurait

⁷ Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, Règlement, Ottawa, Compagnie d'Imprimerie d'Ottawa, 1912, ch. III, art. 9, p. 4.

pas parmi les exigences inscrites dans le Règlement de 1911, bien que la formule "A" exigeait le nom de la paroisse du candidat et l'enjoignait à déclarer qu'il n'appartenait "à aucune secte ni société poursuivant un but contraire à celui de l'Association."⁸ Il est donc évident que le candidat devait être de foi catholique. Tous les ecclésiastiques et les religieux étaient automatiquement admis comme membres sans avoir à remplir la formule "A". En plus des membres actifs, la Société établissait deux autres catégories de membres: les membres fondateurs et les membres honoraires.⁹

La transformation principale qui s'opéra au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa fut la création de huit commissions d'étude, nommées à chaque année par le bureau central.¹⁰ Ces commissions rejoignaient tous les aspects de la vie française à Ottawa. La commission des droits constitutionnels voulait faire respecter les droits déjà acquis des Canadiens français. Par le biais de la colonisation, des secours mutuels, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, la commission des intérêts économiques visait à développer et à améliorer le statut économique des francophones de la capitale nationale. Sur le plan de l'éducation, la commission des intérêts

⁸Ibid., Formule "A", p. 18.

⁹Ibid., ch. III, art. 9, p. 4.

¹⁰Ibid., ch. IX, p. 16-17.

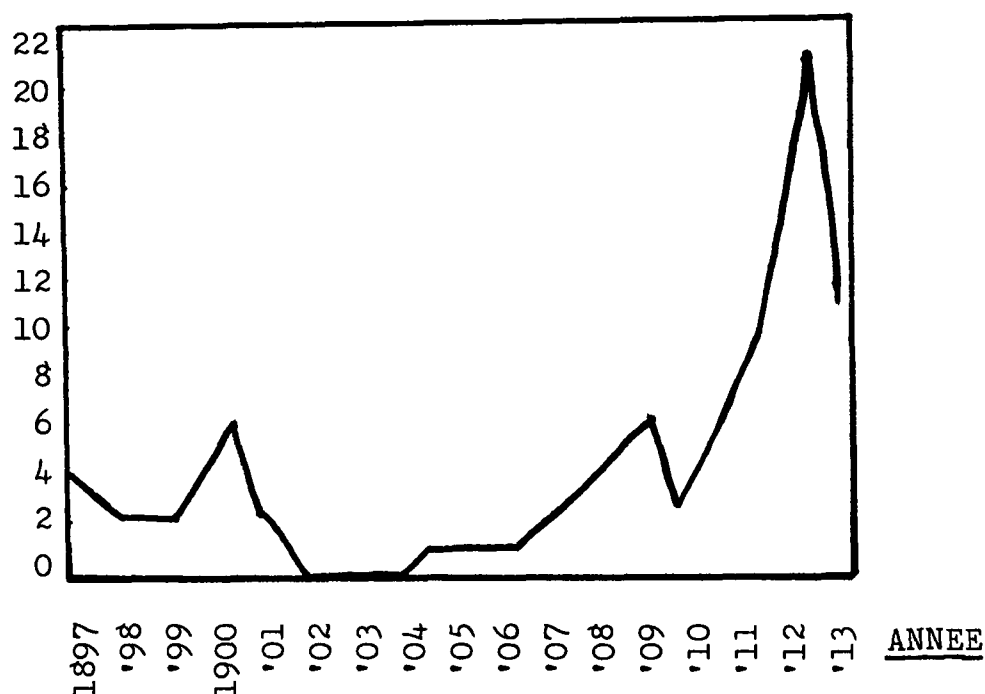
scolaires cherchait non seulement à assurer les droits déjà acquis, mais aussi à encourager et à perfectionner l'enseignement du français dans les écoles bilingues et même, à promouvoir l'importance de l'instruction chez les jeunes et les adultes en les encourageant à suivre des cours du soir. Sur le plan de la religion, la commission des intérêts religieux désirait assurer le respect des rapports entre les questions religieuses et les questions nationales. Par exemple, elle adopterait un plan d'action pour qu'un clergé francophone desserve les paroisses des Canadiens français à Ottawa. La commission des intérêts scientifiques, littéraires et artistiques voulait sensibiliser les Canadiens français à ces disciplines. Il y avait une commission des intérêts sociaux qui s'intéressait à tous les problèmes sociaux qui touchaient ou impliquaient les francophones d'Ottawa. Une commission municipale se fixait comme objectif d'assurer une juste représentation des Canadiens français sur la scène de la politique municipale, et même, se proposait de recommander des candidats à différents postes. Finalement, la commission du patronage devait effectuer les démarches nécessaires pour assurer que les francophones de la capitale aient leur quote-part dans la représentation à la fonction publique, ainsi que dans les diverses institutions financières et commerciales.

L'établissement de ces huit commissions au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste était véritablement une

innovation qui métamorphosait le visage et la nature même de cette société. Elle se révélait maintenant comme une société stable et permanente qui voulait promouvoir et stimuler la vie française à Ottawa et aussi comme une société incarnée qui voulait répondre aux besoins de l'heure. Pour consacrer sa raison d'être et sa nouvelle orientation, pour manifester publiquement sa permanence, la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa entama les démarches nécessaires auprès du gouvernement provincial pour l'obtention d'une charte d'incorporation. Elle l'obtenait le 12 août 1913.¹¹

Une réorganisation aussi considérable et des projets d'action aussi ambitieux devaient nécessairement être le fruit d'une meilleure administration et d'une orientation plus précise de la Société. En se basant sur les seuls procès-verbaux du début du siècle, il est possible d'illustrer par un graphique, la fréquence de réunions du bureau central, formé de l'exécutif et de deux représentants de chaque section:

¹¹ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 2 mai 1914, assemblées du 11 mai et du 19 septembre 1913.

GRAPHIQUE INo de
réunions

D'après ce graphique, il ressort qu'il y eut cinq années pendant lesquelles les réunions furent plus fréquentes: 1900, 1909, 1911, 1912, 1913. Voici une tentative d'explication. Il y eut six réunions en 1900 et trois au printemps de l'année 1901. D'après les procès-verbaux, la majorité de ces réunions étaient convoquées pour la préparation des grandes célébrations de la Saint-Jean-Baptiste en 1901, fête qui s'étendit sur trois journées. Les six réunions de 1909 peuvent être expliquées par l'intérêt que portait la Société aux préparatifs du grand Congrès d'Education en janvier 1910. Les neuf

réunions de 1911 étaient exigées pour la refonte des Règlements de la Société et pour le nouvel élan qu'elle prenait. Le nombre imposant de vingt-et-une réunions en 1912 est expliqué par le grand ralliement des Canadiens français d'Amérique du Nord qu'elle organisait à Ottawa en juin 1913. Les procès-verbaux indiquent que toutes les assemblées traitaient des préparatifs de ce grand ralliement. En 1913, il y eut onze réunions. C'était la stabilisation de la Société. Des réunions régulières, mais non excessives, étaient nécessaires à la Société Saint-Jean-Baptiste pour organiser et mener à terme ses projets. Nous pouvons aussi conclure qu'il y avait réunion de membres lorsqu'il y avait un projet concret à exécuter. Par contre, il y avait peu ou pas de réunions lorsque la Société se contentait de célébrer la Saint-Jean-Baptiste annuelle. Un autre fait intéressant à noter est que, durant les années où il y avait bon nombre de réunions et beaucoup de projets à exécuter, le fauteuil présidentiel était occupé soit par J.-U. Vincent, soit par C.S.O. Boudreault. De fait, de 1897 à 1914, Vincent fut président à cinq reprises tandis que Boudreault le fut pendant quatre ans. Une certaine permanence à la présidence a sûrement favorisé une continuité dans les projets et les réalisations. De plus, à cette époque, ces deux hommes étaient deux chefs de file de la communauté francophone d'Ottawa.

La Société Saint-Jean-Baptiste ne voulait point limiter son zèle patriotique aux rives de l'Outaouais. En 1912, elle réchauffa un projet de 1906: étendre, sur le plan provincial, le rayonnement de la Société Saint-Jean-Baptiste. Elle rêvait de fonder des Sociétés Saint-Jean-Baptiste par toute la province d'Ontario en vue d'unir, en une vaste fédération, tous les Canadiens français de la province pour défendre et pour promouvoir les intérêts catholiques et nationaux.¹² C'était tout de même étrange que la chétive Société Saint-Jean-Baptiste ait conçu un tel projet en 1906. C'était plus compréhensible en 1912 puisqu'elle était plus solide et qu'elle était devenue la cheville ouvrière de l'ACFEO. Il va sans dire que l'ACFEO appuyait fortement ce projet de fédération provinciale des Sociétés Saint-Jean-Baptiste.¹³ L'Association d'Education avait tout à gagner. Puisque toutes les sections paroissiales de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa étaient aussi cellules de l'ACFEO, cette dernière pouvait espérer que toutes les Sociétés Saint-Jean-Baptiste qui sillonnaient la province deviendraient, elles aussi, sections locales de l'ACFEO.

¹²Ibid., assemblée du 5 décembre 1912; AAO, ASJB (1900-1915), article anonyme intitulé "Fonder des Sociétés Saint-Jean-Baptiste dans toute la province d'Ontario"; "Historique de l'Association d'Education d'Ontario", Le Droit, 4 octobre 1947.

¹³Congrès d'Education des Canadiens-Français d'Ontario, op. cit., p. 43.

Mais ce projet, bien qu'approuvé par la majorité des membres de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, ne pouvait être réalisé immédiatement.¹⁴ Sa charte de 1913 ne lui permettait pas de dépasser les frontières de la capitale. A travers la province, elle se dépensa quand même à seconder les efforts de l'ACFEO et, dans beaucoup de localités, les sections de la Saint-Jean-Baptiste et de l'ACFEO regroupaient les mêmes personnes et accomplissaient le même travail.¹⁵ Le projet d'une fédération provinciale des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario ne verrait le jour, d'une façon officielle, qu'en 1939.

2- ACTIVITES

De 1910 jusqu'à la fin des années vingt, la Société Saint-Jean-Baptiste oeuvra à assurer la sauvegarde et le respect des droits des Franco-Ontariens et même, chercha à faire avancer leur statut. Cette énergie qui l'animait découlait de l'élan qu'elle avait reçu au Congrès de 1910 et

¹⁴ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 5 décembre 1912.

¹⁵Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Programme-Souvenir de la célébration annuelle de l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, dimanche le 26 juin 1932, p. 7.

de son intime collaboration avec l'ACFEO. De plus, à cette époque, les Franco-Ontariens avaient un ennemi commun: le Règlement XVII, promulgué en 1912 et abrogé en 1927. La Société Saint-Jean-Baptiste lutta avec acharnement contre cette loi scolaire qui, pensaient les Canadiens français, ambitionnait de faire disparaître la langue française des écoles séparées bilingues. Par le biais de ses commissions, la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa tenta aussi de faire respecter et de promouvoir les droits des Canadiens français dans toutes les sphères de la vie. C'était peut-être ambitieux de sa part. C'était peut-être vouloir en entreprendre trop à la fois. De société amorphe, elle passait subitement à une société activiste! Certaines de ses commissions d'étude furent de courte durée. Cependant, d'autres dépensèrent beaucoup d'efforts et réalisèrent certains projets, surtout dans les domaines de l'éducation et de la vie française à Ottawa.

A. Education

Le domaine de l'éducation sera toujours une préoccupation primordiale de la Société Saint-Jean-Baptiste. D'abord, les luttes internes qui menaçaient la Commission des Ecoles Séparées d'Ottawa, au cours de la première décennie du XX^e siècle, éveillèrent son attention. Elle

délégua un certain nombre de ses membres pour assister aux réunions de la dite Commission afin d'essayer de rétablir l'entente entre commissaires francophones et irlandais, mais aussi afin d'assurer les droits des Canadiens français.¹⁶ Lorsque le Règlement XVII entra en scène en 1912, elle rédigea immédiatement une résolution pour protester contre sa mise en vigueur et la fit parvenir au Département d'Education de l'Ontario.¹⁷ En 1913, à l'exemple de son homologue de Montréal, elle organisa la collecte du sou de la pensée française à Ottawa dont les fruits étaient destinés aux oeuvres de l'ACFEO.¹⁸ Le manque de procès-verbaux et la pénurie de documents de l'époque ne nous permettent pas d'explicitier et de décrire en détail la collaboration intime que la Société Saint-Jean-Baptiste assura à l'ACFEO durant la lutte contre le Règlement XVII. Cependant, des discours et des esquisses historiques de ces deux organismes franco-ontariens, publiés après l'abrogation du Règlement XVII, se

¹⁶ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 14 février 1909.

¹⁷Ibid., assemblée du 5 décembre 1912; une copie de la résolution, signée le 8 décembre 1912, y est insérée.

¹⁸Ibid., assemblée du 11 mai 1913.

plaisent à rappeler le rôle primordial qu'a joué la Saint-Jean-Baptiste au cours des années de la crise scolaire en Ontario.¹⁹

A l'occasion de sa réorganisation en 1911, la Société Saint-Jean-Baptiste avait manifesté l'intention d'inaugurer des cours du soir pour suppléer à l'insuffisance de l'éducation des Canadiens français et pour perfectionner leur instruction générale. En 1896, l'Institut Canadien-Français avait introduit quelques cours du soir. Mais ces derniers revêtaient plutôt l'aspect de conférences d'intérêt général.²⁰ L'année suivante, l'aumônier de la Société Saint-Jean-Baptiste, le chanoine Plantain, suggérait la collaboration de l'Institut et de la Société Saint-Jean-Baptiste dans le parrainage de ces cours.²¹ Les membres, à l'unanimité,

¹⁹ Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Programme des Fêtes, 24 juin 1928, p. 16; ACRCCF, FSSJBO (1942), rapport du 3e congrès tenu à Ottawa, le 9 avril 1942; allocution prononcée au congrès régional de l'ACFEO, le 8 octobre 1942, à Windsor, Ontario, par Louis Charbonneau; discours de Louis Charbonneau à l'ouverture du 4e congrès de la Fédération à Ottawa en 1943.

²⁰ AAO, ICF (1878-1898), extrait de La Presse, Montréal, le 22 novembre 1896.

²¹ ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 10 octobre 1897.

approuvèrent ce projet mais exprimèrent aussi le désir de voir d'autres sociétés francophones de la ville, telle l'Union Saint-Joseph, accepter le partage des responsabilités.²² Mais, après maintes démarches et discussions, il n'y eut pas de suite immédiate à ce projet. Au cours des années 1915-1917, quatre paroisses d'Ottawa tentèrent d'établir des cours pour leurs paroissiens illettrés.²³ Mais ce fut un éparpillement de forces et d'énergies et les cours ne connurent pas le succès espéré. Leur durée fut éphémère.

Cependant, le besoin se faisait encore sentir dans la ville d'Ottawa. A l'instar de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, celle d'Ottawa assumait la responsabilité et l'organisation de ces cours.²⁴ Ils furent inaugurés à l'école Guigues en septembre 1918. L'élève déboursait deux dollars au début des cours et, selon son assiduité, cette somme lui était remise à la fin de l'année académique. Les cours se donnaient les lundis, mercredis et vendredis soirs

²²AAO, ASJB (1874-1900), un compte-rendu de la réunion de la Société Saint-Jean-Baptiste, Le Temps, 11 octobre 1897.

²³Ces cours furent organisés dans les paroisses Saint-Anne, Notre-Dame, Saint-François d'Assise et Saint-Jean-Baptiste. Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Programme des Fêtes, 24 juin 1924, p. 20.

²⁴Ibid., p. 20-22; Louis Charbonneau, loc. cit., p. 22-24.

pendant une période de deux heures. Les élèves pouvaient y suivre des cours de français, d'anglais, de mathématiques et de comptabilité. Au cours de l'année académique 1918-1919, trois professeurs dispensaient les cours à quatre-vingts élèves. Puisque nous ne connaissons pas l'assistance à ces cours pendant les années subséquentes, il nous est impossible d'établir des comparaisons. Mais d'après les montants déboursés annuellement par la Société Saint-Jean-Baptiste, nous pouvons supposer qu'il y avait de quatre-vingts à cent élèves par année et qu'il lui coûtait, annuellement, de \$400.00 à \$500.00. Ces cours cessèrent en 1926. La Société Saint-Jean-Baptiste justifia sa décision par les raisons suivantes: la mise en application rigoureuse, par la Commission scolaire d'Ottawa, de la loi ontarienne qui exigeait la fréquentation de l'école jusqu'à l'âge de seize ans; l'ouverture d'écoles techniques dans la ville d'Ottawa et, par conséquent, le manque d'élèves à ses cours du soir. Mais tout de même, de 1918 à 1926, "près d'un millier de personnes de tout âge et de toutes conditions" avaient pu en profiter.²⁵ Par le biais de ces cours, la Société Saint-Jean-Baptiste avait répondu à un besoin de l'heure dans la ville d'Ottawa.

²⁵ACRCCF, SSJBO, Rapports annuels et correspondance (1925-1928), rapport annuel de la S.S.J.B. d'Ottawa, le 17 décembre 1926, par Louis-Joseph Chatelain, Secrétaire-général.

B. Patronage des francophones

En 1911, la Société Saint-Jean-Baptiste avait établi une commission municipale ainsi qu'une commission du patronage. Concrètement, la commission municipale avait déjà cessé d'exister en 1914.²⁶ En ce qui a trait à la commission du patronage, on n'en mentionne jamais le nom dans les procès-verbaux. Néanmoins, la Société, en tant qu'organisation francophone, s'est intéressé à promouvoir les Canadiens français sur la scène municipale et, à quelques reprises, a fait certaines recommandations et a exercé certaines pressions. En 1912, le président de la Saint-Jean-Baptiste, C.S.O. Boudreault, convoqua en assemblée les francophones de la ville d'Ottawa pour les sensibiliser aux affaires municipales et pour les inciter à favoriser les candidatures de Canadiens français aux postes de maire et d'échevin.²⁷ En 1916, une campagne fut organisée pour obtenir une part plus équitable de postes pour les francophones à l'Hôtel de Ville. En 1921, on réitérait la même demande et exigeait un magistrat de langue française pour la ville

²⁶ ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 4 février 1914.

²⁷ Ibid., assemblées du 26 et du 29 décembre 1912.

d'Ottawa. Au cours des années 1925 et 1926, la Société Saint-Jean-Baptiste mettait sur pied deux conventions afin de choisir un candidat pour l'élection des commissaires scolaires. En 1926, son candidat était élu. Elle obtenait, la même année, la nomination d'un "payeur" canadien-français à l'Hôtel de Ville.²⁸ Ce fut au cours de cette année que le président de la Saint-Jean-Baptiste, Hector Ménard, convoqua une réunion des représentants de toutes les organisations francophones de la ville d'Ottawa. Le but de la rencontre était d'étudier les moyens d'améliorer la représentativité canadienne-française dans le comité exécutif des fêtes du centenaire de la ville d'Ottawa, puisqu'il n'y avait qu'un francophone d'affecté à ce comité. On proposa d'envoyer une délégation rencontrer le maire à ce sujet.²⁹ Après cette rencontre, il fut décidé par la Société Saint-Jean-Baptiste de former un bureau consultatif permanent, composé de tous les ex-présidents de la Saint-Jean-Baptiste, ainsi que de tous les représentants des diverses organisations francophones de la ville.³⁰ Cet organisme se donnait la tâche d'étudier les problèmes majeurs des francophones

²⁸ Louis Charbonneau, loc. cit., p. 22.

²⁹ ACRCCF, SSJBO, Minutes du Comité Consultatif: 1926, réunion du 28 avril 1926.

³⁰ ACRCCF, SSJBO, Rapports annuels et correspondance (1925-1928), rapport annuel de la S.S.J.B. d'Ottawa, le 17 décembre 1926, par Louis-Joseph Chatelain, secrétaire-général.

d'Ottawa. Ce fut une belle initiative... mais de durée éphémère. Il n'y eut que quatre réunions de ce bureau consultatif.

Au gouvernement fédéral, la Société demandait, en 1914, un bureau de poste pour la Basse-Ville³¹ et, en 1927, un deuxième sénateur franco-ontarien.³² Au gouvernement provincial, en 1923, elle réclamait un juge francophone à la Cour suprême de l'Ontario et, en 1926, un juge canadien-français pour le district de Sudbury.³³ Les initiatives de la Société Saint-Jean-Baptiste ne se limitaient pas à la ville d'Ottawa, mais s'étendaient même à l'échelle provinciale et nationale.

C. Patronage de la langue française

En plus de patronner des francophones à différents paliers de la vie publique, la Société Saint-Jean-Baptiste

³¹ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 4 février 1914.

³²ACRCCF, SSJBO, Rapports annuels et correspondance (1925-1928), lettre de Louis-Joseph Chatelain, secrétaire-général, à l'honorable MacKenzie King, 1er ministre du Canada, le 4 février 1927.

³³Louis Charbonneau, loc. cit., p. 22,24.

se dévoua à encourager et à promouvoir l'usage de la langue française dans la ville d'Ottawa. Cette campagne du "PARLONS FRANCAIS" se déroula au cours des années vingt.³⁴ Son plan d'action initial consistait à convaincre les Canadiens français de la capitale de l'importance vitale de parler le français partout afin d'assurer le respect de leur langue par les anglophones. Elle les enjoignait, par une distribution de cartes à domicile, d'employer le français au téléphone ainsi que dans toutes les entreprises commerciales. Par ailleurs, elle approchait aussi les commerçants pour réclamer des commis et des réclames bilingues. Mais ses initiatives ne se limitèrent pas au niveau commercial. Elles englobèrent plutôt plusieurs services publics de la ville: hôpitaux, moyens de transport, Hôtel de Ville et bureaux de poste. Partout, la Société Saint-Jean-Baptiste réclamait un personnel bilingue. De plus, puisque le Canada devait être un pays bilingue, elle exigeait, entre autres, l'émission de timbres-postes bilingues et des formules françaises pour l'impôt sur le revenu.

³⁴Pour tous les détails au sujet de la campagne de francisation, cf ibid.; ACRCCF, SSJBO, Rapports annuels et correspondance (1925-1928), rapport annuel de la S.S.J.B. d'Ottawa, le 17 décembre 1926, par Louis-Joseph Chatelain, secrétaire-général; rapport du bureau central de la S.S.J.B. d'Ottawa, terme 1926-1927, par Louis-Joseph Chatelain, secrétaire-général.

Au cours des deux décennies qui suivirent sa réorganisation interne en 1911, la Société Saint-Jean-Baptiste se dépensa beaucoup pour hisser bien haut le drapeau francophone dans la ville d'Ottawa. Les conflits ethniques qui se déroulaient sur la scène locale lui dictaient sans doute sa conduite. A Ottawa, la langue française était menacée sur tous les plans. Pour lui assurer droit de cité dans la capitale, les Canadiens français devaient donc la parler avec fierté. Même si des résultats concrets ne succédaient pas immédiatement à ses entreprises, la Société Saint-Jean-Baptiste déblayait quand même la voie vers le bilinguisme. Etant donné l'absence de documents et de procès-verbaux de cette époque, nous sommes convaincus que nous n'avons mentionné qu'une infime partie de ses activités "nationales". Elles révèlent quand même le désir fondamental qui coulait dans ses veines: garder, à la terre ontarienne, ses couleurs françaises.

D. Activités sociales

En 1911, comme nous l'avons déjà mentionné, la Société Saint-Jean-Baptiste avait annoncé la création de huit commissions au sein de son organisme. Mais, sauf pour l'éducation et les questions nationales, nous avons rencontré très peu de réalisations dans les autres domaines.

Sur le plan culturel, la Société Saint-Jean-Baptiste annonçait dès 1912, "plusieurs conférences gratuites sous les auspices de l'Association Saint-Jean-Baptiste."³⁵ Est-ce qu'elles eurent lieu? Est-ce qu'elles furent un succès? Les documents de l'époque sont peu bavards à ce sujet. Pour encourager les francophones d'Ottawa à se rencontrer, elle organisait aussi des parties de cartes.³⁶ Encore, et pour la même raison, il nous est impossible d'élaborer à ce sujet.

Telles furent les activités principales de la Société Saint-Jean-Baptiste de 1897 à 1927. Au cours de ces années, elle fut une société active car elle avait des projets bien concrets à réaliser: lutter contre le Règlement XVII et assurer la survivance de la langue française à Ottawa. Les conditions locales l'obligèrent vraiment à se revivifier. L'ACFEO, dont le siège social était à Ottawa, établissait une ligne de résistance et la société nationale des Canadiens français devait nécessairement y participer. Les conflits ethniques, surtout sur le plan scolaire, ne lui

³⁵ ACRCCF, SSJBO, Livre des Minutes: 18 avril 1897 - 3 mai 1914, assemblée du 5 décembre 1912.

³⁶ Ibid., assemblées du 11 mai et du 26 novembre 1913; assemblées du 4 et du 19 février 1914.

permettaient pas de demeurer amorphe. En se révélant comme un des premiers combattants, la Société Saint-Jean-Baptiste a répondu à un besoin de l'heure et a défendu les siens.

Mais en 1926, un an avant la fin de cette partie, il semble que la Société Saint-Jean-Baptiste commençait à éprouver un malaise: le recrutement de ses membres. Pour augmenter ses effectifs, elle dut avoir recours à deux stratagèmes. Elle créa d'abord de nouvelles catégories de membres. Les "membres annuels", comme par le passé, payaient la cotisation d'un dollar par année. Les "membres à vie" versaient la somme de vingt-cinq dollars tandis que les "membres bienfaiteurs à vie", cinquante dollars. Finalement, il y avait des "membres honoraires", des hommes dont la Société voulait reconnaître certains services signalés.³⁷ Cette nouvelle initiative lui permettait aussi de s'amasser des fonds pour couvrir les frais de ses projets. Mais pour attirer le plus grand nombre de Canadiens français possible, elle tira la ficelle monétaire. Après une entente avec quelques fournisseurs francophones de la ville, elle avait obtenu qu'un escompte fût accordé à tous les membres actifs de la Société Saint-Jean-Baptiste.³⁸ Par ce moyen, elle accomplissait un

³⁷ ACRCCF, SSJBO, Rapports annuels et correspondance (1925-1928), rapport du bureau central de la S.S.J.B. d'Ottawa, terme 1926-1927, par Louis-Joseph Chatelain, secrétaire-général.

³⁸ Ibid., rapport annuel de la S.S.J.B. d'Ottawa, le 17 décembre 1926, par Louis-Joseph Chatelain, secrétaire-général.

double but: intéresser les francophones à devenir membres actifs de sa société et encourager "l'achat chez-nous."

La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa a donc cherché à rassembler les Canadiens français et à les intéresser au fait français. Aussi, elle profiterait de la célébration de sa fête patronale pour rallier le plus grand nombre de Canadiens français à la cause.

C H A P I T R E I I I

LA CELEBRATION ANNUELLE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE (1913-1927)

Après avoir étudié la nature de la transformation qui s'est opérée au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste au cours du premier quart du XX^e siècle, nous allons maintenant scruter le caractère de la célébration annuelle du 24 juin, de 1913 à 1927. Les sources utilisées seront les journaux d'Ottawa: Le Droit, fondé en 1913, l'Ottawa Citizen et l'Ottawa Journal. Il va sans dire que ce sera surtout Le Droit, bouche officielle des francophones d'Ottawa, qui nous fournira le plus de détails au sujet de la fête. Les deux journaux anglophones étaient peu bavards à ce sujet. A l'aide des éditoriaux, des comptes rendus et, surtout, des sermons et des discours prononcés au cours de cette journée, nous allons pouvoir tracer le déroulement annuel de la célébration et analyser les idéologies évoquées à cette occasion.

Tout au long de ce chapitre, il faudra se souvenir que c'était la période où le Règlement XVII était en vigueur en Ontario. Pour cette raison, la célébration de la Saint-Jean-Baptiste va revêtir un caractère bien spécial chez les Franco-Ontariens. Aux prises avec cette lutte scolaire pendant quinze ans (1912-1927), les francophones d'Ottawa

profiteront de la fête nationale du 24 juin pour réveiller et sensibiliser leurs compatriotes à la lutte ardente à livrer, pour démontrer leur solidarité et leurs forces numériques et pour affirmer leurs droits nationaux et religieux. Un article anonyme du Droit de 1915 souligne cet esprit de lutte qui imprégnait la fête:

Nos célébrations de la fête nationale en Ontario consisteront plutôt en des ralliements où nous devons compter nos forces et recevoir le mot d'ordre. Mais ces ralliements, que nos frères éloignés en soient assurés, ces ralliements seront marqués d'un cachet tout particulier d'un ferme espoir dans l'avenir et d'une résolution inébranlable de suivre le programme tracé par les chefs, de lutter sans relâche jusqu'à ce que justice pleine et entière nous soit rendue. Dans ces dispositions, et dans les circonstances difficiles où nous vivons, notre fête nationale sera moins joyeuse mais elle portera peut-être de plus beaux et de plus abondants fruits pour l'avenir. 1

1- LE DEROULEMENT DE LA FETE ANNUELLE

En 1913, il y eut une célébration exceptionnelle de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa. La fête dura trois jours. Ce fut l'occasion d'un grand ralliement de Canadiens

¹Le Droit, 23 juin 1915, p. 1.

français, organisé conjointement par la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa et par la Garde Champlain d'Ottawa. Cette dernière, en 1913, devait organiser un congrès des Gardes Indépendantes de l'Ontario, du Québec et des Etats-Unis. Toutes les célébrations qui se déroulèrent au cours des trois journées voulaient nécessairement démontrer la solidarité et la force numérique des Canadiens français et, de plus, protester contre les injustices commises à leur égard par le gouvernement ontarien. C'était là le sens du ralliement national tel qu'exprimé dans Le Droit:

La manifestation d'hier n'est pas un défi à aucune autre nationalité, c'est tout simplement une protestation contre ceux qui ont cru pouvoir étouffer le sentiment français dans cette province; c'est une réponse du peuple aux injustices des gouvernants qui semblent prendre plaisir à perpétuer les difficultés de race et de religion, quand il serait bien plus simple de créer pour le plus grand bien du pays, une saine émulation entre les divers éléments de la province. 2

Durant le règne du Règlement XVII, voilà le genre de sentiments qui allait animer les Canadiens français d'Ottawa.

Ce fut la Société Saint-Jean-Baptiste qui se révéla comme l'hôte officiel de ce ralliement de Canadiens français à Ottawa. Par la bouche du président, C.S.O. Boudreault, tous les francophones de l'Amérique du Nord y

²Le Droit, 23 juin 1913, p. 1.

étaient invités.³ Des représentants de l'Ouest canadien, des quatre coins de l'Ontario, du Québec, de l'Acadie et des Etats-Unis envahirent la capitale. L'Ottawa Journal rapportait que les hôtels, les maisons de pension et les domiciles particuliers ne suffisaient pas à héberger tous les visiteurs et qu'on avait dû aménager le sous-sol de l'église Sacré-Coeur pour y loger tous les gens.⁴ On rapporte qu'au cours de ces trois journées de fête, les foules s'élevaient à trente mille personnes. Or, puisque la population francophone d'Ottawa ne se chiffrait qu'à 22 210 en 1911,⁵ il est loisible de croire qu'un bon nombre de visiteurs de l'extérieur de la ville étaient venus gonfler les rangs des Canadiens français d'Ottawa. Il est même à se demander si ce n'était pas le même groupe qui avait participé au Congrès de Langue française à Québec en 1912! Pour l'occasion, la ville d'Ottawa s'était parée de ses plus beaux atours. Evidemment, dans la Basse-Ville ainsi que sur la Côte de Sable, peuplées surtout de Canadiens français, les maisons étaient joliment décorées de drapeaux, de fleurs et de verdure.⁶

³Le Droit, 10 mai 1913, p. 7.

⁴Ottawa Journal, June 21 1913, p. 3.

⁵Cinquième Recensement du Canada, 1911, vol. I, p. 85; vol. II, p. 234, A cette date, la population totale d'Ottawa était de 73 193.

⁶Ottawa Citizen, June 23, 1913, p. 7.

Les activités principales connurent un grand succès. Environ douze mille personnes prirent part à la procession, et quelque trente mille jonchaient le parcours pour voir le défilé, long de deux milles et, d'un point précis, d'une durée de deux heures. Tous les journaux de la capitale étaient unanimes pour proclamer ce défilé le plus prodigieux jamais vu à Ottawa. En plus des membres des diverses associations francophones du Canada et des Etats-Unis, dix-huit chars allégoriques composaient le défilé. Notons que celui de l'Ontario portait l'inscription: "Laissez-nous donc parler la langue de nos mères."⁷ Ces quelques mots exprimaient bien le caractère de la fête: démonstration publique et revendication de droits. La messe à l'Ovale de l'Université rassembla une foule de vingt-cinq mille personnes. A la soirée au Parc Lansdowne, il y avait environ douze mille personnes et quelques milliers couvraient le pont élevé de la rue Bank.⁸ Les journaux ne nous permettent pas de faire le partage entre la participation des citoyens d'Ottawa et celle des visiteurs. Cependant, des différentes communautés ethniques de la capitale, nous savons que seule la paroisse italienne participa au défilé.⁹ Il est fort

⁷Le Droit, 25 juin 1913, p. 4.

⁸Ibid., p. 1.

⁹Ibid.

probable que les journaux auraient souligné la présence des anglophones si ces derniers y avaient participé.

Sauf pour l'année 1913, le déroulement de la fête annuelle de la Saint-Jean-Baptiste offre peu de variantes durant les quinze années étudiées. Puisque cette fête nationale n'était pas chômée en Ontario, les célébrations étaient habituellement reportées au dimanche qui précédait ou qui suivait la journée du 24 juin. Les activités étaient presque, sauf exception, confinées à la journée dominicale. Vers 8:30 le matin, il y avait un ralliement de Canadiens français à un lieu précis de la ville. De là, un défilé se mettait en branle jusqu'à une église choisie afin d'y entendre la messe en l'honneur du saint patron. Des agapes fraternelles, suivies de quelques discours patriotiques, avaient lieu dans la salle paroissiale après la messe. Et la journée se clôturait par une soirée récréative et patriotique. À l'aide du TABLEAU I, il est possible de vérifier le caractère routinier de la célébration qui se déroulait chaque année. En effet, les mêmes activités se répétaient annuellement, sauf entre les années 1917 et 1922 où il manquait soit le banquet, soit la soirée patriotique, soit les deux. Les sources consultées ne nous permettent pas d'en fournir une explication valable.

TABLEAU ILE PROGRAMME (1913-1927)

ANNEE	DATE	PROCESSION	MESSE	BANQUET	SOIREE PATRIOTIQUE
1913	22 juin	X	X	X	X
	23 juin	X			X
	24 juin		X		X
1914	28 juin		X	X	
1915	27 juin	X	X	X	X
1916	2 juillet	X	X	X	X
1917	24 juin		X		X
1918	23 juin	X	X		X
1919	29 juin	X	X		
1920	20 juin	X	X		
1921	26 juin	X	X		X
1922	25 juin	X	X	X	
1923	24 juin	X	X	X	X
1924	29 juin	X	X	X	X
1925	28 juin	X	X	X	X
1926	27 juin	X	X	X	X
1927	26 juin	X	X	X	X

En consultant le TABLEAU I, il est possible de constater que la seule activité qui ne fit jamais défaut aux célébrations annuelles de la Saint-Jean-Baptiste était la messe en l'honneur du saint patron. Evidemment, selon l'idéologie nationaliste de l'époque, le nationalisme et la religion étaient intimement mêlés. Donc, tous étaient encouragés à assister à la messe, non seulement le dimanche des célébrations annuelles, mais aussi la journée même de la fête de saint Jean-Baptiste, le 24 juin. C'était, pour le peuple canadien-français, "une tradition et un devoir".¹⁰ Le rassemblement eucharistique avait lieu ou à la basilique d'Ottawa ou à une église paroissiale: v.g. Ste-Anne, St-Jean-Baptiste, St-François-d'Assise, St-Gérard-Magella. L'évêque d'Ottawa présida quelques fois; mais c'était surtout le vicaire général ou le curé de la paroisse qui acceptait cette tâche. Il y avait toujours un prédicateur de renom, soit un religieux de la région de l'Outaouais ou encore de la province de Québec. L'homélie revêtait un double caractère: religieux, puisqu'il y avait l'éloge de saint Jean-Baptiste, mais aussi national.

La deuxième activité la plus régulière aux célébrations annuelles de la Saint-Jean-Baptiste était le défilé ou la procession. Pendant ces quinze années, il n'y eut

¹⁰Le Droit, 17 juin 1920, p. 1.

qu'un défilé imposant avec chars allégoriques, fanfares, cadets et représentants de diverses associations nationales et paroissiales, du Canada et des Etats-Unis. Ce fut celui de 1913. De 1914 à 1927, aucun journal de la capitale ne mentionne la présence de chars allégoriques. Le défilé de la Saint-Jean-Baptiste, plutôt modeste, regroupait une ou quelques fanfares, des cadets (surtout ceux de l'Académie de La Salle), des membres des sociétés nationales, des cercles et des associations paroissiales d'Ottawa, ainsi qu'un certain nombre de dignitaires. En 1915, il est dit que la majorité des manifestants à la fête nationale était de l'Ontario mais qu'il y avait aussi des représentants de la province de Québec, de l'Acadie et des Etats-Unis.¹¹ En 1922, les gens de Hull participaient au défilé annuel à Ottawa.¹² Finalement, en 1924, le congrès des Gardes Indépendantes eut lieu à Ottawa et un contingent de mille gardes s'ajouta à la procession.¹³ Puisque l'on passe sous silence la présence de visiteurs au cours des autres années, il est probable que la célébration de la fête à Ottawa ne réunissait que les citoyens francophones de la ville. Le Citizen et le

¹¹Le Droit, 28 juin 1915, p. 1.

¹²Ottawa Citizen, June 26 1922, p. 5.

¹³Ottawa Journal, June 30 1924, p. 6.

Journal rapportent que les rues du parcours étaient décorées de drapeaux français, britanniques et papaux, de bannières et de fleurs, tandis que les Canadiens français qui faisaient partie de la procession ou qui longeaient le parcours portaient fièrement, à la boutonnière, le tricolore et la feuille d'érable.¹⁴ Le défilé annuel, bien que simple et restreint, affichait et soulignait les couleurs françaises dans les rues de la capitale.

La soirée récréative et patriotique est la troisième activité qui revenait le plus fréquemment. Celle-ci avait lieu, selon les années, aux endroits suivants: le Monument National, le théâtre Russell, le théâtre Français ou une salle paroissiale. Cette soirée de clôture offrait toujours le même genre de spectacle: chants, musique, pièce de théâtre, discours. Le clou de la soirée était le moment des longs discours sur des thèmes patriotiques. Les orateurs de circonstances évoquaient le passé en termes dithyrambiques, revoyaient la situation présente et donnaient un coup d'aile vers l'idéal à atteindre dans l'avenir. Ceux qui prenaient la parole étaient habituellement le président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, des membres du clergé, des représentants de l'ACFEO, des députés, de l'Ontario ou du

¹⁴Ottawa Citizen, June 26 1922, p. 5; June 25 1923, p. 12; June 28 1926, p. 9. Ottawa Journal, June 21 1920, p. 5; June 25 1923, p. 5; June 29 1925, p. 8.

Québec, ou du gouvernement fédéral, et certains chefs de file franco-ontariens, tels les Sénateurs Belcourt, Lacasse et Landry, et Samuel Genest, président de la Commission Scolaire d'Ottawa. A certaines reprises, il y eut des invités d'honneur de la province de Québec, tels Olivar Asselin en 1913 et Armand Lavergne en 1915.

Le banquet annuel de la Saint-Jean-Baptiste a eu lieu presque aussi régulièrement que la soirée patriotique. Il était servi dans la salle paroissiale de l'église où la messe avait été célébrée, ou encore dans une salle du Monument National quand la messe avait lieu à la basilique. Ce dîner, à caractère plutôt amical et fraternel, se terminait toujours par des discours. Les orateurs mentionnés pour la soirée patriotique se partageaient la tâche entre le banquet et la soirée récréative.

Il serait légitime de vouloir connaître la participation populaire aux activités de la célébration de la fête. Malheureusement, les journaux de la capitale donnaient rarement des renseignements sur le nombre de personnes présentes aux célébrations. Les expressions 'foules immenses', 'des milliers de personnes', 'quelques centaines de personnes', formaient généralement le vocabulaire numérique du Droit. Il glissait de temps à autre un nombre précis, mais jamais de façon régulière. Le Journal n'est pas plus précis. Le Citizen fournit plus de chiffres, mais nous n'en trouvons pas sur toutes les activités de la journée. Donc,

d'après ces journaux, voici quelques chiffres approximatifs. Tous sont unanimes pour affirmer que l'église était bondée. Les églises de l'époque pouvaient habituellement contenir entre 800 et 1 500 personnes. Selon les années, la procession pouvait être composée de 1 000 à 4 000 personnes. Au banquet, le nombre de convives pouvait varier de 50 à 400, et à la soirée récréative, de 1 000 à 2 500 personnes. Puisque la population francophone d'Ottawa s'élevait à 22 210¹⁵ en 1911, et à 30 442¹⁶ en 1921, il est évident que la célébration de la Saint-Jean-Baptiste n'attirait qu'une faible minorité des Canadiens français d'Ottawa.

D'après les comptes rendus du Droit la minorité de Canadiens français d'Ottawa qui participait aux activités de la fête nationale était composée de l'élite adulte et masculine. Lorsque ce journal soulignait la présence de différentes catégories socio-professionnelles, il se plaisait à énumérer les fonctionnaires, les médecins, les avocats, les commerçants et, pour employer son vocabulaire, "nos hommes importants". Il continuait en disant que "toute notre population canadienne-française était sur pied."¹⁷

¹⁵Cinquième Recensement du Canada, 1911, vol. II,
p. 234.

¹⁶Sixième Recensement du Canada, 1921, vol. I,
p. 456.

¹⁷Le Droit, 25 juin 1923, p. 1; 30 juin 1924, p. 1.

Sachant que c'était la minorité et non la majorité des francophones d'Ottawa qui célébrait la Saint-Jean-Baptiste, nous pouvons penser qu'aux yeux du Droit, "toute notre population" désignait peut-être ceux qui étaient "importants", "l'élite" des Canadiens français. En fait, la Société Saint-Jean-Baptiste représentait essentiellement l'élite des francophones de la ville d'Ottawa.¹⁸ Et évidemment, l'élite se composait d'adultes. Dans les activités de la fête nationale, la jeunesse n'était jamais mentionné si ce n'est en 1915 où il était indiqué que les jeunes occuperaient une place distincte dans les rangs de la procession.¹⁹ Finalement, cette minorité était masculine. Ce n'était qu'en 1927, année de l'abrogation du Règlement XVII, que la Société Saint-Jean-Baptiste invitait publiquement les mères et les épouses à participer au banquet annuel. On soulignait alors le rôle héroïque et patriotique qu'avaient joué les mères canadiennes-françaises d'Ottawa au cours de la période d'imbroglio scolaire.²⁰ Nous savons tout de même que la présence de la femme aux grands rassemblements ne s'est faite que graduellement, et que l'après-guerre et le droit de vote ont favorisé son émancipation. Si la participation aux célébrations de la Saint-Jean-Baptiste était surtout élitiste, adulte et

¹⁸Le Droit, 17 juin 1926, p. 10.

¹⁹Le Droit, 23 juin 1915, p. 3.

²⁰Le Droit, 14 juin 1927, p. 1;
23 juin 1927, p. 1.

masculine, nous ne pouvons pas parler de fête populaire. C'était beaucoup plus une célébration patriotique pour un groupe restreint.

2- IDEOLOGIES EVOQUEES

Les idéologies évoquées à l'occasion de la fête de la Saint-Jean-Baptiste étaient nécessairement celles de l'élite adulte et masculine. Organisée par l'élite, la fête répondait surtout aux aspirations de l'élite. A cette époque, l'élite canadienne-française d'Ottawa se nourrissait des idées nationalistes de la province de Québec, et c'est par ce biais qu'elle cherchait à atteindre et à stimuler les francophones de la capitale. Les thèmes que nous allons traiter dans cette partie sont tirés de l'ensemble des sermons, des discours prononcés aux banquets et aux soirées patriotiques, des éditoriaux et des comptes rendus de la fête du 24 juin dans le journal Le Droit (1913-1927). Ces idéologies soulevées à l'occasion des célébrations annuelles soulignaient la préoccupation des orateurs et des journalistes: rappeler, aux francophones d'Ottawa, leurs caractéristiques et leurs devoirs.

A. La double caractéristique des Canadiens français

Le thème primordial qui revenait annuellement consistait à redire et à répéter aux Canadiens français leurs caractéristiques canadienne-française et catholique, double caractéristique dont ils devaient être fiers et qu'ils devaient vouloir conserver. Mais selon les orateurs, il n'y avait pas de démarcation claire et précise entre l'identité canadienne-française et la foi catholique. Le peuple canadien-français, pensaient-ils, avait des traditions nationales et des traditions religieuses si intimement tissées qu'il était impossible de les délier.

Dans plusieurs des longs discours patriotiques, la première partie ou introduction était souvent consacrée à une évocation, émouvante et sentimentale, du passé glorieux, héroïque et religieux de la nation canadienne-française. Aux banquets et aux soirées récréatives de la Saint-Jean-Baptiste, plusieurs des invités d'honneur qui prenaient la parole se plaisaient, dans des envolées oratoires à la Bassuet, à remémorer les origines de la petite colonie française en Amérique. Le nom célèbre de Champlain n'était pas éclipsé mais, au contraire, placé bien haut sur un piédestal. Ce héros était doublement important pour les Canadiens français de la vallée de l'Outaouais. Il n'était

pas seulement honoré comme "le père de la Nouvelle-France" mais aussi comme l'un des premiers représentants de la race blanche et française à fouler le sol ontarien. Il avait passé là où les Canadiens français d'Ottawa vivaient actuellement.²¹ La grandeur de Champlain était donc exaltée par plusieurs orateurs. Cependant, même si d'aucuns vantaient les gloires de la Nouvelle-France, peu identifiaient ses héros et héroïnes. Tandis que le nom du fondateur de Québec revenait sur toutes les lèvres, les orateurs englobaient tous les autres avec des expressions comme 'héros', 'ancêtres', 'colonisateurs', ou 'missionnaires'. Entre 1913 et 1927, il n'y eut qu'un discours dans lequel il était possible de retrouver toute une kyrielle de héros et d'héroïnes du régime français: celui de l'abbé S. Corbeil, le 22 juin 1913.²²

Les orateurs et les journalistes insistaient aussi sur le rôle bénéfique qu'avait joué l'Eglise catholique au sein du peuple canadien-français. Ils affirmaient que l'Eglise, voulant être la gardienne de la foi chez ces ouailles, s'était faite aussi la gardienne de leurs traditions, de leur langue et de leur patriotisme. Car, de fait,

²¹Sermon du R. P. Alexis à la messe du 27 juin 1915, Le Droit, 28 juin 1915, p. 1.

²²Le Droit, 23 juin 1913, p. 5.

"chaque temple élevé à la gloire de Dieu n'était pas seulement un lieu de prière mais un foyer du plus pur patriotisme."²³ La conséquence inévitable était que toutes les pages de l'histoire canadienne-française étaient marquées par l'esprit de foi, par l'intervention divine, par l'amour de la patrie et de l'Eglise. Il était inconcevable de parler de traditions nationales et d'écarter la présence agissante et le rôle bienfaisant de l'Eglise catholique. Il était inconcevable de parler de traditions nationales sans faire l'éloge des missionnaires, des saints et des martyrs. Il était inconcevable de parler de traditions nationales et d'oublier le rôle de l'Eglise en tant que principe directeur et unificateur du peuple canadien-français.

C'était chose courante, dans la première moitié du XX^e siècle, d'affirmer que le patriotisme canadien-français avait un conjoint inséparable, la foi catholique. A cause du lien étroit qui existait entre la langue anglaise et le protestantisme, c'était aussi chose courante de croire qu'il n'y avait que la survivance de la langue française en Amérique qui pouvait garantir, de façon inéluctable, la survivance de la foi catholique. Plus on était attaché à sa langue française, affirmait Le Droit, plus on était assuré de conserver sa foi catholique, car la langue était la gardienne de la foi.

²³ Discours du juge Constantineau au banquet à l'Université d'Ottawa, le 28 juin 1925, Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

L'attachement à la langue française est un moyen de sauvegarder notre foi catholique, le plus précieux de nos trésors. S'il n'est pas de foi de croire que la langue est la gardienne de la foi, il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître que la langue française a été dans le monde le véhicule du catholicisme, et que cette langue est ici, aujourd'hui comme hier, une barrière naturelle contre le protestantisme et l'indifférence. 24

Mais si la langue était la gardienne de la foi, la foi était aussi gardienne de la langue et de la survivance canadienne-française en Ontario: "[...] si la nationalité canadienne doit sa vitalité à sa foi catholique, c'est à cette foi aussi qu'elle devra dans l'avenir sa conservation et son accroissement."²⁵ Les deux, langue et foi, étaient intimement unies, mariées, indissolubles.

Puisque la langue française était conçue comme gardienne de la foi catholique, il n'était pas étonnant de voir le clergé se faire le défenseur de la langue française. Ce n'était pas rare d'entendre un ecclésiastique s'exprimer comme suit:

²⁴Le Droit, 24 juin 1925, p. 3.

²⁵Lettre de Mgr E. Latulippe, évêque du nord ontarien, Le Droit, 28 juin 1915, p. 5.

Canadiens français de l'Ontario, ayez confiance dans votre clergé, ayez confiance car il sait que son devoir est de vous défendre et de vous protéger, et ce devoir, il l'accomplira sans peur et sans faiblesse. Marchons la main dans la main et souvenons-nous que le Dieu qui éprouve et qui afflige est aussi le Dieu qui conduit à la victoire. ²⁶

Le clergé francophone d'Ottawa faisait partie du front de résistance au Règlement XVII et de telles phrases résonnaient souvent aux rassemblements patriotiques de la Saint-Jean-Baptiste. De 1913 à 1927, les orateurs et les journalistes ont tenté d'implanter bien profondément, chez les francophones d'Ottawa, cette fierté canadienne-française et catholique afin de les stimuler à lutter pour leurs droits et à assumer leurs responsabilités.

B. Les devoirs des Canadiens français

A cause de leur caractère français et catholique, les francophones d'Ottawa, pour survivre, devaient accepter les responsabilités et les devoirs qui leur incombaient. A la célébration annuelle de la Saint-Jean-Baptiste, on leur rappelait qu'ils devaient d'abord être unis, puis patriotes, et finalement, missionnaires.

²⁶ Discours de l'abbé Myrand au banquet du 27 juin 1915, Le Droit, 28 juin 1915, p. 5.

(i) Etre unis

Au cours des années étudiées, le thème de l'union des Canadiens français fut exploité par la majorité des orateurs et des journalistes. En plus de faire partie du credo des associations nationalistes, ce thème revêtait une signification spéciale pour les Franco-Ontariens depuis la proclamation du Règlement XVII. Ils sentaient que leur langue, leur culture, leur religion et leurs traditions étaient menacées de disparaître. Mus par ces craintes, les chefs de file organisèrent une lutte franche et tenace pour assurer la survivance de la collectivité canadienne-française en Ontario. Aussi, ce fut un véritable cri d'alarme que ce grand ralliement des Canadiens français à Ottawa en 1913 à l'occasion de la fête de saint Jean-Baptiste. Pour employer les mots du président de la Commission scolaire d'Ottawa, Samuel Genest, ce n'était "ni un pique-nique, ni un concert", mais bien "l'affirmation d'une race qui s'unit pour protéger les droits de ses rejetons."²⁷ Certains chefs de file franco-ontariens étaient convaincus de leurs droits, voulaient en convaincre leurs concitoyens et lutter, fermement et solidairement, pour assurer la survivance de leur nationalité canadienne-française en Ontario. Pour réussir, croyaient-ils, il fallait être unis.

²⁷Le Droit, 5 mai 1913, p. 2.

C'était dans la même ligne que la Société Saint-Jean-Baptiste reprochait vertement aux Canadiens français de la capitale de s'éparpiller dans différentes sociétés nationales et de diminuer ainsi la force des effectifs disponibles. Elle préconisait et prêchait l'union de toutes ces "associations nationales" pour former un corps plus robuste, plus imposant et ainsi assurer la victoire dans leurs revendications.²⁸ En outre, elle condamnait amèrement ceux qui devenaient membres de clubs neutres ou étrangers qui se révélaient souvent ennemis de la langue française ou de la foi catholique. Par la bouche de son président, Henri St-Jacques, elle accusait ces personnes en ces termes:

You have not the right to be a Knight of Columbus or a Catholic Forester if you are not a member of the Saint-Jean-Baptiste Association. The aim of the Knights of Columbus is not the protection of French Canadian rights but rather to provide amusement and entertainment for its members. It is a foreign society because its constitution and mentality are Irish. 29

Un tel énoncé indiquait clairement quelle devait être la priorité des francophones.

En plus d'encourager les Canadiens français à devenir membres de leur société nationale, la Société Saint-Jean-Baptiste cherchait aussi à promouvoir la paix et la

²⁸Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

²⁹Ottawa Journal, June 26 1922, p. 2.

bonne entente entre les siens. Elle croyait que les luttes fratricides et les divisions continuelles au sein du peuple canadien-français entravaient l'essor de leurs aspirations, compromettaient la défense de leurs droits et de leurs libertés et entretenaient un germe de faiblesse chez eux. Aussi soutenait-elle que l'esprit de clocher, l'esprit du parti, et cette jalousie devenue légendaire que les Canadiens français se portent entre eux, contribuaient à semer la zizanie et à créer la scission. Ce fut pour cette raison qu'Armand Lavergne, à une soirée patriotique, lança ce mot d'ordre: "Cessons de nous battre pour une question de couleur. Soyons du parti que nous voudrions mais soyons avant tout et pardessus [SIC] tout des Canadiens français. Soyons unis: le reste ne compte pas."³⁰ Ce manque d'union chez les Canadiens français était souvent conçu comme la cause profonde de leurs difficultés, de leurs problèmes, de leurs échecs. Ils devaient donc s'unir et oeuvrer ensemble car l'on croyait que la division chez une minorité était un suicide. Puisque les Franco-Ontariens formaient une minorité, Le Droit affirmait que l'union était importante, voire indispensable, et pouvait suppléer au nombre.³¹

³⁰Le Droit, 23 juin 1913, p. 5.

³¹Le Droit, 24 juin 1926, p. 3.

Si à cette époque l'on prônait tellement "l'union pour la survivance", c'était aussi parce que la nation canadienne-française subissait des attaques de ses adversaires. En Ontario, le premier adversaire, soutenait le sénateur Landry, était l'élément orangiste qui livrait une guerre mortelle aux Franco-Ontariens et leur refusait "de vivre et de croître selon leur langue et leurs traditions."³² Il y avait aussi la presse anglaise d'Ontario qui passait au crible les Canadiens français et dont les critiques acerbes et sarcastiques foisonnaient dans ses éditions quotidiennes.³³ L'américanisme semblait sûrement l'adversaire le plus monstrueux et le plus redoutable. Il avait envahi, estimait-on, les familles, les écoles, les villes, bref, il avait étendu ses tentacules dans plusieurs artères de la nation canadienne française. "L'inconduite, l'impureté, le goût du luxe", tous ces vices "les plus terribles" avaient été importés des Etats-Unis.³⁴ En 1927, l'orateur à la soirée patriotique, Charles Leclerc, secrétaire de l'Union St-Joseph du Canada, enjoignait l'assemblée francophone à lutter contre ce "monstre" qu'était l'américanisme, puisqu'il menaçait de corrompre et d'amener à sa déchéance le peuple canadien-français. Et il concluait en

³² Discours du sénateur Landry à la soirée patriotique du 27 juin 1915, Le Droit, 28 juin 1915, p. 5.

³³ Discours de M. Armand Lavergne à la soirée patriotique du 27 juin 1915, Le Droit, 28 juin 1915, p. 6.

³⁴ Discours du R.P. Alexis à la soirée patriotique du 27 juin 1915, Le Droit, 28 juin 1915, p. 1.

ces termes: "Soyons convaincus [...] qu'en voulant imiter les Anglo-Américains nous ne ferons que copier leurs défauts."³⁵ On craignait que ces adversaires, qui se présentaient sous des visages différents, viennent à altérer l'essence même des Franco-Ontariens: leur être français et catholique. Dans un éditorial, Charles Gautier fournissait, aux francophones de la capitale, un credo ou une ligne de conduite pour s'imperméabiliser aux menaces de leurs adversaires: parler leur langue, la faire apprendre à leurs enfants, pratiquer leur foi catholique, encourager leurs institutions religieuses, scolaires, financières et autres, lire des journaux canadiens-français et catholiques, et respecter fidèlement leurs traditions.³⁶ C'était essentiellement recommander l'union dans toutes les sphères de la vie.

(ii) Etre patriotes

Un deuxième devoir que les orateurs de circonstance prônaient dans leurs discours aux célébrations de la Saint-Jean-Baptiste, et que les journalistes du Droit prêchaient et encourageaient, était le patriotisme. La patrie c'était le Canada et il ne fallait pas être "anglais, belge, syrien,

³⁵Le Droit, 27 juin 1927, p. 6.

³⁶Le Droit, 23 juin 1923, p. 1.

allemand, français tout d'abord, mais Canadien."³⁷ Les Canadiens français du début du XX^e siècle aimaient leur Canada et étaient fidèles et soumis à la Couronne britannique, tête du grand empire. Vu les libertés constitutionnelles accordées depuis la Conquête, vu la déchéance religieuse et les désordres politiques en France au temps de la Révolution française, il était même à se demander si ce changement de mère-patrie n'avait pas été un bienfait de la Providence.³⁸ D'aucuns étaient convaincus que c'était le patriotisme de la population canadienne-française qui avait conservé et qui conservait le Canada à la Grande-Bretagne. Un journaliste du Droit l'exprimait en ces termes:

Qu'on le comprenne bien! avec la disparition de la langue française au pays disparaîtrait la domination anglaise. La seule digue à l'annexion aux Etats-Unis ce sont les différents groupes français qui bordent notre province. Qu'il se produise une crise financière et le Lion britannique n'aura pas d'autres défenseurs que les Canadiens-français /SIC/. Nous sommes attachés au Canada, c'est notre pays et nous n'en voulons pas d'autre. 39

³⁷ Discours du R.P. N.K. Laflamme, o.m.i., curé du Sacré-Coeur, au banquet du 28 juin 1925, Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

³⁸ Discours du Juge Constantineau au banquet du 28 juin 1925, Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

³⁹ Le Droit, 28 juin 1915, p. 6.

Le patriotisme du Canadien français devait d'abord être manifesté envers son pays, le Canada, mais il ressort de ce texte qu'il devait aussi avoir un certain lien avec la Grande-Bretagne.

Dans l'exercice et la manifestation de leur patriotisme, les Canadiens français étaient invités à fournir leur part et à unir leurs efforts à ceux de leurs concitoyens de langue anglaise. Mais loin de prôner la fusion des deux groupes ethniques, les chefs de file franco-ontariens exigeaient le respect de la liberté collective de chacun. Ils proclamaient que l'union des valeurs distinctives des deux cultures canadiennes, française et anglaise, pouvait contribuer au développement du pays. Dans la capitale fédérale, on profitait donc de la célébration de la fête nationale des Canadiens français pour leur rappeler ce devoir qui leur incombait.⁴⁰

(iii) Etre missionnaires

Selon la conception du messianisme du début du siècle, la nation française avait reçu une mission providentielle à remplir sur la terre d'Amérique. Celle-ci avait

⁴⁰Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

deux volets: d'abord, étendre le règne du Christ par la foi catholique et, ensuite, faire connaître et répandre la civilisation française.⁴¹ Les chefs de file et les journalistes franco-ontariens ont fait leur cette doctrine et ont profité de la fête patronale des Canadiens français pour la rappeler.

La première mission de la nation canadienne-française était de faire connaître et de propager la foi catholique, toujours à l'exemple de leur saint patron, Jean-Baptiste, qu'ils devaient essayer d'imiter. Cette mission apostolique leur revenait, disait-on, puisque par une bienveillance de la Providence à leur égard, ils possédaient la "vraie foi". Au contraire, beaucoup de peuples qu'ils côtoyaient dans leur pays étaient dans l'erreur et baignaient dans "l'hérésie, le matérialisme et l'immoralité."⁴² En apôtres convaincus, les Canadiens français d'Ottawa étaient donc invités à confesser et à témoigner publiquement leur foi chrétienne. Mais ce messianisme ne devait pas s'arrêter aux frontières municipales ou provinciales. Il devait sillonner le continent pour éclairer les peuples qui vivaient dans les "ténèbres".⁴³

⁴¹Editorial de Charles Gautier, Le Droit, 23 juin 1922, p. 3.

⁴²Ibid., 24 juin 1925, p. 3.

⁴³Ibid., 24 juin 1927, p. 3.

Le deuxième volet de la mission canadienne-française était de conserver et de faire connaître la civilisation française. Afin de convaincre les francophones d'Ottawa de ce devoir, ce furent surtout les ecclésiastiques qui répétèrent la conception révolue que la nation française était caractérisée par le goût de l'idéal, le goût des choses de l'art et de l'esprit, et non par les biens matériels et l'argent. Voici un exemple, tiré d'un sermon du R.P. Arthur Joyal, o.m.i.:

Issu d'une race éminemment idéaliste à l'occasion du Grand Siècle, notre peuple épris d'un rêve de conquête religieuse et intellectuelle a toujours manifesté un goût très prononcé pour les choses de l'esprit. Toujours il s'est montré passionné pour l'étude des questions religieuses et nationales. D'autres ambitionnent l'aristocratie de la finance, de l'industrie et du commerce; les Canadiens français visent à conserver la suprématie de la pensée. C'est à cette unique condition qu'ils répondront aux vues jetées sur eux par la Divine Providence. ⁴⁴

Dans la même veine, le R.P. Marcotte, o.m.i., fournissait l'échelle de valeurs qui devait animer les Canadiens français: la famille, la paroisse, les traditions, le goût des choses de l'esprit, et, au-dessus de tout cela, la foi catholique.⁴⁵ Finalement, le R.P. Rutché affirmait que la langue française

⁴⁴Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

⁴⁵Ibid., p. 13.

était la langue de l'idéal tandis que la langue anglaise, celle du matérialisme.⁴⁶

Mais n'allons pas croire que, même à cette époque, tous acceptaient d'emblée que le peuple canadien-français était enclin uniquement aux choses de l'esprit, et qu'il n'avait aucune disposition pour réussir sur le plan matériel, que ce soit dans l'industrie ou le commerce. Il se trouvait des antagonistes à cette idéologie, idéologie qui voulait réduire l'initiative et l'activité du peuple canadien-français à la littérature et aux professions libérales. Certains se rendaient compte que l'homme ne pouvait pas se nourrir uniquement de lettres et de religion, mais qu'il avait aussi besoin de pain. Le juge Rinfret, en 1925, affirmait que les choses de l'esprit et de l'économie n'étaient pas nécessairement incompatibles et que ce n'était pas parce que l'on devait avoir le goût des choses de l'idéal que l'on devait se détourner complètement de la question économique. L'un n'excluait pas nécessairement l'autre. S'il s'en donnait la peine et s'y intéressait, le Canadien français, soutenait-il, pouvait réussir, dans le domaine économique, aussi bien que ses concitoyens d'une autre langue.⁴⁷ Un journaliste du Droit ajoutait que c'était peut-être une "teinte de

⁴⁶Le Droit, 28 avril 1913, p. 4.

⁴⁷Le Droit, 29 juin 1925, p. 5.

défaitisme" ou un "complexe de vaincu", qui empêchait le francophone de travailler à son émancipation économique.⁴⁸

D'après ces quelques sermons et discours, nous pouvons conclure que tandis que les clercs insistaient sur les choses de l'esprit et de l'idéal, les orateurs laïcs, plus pratiques, sans nier le goût de l'idéal chez le peuple canadien-français, préconisaient aussi son développement sur le plan économique.

Si nous faisons le bilan, la fête de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa, durant les années de lutte scolaire en Ontario, était beaucoup plus l'occasion, pour une certaine élite, de manifester publiquement sa nationalité canadienne-française que le moment de réjouissances et de divertissements. Mais c'était bien les conditions locales qui dictaient un tel mode de célébration. En 1921, la Société Saint-Jean-Baptiste déclarait: "Si l'on ne célèbre pas notre fête patronale au son des fanfares et des tambours, c'est qu'il y a ici du travail plus pressant et plus pratique à faire."⁴⁹ Tout compte fait, malgré la résurrection qui s'opéra au sein de la Société au cours du premier quart du XX^e siècle, la célébration de sa fête patronale n'était ni grandiose ni spectaculaire dans la ville d'Ottawa.

Malgré l'effort des orateurs pour galvaniser l'assemblée présente aux célébrations, l'élite canadienne-

⁴⁸Le Droit, 27 juin 1927, p. 1.

⁴⁹Le Droit, 13 juin 1921, p. 8.

française n'y était sûrement pas en bloc. Il y en avait probablement parmi l'élite certains qui convoitaient quelque poste honorifique ou rémunérateur, ou encore, d'autres qui entretenaient de bonnes relations avec les anglophones de la capitale et qui n'avaient nullement l'intention d'être taxés de nationalistes en participant à la fête de la Saint-Jean-Baptiste ou en devenant membres de cette société nationale. Nous n'avons qu'à penser à Jules de Lantagnac avant sa "conversion", le héros de l'Appel de la race de Lionel Groulx, ou encore, à la famille Dumontier d'Ottawa, dans le roman La maison vide de Harry Bernard, pour savoir que ce n'était pas toute l'élite francophone d'Ottawa qui était d'emblée nationaliste. Que dire de toute la masse canadienne-française qui ne fréquentait pas ces milieux! La fête de la Saint-Jean-Baptiste était donc célébrée par un groupe restreint de francophones.

Les thèmes soulevés par les orateurs et les journalistes révélaient aussi les préoccupations d'une certaine élite francophone d'Ottawa. Malgré les problèmes particuliers que vivait la minorité franco-ontarienne, il n'y avait pas d'idéologie nationaliste franco-ontarienne. Toutes les idéologies développées rejoignaient le nationalisme Tardivel-Pâquet-Bourassa-Groulx. Et pourtant, les orateurs aux célébrations patriotiques n'étaient pas tous importés de la province-mère! Puisque l'élite des Canadiens français à

Ottawa ne faisait que répéter les idéologies nationalistes de la province de Québec, il faut avouer que sa vitalité intellectuelle et nationaliste était essentiellement tributaire de la province voisine. D'ailleurs, c'était l'époque où les nationalistes de la province de Québec rêvaient d'assurer, par leur rayonnement, la survivance de toutes les minorités canadiennes-françaises parsemées a mari usque ad mare.

C H A P I T R E I V

LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE D'OTTAWA

(1928-1953)

Après l'abrogation du Règlement XVII, la Société Saint-Jean-Baptiste, bien qu'encore filiale de l'ACFEO, commença à s'émanciper et à s'affermir davantage dans la vie sociale des Canadiens français d'Ottawa. Moins préoccupée par la question épineuse des luttes scolaires, elle chercha graduellement à se révéler comme une association plus autonome et moins à l'ombre de l'ACFEO. Elle modifia quelque peu sa physionomie et emprunta certains aspects de "clubs sociaux", tels le Lions Club et le Rotary Club. Tout en revêtant de nouveaux atours, elle se dépensa dans plusieurs domaines, tant pour les jeunes que pour les adultes francophones de la capitale. Tandis que par le passé, elle s'était surtout dévouée auprès de la population adulte, à partir de 1936 elle allait manifester un intérêt particulier pour la formation patriotique et nationale de la jeunesse.

1- SON INTERET POUR SES MEMBRES

Dès 1927, la Société Saint-Jean-Baptiste revisa sa constitution de 1911. Quelques changements étaient

apportés. De "Religion et Patrie", sa devise devenait: "Aimons-nous les uns les autres", indiquant son caractère altruiste et chrétien. Un changement significatif à noter était le nombre de ses commissions permanentes. De huit en 1911, elles tombaient à quatre en 1927: la commission des intérêts nationaux, la commission des sciences, lettres et arts, la commission municipale et la commission du patronage.¹ Elle conservait les commissions qui avaient été les plus actives. C'était peut-être sagesse de sa part de vouloir réduire l'étendue de ses activités. Mais au fil des années, elle allait créer d'autres commissions pour répondre à certains besoins de l'heure.

Le nouveau départ s'avérait difficile. Ayant été monopolisée par la lutte contre le Règlement XVII pendant quinze ans, la Société Saint-Jean-Baptiste devait maintenant s'arrêter et redécouvrir sa vocation. Même les sections paroissiales commençaient à remettre en cause leur utilité.² Pour remédier à cette situation instable et inquiétante, elle établissait, en 1935, un comité d'orientation dont le mandat consistait à soumettre aux membres un plan général d'étude

¹ Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, Statuts et Règlements, Ottawa, Imprimerie du "Droit", 1927, Statuts, art. 3, 25; Règlements, art. 2.

² Victor Barrette, "La vie recommence à la Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Le Droit, 24 septembre 1937, p. 3.

et d'action.³ Les élucubrations de ce comité portèrent fruit. L'année suivante, la Société inaugurait de nouveaux projets pour les francophones d'Ottawa, tant pour les jeunes que pour les adultes. Ce fut aussi en 1936 qu'elle commença la publication de son propre annuaire, un livret d'une soixantaine de pages qui contenait le nom et l'adresse des membres ainsi qu'une foule de renseignements utiles sur la vie française et catholique à Ottawa.⁴

L'élan donné sur le plan local, la Société Saint-Jean-Baptiste entreprit d'étendre son influence à l'échelle provinciale. A quelques occasions, depuis le début du siècle, elle avait nourri le rêve de réunir, en une vaste fédération, toutes les Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario. Cette fédération, croyait-elle, constituerait une force publique respectable sur le plan provincial. Ce rêve fut réalisé à l'occasion d'un congrès des Franco-Ontariens à la Salle Sainte-Anne d'Ottawa, le 26 mars 1939. A ce congrès, il y avait des délégués de Sudbury, Timmins, Cochrane, Pembroke, Cornwall, Casselman, Saint-Isidore-de-Prescott, Rockland, Alfred, Hawkesbury, Eastview et Ottawa.

³ACRCCF, SSJBO, Comité d'orientation (1936-1937), Victor Barrette, J. U. Bray, A. Potvin, "Communication du Comité d'orientation aux sections de la S.J.B."

⁴Louis Charbonneau, loc. cit., p. 24. Cet annuaire, publié de 1936 à 1943, était intitulé Almanach Outaouais. Il existe une copie de l'annuaire de 1941 dans le fonds SSJBO.

Montréal, qui avait déjà sa fédération, venait aider de ses conseils. Tous les délégués manifestaient le désir d'une plus étroite collaboration sur le plan provincial, mais ne voulaient nuire en rien et en aucune façon à l'action de l'ACFEO. A l'unanimité, les délégués votèrent de conserver le statut de filiale de l'ACFEO et de continuer leur dévouement envers les francophones de la province.⁵ La Fédération était fondée et avait son siège social à Ottawa. Louis Charbonneau d'Ottawa en devenait le premier président. Dès 1939, vingt-quatre localités de l'Ontario participèrent à la Fédération.⁶ Sans vouloir analyser tout le rouage de cette Fédération, il est intéressant de souligner que le conseil exécutif de neuf membres devait inclure au moins cinq résidents d'Ottawa. De plus, les présidents de l'ACFEO et de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa faisaient partie ex officio du conseil.⁷ A la lumière de ces quelques exemples, il est facile de conclure que c'était Ottawa qui allait tenir les rênes de cette Fédération. C'est aussi un indice de la puissance et du rayonnement dont jouissait la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

⁵ACRCCF, FSSJBO (1939), article anonyme sur la fondation de la Fédération

⁶Ibid., liste des localités.

⁷Ibid., constitution, adoptée le 18 mai 1939.

Malgré cette réalisation à l'échelle provinciale, la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa se plaignait toujours d'une pénurie de membres. Elle devait augmenter ses effectifs! Ce fut pour cette raison qu'en 1941, elle créa une commission de recrutement qui lança immédiatement une campagne à travers la ville d'Ottawa. La moisson fut abondante et il y eut une montée en flèche jusqu'en 1946. Mais après cette date, le nombre allait habituellement descendre au lieu de monter. Comme nous n'avons pu retracer le nombre de ses membres qu'à partir de l'année 1941, en voici un tableau jusqu'à l'année 1953.⁸

TABLEAU II

<u>ANNEE</u>	<u>MEMBRES</u>	<u>ANNEE</u>	<u>MEMBRES</u>
1941	600	1948	3 014
1942	?	1949	?
1943	1 145	1950	1 975
1944	1 515	1951	2 600
1945	2 493	1952	2 500
1946	4 039	1953	3 000
1947	3 150		

⁸ ACRCCF, SSJBO, Commission de Recrutement (1941-1955), feuille détachée intitulée "La montée d'une association", sans date, ni auteur; rapport de la S.S.J.B. d'Ottawa au Congrès de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario, le 7 octobre 1947; rapport annuel de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa (1951-1952); extraits du Droit, 26 octobre 1946, p. 3; 21 mai 1951, p. 8; Almanach Outaouais, publié par l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, 1941, p. 3.

Une telle croissance numérique entre les années 1941 et 1946 était une réalisation phénoménale. La commission de recrutement avait mené une campagne effrénée: la battue de porte à porte, la publicité dans Le Droit, à la radio et même du haut de la chaire.⁹ Par la bouche des média, la Société Saint-Jean-Baptiste claironnait: "Il nous faut 5 000 membres!" Face à la diminution alarmante du nombre de ses effectifs à partir de 1947, elle dut relancer sa campagne de recrutement en 1950.¹⁰ Le nombre augmenta, mais ne toucha jamais 5 000. En 1953, elle réussissait quand même à fonder deux nouvelles sections paroissiales: Notre-Dame de Lourdes de Cyrville et Notre-Dame des Anges. Elle en comptait maintenant onze.¹¹

Ce fut donc au cours des années quarante que les effectifs de la Société Saint-Jean-Baptiste furent les plus nombreux. Ce fut aussi à cette époque qu'elle commença à

⁹ACRCCF, SSJBO, Commission de Recrutement (1941-1955), René McNicoll, président du recrutement, à M. Esdras Terrien, le 24 septembre 1945; René McNicoll à Henri Laperrière, co-rédacteur sportif du Droit, le 24 septembre 1945; extrait du Droit, 25 septembre 1945; René McNicoll au R.P. Raymond, curé de St-Gérard, le 12 octobre 1945; discours de René McNicoll, le 14 octobre 1945.

¹⁰AAO, ASJB (1950-1960), Mgr Hilaire Chartrand, v.g., à Mgr A. Vachon, 1er avril, 1951.

¹¹ACRCCF, SSJBO, Rapport annuel pour l'année 1952-1953.

revêtir quelques attrait "bourgeois". Elle fondait sa ligue de bridge en 1942.¹² Comme le Rotary ou le Kiwanis Club, elle avait ses dîners-causeries mensuels à l'hôtel le plus huppé d'Ottawa, le Château Laurier. Elle y tint même quelques assemblées annuelles.¹³ Alors qu'elle s'était toujours accommodée d'un local de l'Institut Canadien-Français, de l'Union Saint-Joseph ou du Monument National, elle louait, en 1945, son propre local, rue George.¹⁴ En 1947, elle commençait la publication de son bulletin mensuel, La Vigie. Deux ans plus tard, elle décidait d'établir un secrétariat semi-permanent à la salle Sainte-Anne pour y loger ses archives mais aussi pour centraliser l'administration de son organe officiel qui allait disparaître l'année suivante.¹⁵ Finalement, pour la culture et la détente de ses membres, la commission culturelle de la Société introduisait les "Dimanches de la Saint-Jean", le 30 novembre 1952. Un dimanche par mois, les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste pouvaient se rendre au théâtre Capitol pour voir un

¹²Programme-Souvenir (1953), article anonyme intitulé "La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa rayonne par ses comités", p. 23.

¹³ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées annuelles: 1944-1953, assemblées du 12 octobre 1944 et du 21 octobre 1945.

¹⁴Ibid., assemblée du 26 octobre 1945.

¹⁵Le Droit, 24 janvier 1949, p. 14; 29 mai 1950, p. 18.

film français et entendre une courte conférence. Dans son rapport annuel pour l'année 1952-1953, la Société rapportait qu'environ 1 745 membres y participaient.¹⁶ Vu le nombre de membres, c'était un grand succès. Mais les intérêts de la Société n'allaient pas se limiter à ses membres. Au cours de la même époque, elle s'intéresserait au public francophone de la capitale et, d'une façon particulière, à la jeunesse.

2- SON INTERET POUR LE PUBLIC FRANCOPHONE

Au cours des années 1928-1953, ce fut dans plusieurs domaines de la vie publique que la Société Saint-Jean-Baptiste tenta d'introduire et d'intensifier l'esprit canadien-français. D'abord, sur le plan de l'action nationale, elle organisa, comme par le passé, la souscription annuelle de l'ACFEO.¹⁷ Non satisfaite de venir en aide aux Franco-Ontariens, en 1945, elle lança une souscription en faveur de "Radio-Ouest française" afin de permettre aux francophones de l'Ouest canadien d'obtenir

¹⁶ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des congrès généraux (1951-1953), congrès général du 31 mai 1953.

¹⁷Voici un exemple. En 1945, elle réussit à ramasser la somme de \$4,534.94. Louis Charbonneau, loc. cit., p. 26.

un poste de radio française.¹⁸ En 1946, la Commission d'action nationale réchauffa le vieux projet d'obtenir un drapeau canadien qui ne comporterait aucun emblème étranger.¹⁹ Trois ans plus tard, la Société Saint-Jean-Baptiste créa une Commission du drapeau pour propager cette idée. Cette commission se chargea de pressentir les différents partis politiques et de distribuer, à travers la province, vingt-cinq mille feuillets de propagande.²⁰ Puisqu'elle recommandait que la feuille d'érable dût figurer sur le drapeau canadien, elle distribua seize mille feuilles d'érable, style boutonnière, à l'occasion de la fête patronale des Canadiens-français à Ottawa en 1951.²¹ L'année suivante, pour

¹⁸ La Société Saint-Jean-Baptiste donna \$550.00 et récolta \$3,677.07 à travers la ville d'Ottawa. ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées annuelles: 1944-1953, assemblées du 21 octobre 1945 et du 14 janvier 1946.

¹⁹ ACRCCF, SSJBO, Commission d'action nationale (1945-1955), Marcel Lacourcière, secrétaire-général de la S.S.J.B. d'Ottawa, à J. T. Richard, député d'Ottawa-Est, le 18 mai 1946.

²⁰ ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées annuelles et trimestrielles (1944-1953), assemblée trimestrielle du 13 mars 1949.

²¹ ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées du bureau central (1945-1953), assemblée du 21 septembre 1951.

promouvoir l'usage de la langue française, la Commission d'action nationale organisa une grande campagne de francisation. On expédia vingt-cinq mille lettres aux mères de familles canadiennes-françaises de la capitale pour les inciter à parler la langue française dans les magasins et les maisons d'affaires.²² A l'intérieur même de cette campagne, elle fit aussi les demandes suivantes: une juste part de français au poste de télévision établi à Ottawa, des guides bilingues sur la colline parlementaire, des formules bilingues au Service Civil et l'émission de chèques de pension bilingues. De plus, nombre de membres de la Société Saint-Jean-Baptiste firent la battue de porte à porte pour populariser le film français et les journaux français.²³

Sur le plan municipal, la Société Saint-Jean-Baptiste assumait, en 1931, la direction d'un projet de division de la ville d'Ottawa en six quartiers scolaires.²⁴ Au cours des années quarante, elle déplora le manque de pompiers et de policiers de langue française dans la ville

²²Ibid., assemblée du 23 mars 1952.

²³ACRCCF, SSJBO, Commission d'action nationale (1945-1955), Léon J. Raymond, greffier de la Chambre des Communes, à Lucien Cloutier, secrétaire-général de la S.S.J.B. d'Ottawa, le 22 septembre 1952; Procès-verbaux des congrès généraux (1951-1953), congrès général du 31 mai 1953.

²⁴Le Droit, 19 février 1931, p. 1, 8.

d'Ottawa.²⁵ Elle exerça certaines pressions pour l'avancement des employés de langue française à l'Hôtel de Ville,²⁶ et convoqua même des assemblées de toutes les associations canadiennes-françaises d'Ottawa afin de seconder les candidats francophones à la mairie et à l'échevinat.²⁷ Lorsque la ville d'Ottawa voulut imposer des taxes municipales aux institutions religieuses et paroissiales en 1952, la Société fonda un autre comité, le Comité d'exemption de taxes municipales, afin de protester contre ce projet avec les autres associations canadiennes-françaises de la ville.²⁸

La Société Saint-Jean-Baptiste déploya aussi certains efforts dans le domaine économique. Pour encourager la coopération entre les marchands et les hommes d'affaires francophones de la capitale, elle fonda, en 1940, la Commission du Commerce et de l'Industrie. L'année suivante, de

²⁵ ACRCCE, SSJBO, Commission d'action civique (1946-1954), Roger Blain, secrétaire de la S.S.J.B. d'Ottawa, à E.A. Bourque, contrôleur au conseil municipal, le 3 février 1946; Florian Carrière, secrétaire-général, à E.A. Bourque, le 16 novembre 1948.

²⁶ ACRCCE, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées du bureau central (1945-1953), assemblée du 22 avril 1949.

²⁷ ACRCCE, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées annuelles et trimestrielles (1944-1953), assemblée publique trimestrielle, le 13 mars 1949.

²⁸ ACRCCE, SSJBO, Commission d'action civique (1946-1954), rapport du Comité d'exemption des taxes municipales, le 17 mars 1952.

concert avec la Chambre du Commerce d'Ottawa, cette commission organisa une "Semaine du marchand détaillant" afin de permettre aux marchands de se réunir pour étudier leurs problèmes d'affaires et trouver des moyens pour consolider et augmenter leur force économique.²⁹ De plus, cette commission collaborait au travail de la Caisse de Bienfaisance à Ottawa, fondée par la coopération de catholiques et de protestants.³⁰ La Société Saint-Jean-Baptiste voulut aussi épauler les ouvriers catholiques. En 1943, elle déclara que les syndicats catholiques étaient les "seules organisations viables pour nos ouvriers canadiens-français."³¹

La Société Saint-Jean-Baptiste chercha à créer un climat de moralité saine chez les Canadiens-français d'Ottawa. En 1946, elle accepta d'adhérer à la campagne de moralité entreprise par les évêques de la province ecclésiastique de Québec.³² Dans son historique de la Société,

²⁹Le Droit, 24 octobre 1941, p. 18.

³⁰AAO, ASJB (1940-1942), J. Wilfrid D'Amour, président de la Commission du Commerce et de l'Industrie, à Mgr Alexandre Vachon, le 26 février 1941.

³¹Le Droit, 30 janvier 1943, p. 20.

³²AAO, ASJB (1944-1947), Marcel Lacourcière, secrétaire-général de la S.S.J.B. d'Ottawa, à Mgr Alexandre Vachon, le 17 septembre 1946.

Louis Charbonneau nous rappelle que la Saint-Jean-Baptiste, en 1952, participait encore à une campagne d'assainissement des lectures.³³

Pour manifester son esprit patriotique, la Société Saint-Jean-Baptiste, vers la fin de la deuxième guerre mondiale, fonda des comités d'aide aux soldats, de transfusion de sang et de rétablissement des militaires francophones à la vie civile. A la même époque, toujours intéressée au domaine de l'éducation, elle prêta son appui à la fondation d'écoles de parents dans les différentes paroisses francophones de la ville d'Ottawa.³⁴

La Société Saint-Jean-Baptiste s'intéressa aussi à développer la vie culturelle et récréative des Canadiens français. Au début des années trente, sous la présidence de Louis-Joseph Chagnon, elle commença à organiser des banquets au Château Laurier dans certaines grandes occasions. Pour n'en mentionner que quelques-uns, la Société donna un banquet dans cet hôtel en l'honneur du nouvel évêque-élu de Gravelbourg, Monseigneur Rodrigue Villeneuve, un autre pour souligner l'arrivée de Monseigneur Alexandre Vachon, archevêque-coadjuteur du diocèse d'Ottawa, et un autre pour

³³Louis Charbonneau, loc. cit., p. 30.

³⁴ACRCCF, SSJBO, Rapports du trésorier (1937, 1938, 1944), état financier au 30 septembre 1944; AAO, ASJB (1944-1947), état financier au 30 septembre 1945.

rendre hommage aux Pères Oblats à l'occasion du centenaire de leur arrivée à Ottawa.³⁵ En plus des banquets pour honorer des personnages illustres et salver les grands hommes de l'heure, la Société Saint-Jean-Baptiste introduisit aussi, au Château Laurier, quelques déjeuners-causeries à l'occasion de sa fête patronale. Toutes ces agapes fraternelles permettaient à l'élite canadienne-française d'Ottawa de se réunir et d'entendre des discours dont le but était de stimuler leur fierté nationale.

La Société Saint-Jean-Baptiste ne se limita pas à stimuler l'élite de la ville. Voulant obtenir un plus grand rayonnement, en 1936, sous la présidence du Docteur Jean-Marie Laframboise, elle emprunta la voix de la radio pour rejoindre les francophones dans leur demeure. Au cours des premières années, le Comité des causeries sociales et la Commission des intérêts nationaux de la Société assumèrent la direction de ces émissions, diffusées au poste CKCH le dimanche après-midi ainsi qu'aux jours de fête, tels la Saint-Jean-Baptiste et le Jour de l'An. Elles avaient pour but "d'éduquer et de guider suivant les vrais principes de foi et de patriotisme dont nous devons être imbus, non seulement pour survivre mais

³⁵ Le Droit, 24 juin 1930, p. 1; 8 avril 1940, p. 1; AAO, ASJB (1942-1944), lettre circulaire au sujet du banquet, le 22 février 1942.

pour vivre."³⁶ Ces émissions radiophoniques se composaient de conférences, de concerts de chant et de musique. Le tout était coiffé d'un caractère foncièrement national et religieux. Au cours de leur deuxième série (1937-1938), on avait réalisé soixante émissions. Sans en connaître la fréquence ou la portée, nous savons qu'elles existaient encore en 1942.³⁷ En 1943, le programme se présentait sous la forme de causeries et avait lieu le samedi soir. Pour attirer les auditeurs à suivre l'émission avec intérêt, à la fin, on posait trois questions. Les réponses devaient être envoyées par écrit et deux gagnants pouvaient se mériter un prix de trois dollars ou de deux dollars.³⁸ En 1944, la Commission d'action culturelle assumait la direction des émissions radiophoniques. Mais il semble que, pendant deux ans, ces émissions n'avaient pas lieu régulièrement à toutes les semaines. A l'occasion, des chorales étaient invitées à

³⁶Le Droit, 27 juin 1938, p. 12.

³⁷Ibid.; Louis Charbonneau, loc. cit., p. 24; AAO, ASJB (1935-1940), Marc Marchessault, président du Comité des causeries sociales, à Mgr G. Forbes, le 27 décembre 1937; Waldo Guertin, président de la S.S.J.B. d'Ottawa, à Mgr G. Forbes, le 28 décembre 1938; Charles Michaud, directeur des émissions radiophoniques de la S.S.J.B., à Mgr Forbes, le 16 décembre 1939.

³⁸Le Droit, 3 avril 1943, p. 18.

donner un récital à la radio. En 1946, elle inaugura un programme musical hebdomadaire intitulé "Notre Musique". Il avait lieu le jeudi soir, encore au poste CKCH, et se prolongea au moins jusqu'en 1947.³⁹ A cause du manque de documents, il nous est impossible d'affirmer si la Société Saint-Jean-Baptiste avait encore des émissions radiophoniques entre les années 1948 et 1951. Mais nous savons qu'en 1952, elle réalisait seize émissions, dont le programme jeu-questionnaire était intitulé "Le Mot de la Fin". L'année suivante, elle mettait sur pied un autre programme, genre "match" qui avait lieu le jeudi soir de 20:30 à 21:00h. Intitulé "Le français bien parlé", à chaque semaine, il opposait deux équipes de trois personnes qui se disputaient le trophée Saint-Jean-Baptiste.⁴⁰ D'après quelques comptes rendus dans le journal Le Droit, il semble que ces diverses émissions radiophoniques soulevaient l'intérêt du grand public.

Pour rehausser le niveau de la culture canadienne-française dans la capitale, la Société Saint-Jean Baptiste s'intéressa aussi au théâtre. En 1946, la Commission d'action culturelle fonda la troupe théâtrale "Le Cercle Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa". Après avoir présenté quelques pièces de

³⁹ACRCCF, SSJBO, Commission d'action culturelle (1947-1956), rapport de l'année 1946-1947, signé Raymond Guttadaurio, président.

⁴⁰Ibid., rapport du 20 octobre 1953; Le Droit, 24 janvier 1953, p. 20.

de théâtre dans les salles paroissiales de la ville, il participa, en 1947, aux éliminatoires du "Gala dramatique" à Montréal.⁴¹ En 1949, le Cercle joua une de ses pièces au Ottawa Little Theatre.⁴² Mais en 1950, il est relevé que la troupe ne se présenta pas au festival dramatique d'Ottawa.⁴³ Après cette date, on ne mentionna plus le Cercle Saint-Jean-Baptiste.⁴⁴

Ce fut donc dans plusieurs domaines - national, municipal, économique, moral, patriotique, socio-culturel, - que la Société Saint-Jean-Baptiste s'infiltra pour assurer l'essor de la vie française à Ottawa. Certaines réalisations furent éphémères tandis que d'autres s'échelonnèrent sur un certain nombre d'années et semblaient avoir bonne presse auprès de la population francophone.

⁴¹Ibid., rapport de l'année 1946-1947, signé Raymond Guttadaurio, président.

⁴²ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées du bureau central, (1945-1953), assemblée du 21 janvier 1949.

⁴³Ibid., assemblée du 17 mars 1950.

⁴⁴La Commission d'action culturelle inaugura, en 1952, des débats oratoires à l'Université d'Ottawa. Vu le manque d'intérêt manifesté à l'occasion du premier débat, il fut décidé de mettre fin à cette nouvelle initiative. ACRCCF, SSJBO, Commission d'action culturelle (1947-1956), rapport du 20 octobre 1953.

3- SON INTERET POUR LA JEUNESSE

La Société Saint-Jean-Baptiste ne limita pas ses intérêts à la population adulte des Canadiens français d'Ottawa. Elle voulut aussi faire sa part pour assurer la formation patriotique, civique et catholique de la jeunesse franco-ontarienne. Appuyée par les directeurs et les professeurs des écoles bilingues de la capitale, elle allait accepter le parrainage d'un certain nombre d'organisations pour la gent écolière.

Le point de départ fut la fondation des sections juvéniles de la Société Saint-Jean-Baptiste en 1936. Le bureau central de la Société s'occupait activement des jeunes et les membres les visitaient régulièrement dans leurs écoles. Pour la seconder dans cette tâche, la Société fonda aussi une section de professeurs. De cette façon, la Société s'assurait d'avoir des professeurs aux "sentiments patriotiques et religieux."⁴⁵ Mais graduellement, Victor Barrette, membre de la Société Saint-Jean-Baptiste et rédacteur du Droit, mieux connu sous le pseudonyme de l'Oncle Jean, devint la vedette des sections juvéniles. Dans l'espace de quelques années, ces dernières foisonnèrent à travers la province et l'Oncle Jean communiquait avec elles

⁴⁵ACRCCF, ACFO, Sections juvéniles, lettre aux secrétaires des sections juvéniles, le 16 avril 1938, signée Antonio Plouffe, secrétaire de la section des professeurs; un mémoire de Georges Charpentier sur les sections juvéniles, 1939 ou 1940, p. 2.

par le truchement d'une page du journal. A l'occasion, il allait même les visiter. C'est pourquoi, en 1940, on l'appelait le "fondateur et l'animateur des sections juvéniles."⁴⁶

Les sections juvéniles avaient pour but l'éducation nationale des élèves et le développement de leur fierté et de leur esprit d'initiative pour servir leur Eglise et leur nation. Elles aimaient s'afficher comme "une école de patriotisme chrétien." Chaque section regroupait habituellement une cinquantaine d'élèves. Ils se rencontraient à la quinzaine ou une fois le mois. Les réunions consistaient en grande partie à présenter devant la section les meilleurs travaux faits en classe: lectures, chants canadiens, récitations et pièces patriotiques, compositions, leçons d'histoire et de géographie du Canada, discussions sur des sujets d'intérêt national.⁴⁷ En plus de leurs activités culturelles, les membres des sections devaient aussi participer à la campagne

⁴⁶Le Droit, 14 juin 1937, p. 3;
25 juin 1940, p. 3.

⁴⁷ACRCCF, ACFO, Sections juvéniles, Victor Barrette, Pour une Ecole Nationale, Un modeste essai: La section juvénile, Ottawa, s. éd., 1940, p. 10-13; un feuillet intitulé "Sections juvéniles de l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", le 8 décembre 1937, sans auteur; Oncle Jean, "Qu'est-ce donc que la section juvénile?", Le Droit, 17 janvier 1942.

du sou scolaire.⁴⁸ Chacune des sections avait un comité exécutif, responsable de l'organisation des rencontres. Bien entendu, les professeurs avaient aussi un rôle à jouer dans la direction.

En 1936, il y avait quatorze sections juvéniles dans la ville d'Ottawa. Leur premier congrès les réunissait à l'Académie de La Salle, le 22 mai 1937.⁴⁹ Après le succès connu dans la ville d'Ottawa, elles ne tardèrent pas à se multiplier à travers la province: quarante sections en 1938 et cent quatre-vingt-deux en 1939, comprenant environ sept mille élèves. En 1940, elles s'élevaient à deux cent seize et franchissaient même la frontière ontarienne: dix au Québec et une au Nouveau-Brunswick.⁵⁰ Ce rayonnement jusqu'au Québec et au Nouveau-Brunswick était un indice que les Franco-Ontariens commençaient à s'organiser sérieusement.

⁴⁸Ibid., lettre circulaire adressée aux sections juvéniles, le 9 novembre 1940, signée Adéland Chartrand, président de l'ACFEO.

⁴⁹Ibid., un faire-part au congrès; Le Droit, 24 juin 1936, p. 13.

⁵⁰Ibid., Victor Barrette, Pour une Ecole Nationale, Un modeste essai: La Section juvénile, Ottawa, s. éd., 1940, p. 8; mémoire de Georges Charpentier, p. 3. La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec voulait se renseigner sur le fonctionnement des sections juvéniles: Lucien Lortie, secrétaire de la S.S.J.B. de Québec, à Aimé Arvisais, secrétaire de la FSSJBO, le 25 novembre 1939; Aimé Arvisais à Lucien Lortie, le 3 janvier 1940.

Lors de la fondation des sections juvéniles, la Société Saint-Jean-Baptiste avait manifesté l'intention de fonder des sections adolescentes qui assureraient la transition entre les sections juvéniles et les sections paroissiales pour adultes. Il y aurait ainsi continuité dans la formation nationale des Franco-Ontariens. Mais au lieu de fonder des sections adolescentes de sa Société, elle trouva à s'affilier deux cercles d'adolescents: un de garçons et un de filles. Les garçons étaient regroupés dans les "Jeunes Laurentiens", organisation nationale fondée dans la province de Québec. Une cellule fut établie à Ottawa en 1945 et deux de leurs membres assistaient aux réunions de la Société Saint-Jean-Baptiste.⁵¹ Le cercle de jeunes filles, nommé "l'Eveil féminin", avait été fondé à Ottawa en juillet 1941 par Mademoiselle Lucienne Renaud.⁵² Intéressée à promouvoir les associations de jeunes, la Société Saint-Jean-Baptiste, en 1952, participa même à l'organisation de l'Association

⁵¹ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux des assemblées annuelles et trimestrielles (1944-1953), assemblée annuelle, le 26 octobre 1945.

⁵²La fondation de "l'Eveil féminin" avait pour but la formation religieuse, intellectuelle, sociale et patriotique des jeunes Canadiennes françaises. Elles étaient aussi soumises à l'autorité de l'Eglise et attachées aux directives pontificales. En 1942, le cercle comptait une vingtaine de membres. Hector Legros, ptre et Soeur Paul-Emile, s.g.c., op. cit., p. 842.

de la Jeunesse Franco-Ontarienne, non seulement dans la ville d'Ottawa mais bien à l'échelle provinciale.⁵³

La Société Saint-Jean-Baptiste avait aussi recours à d'autres moyens pour stimuler la jeunesse francophone de la capitale. Au cours des années trente, elle introduisit à Ottawa la célébration de la fête de Dollard, le 24 mai. Avec l'appui des professeurs, elle organisait pour les jeunes une célébration à caractère national et se chargeait même de la distribution et de la vente des "Roses de Dollard", petites roses écarlates qui devaient être le symbole de la jeunesse héroïque canadienne-française.⁵⁴ En 1936, elle invitait les jeunes à rédiger une composition sur la causerie hebdomadaire à la radio et promettait des prix aux deux gagnants.⁵⁵ Sur le plan académique, les sections paroissiales de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa avaient, depuis longtemps, encouragé les élèves francophones des écoles primaires en offrant des prix à la fin de l'année scolaire. Le bureau central de la Société offrait des prix aux élèves des écoles

⁵³Louis Charbonneau, loc. cit., p. 30.

⁵⁴Fêtons Dollard, pamphlet publié par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Section Côte-Cherrier, 1943: ACRCCF, SSJBO, Dossier du trésorier: 1937-1938; ACRCCF, FSSJBO (1944), lettre circulaire, le 27 novembre 1944, signée Rosario Beaudoin, secrétaire-trésorier.

⁵⁵Le Droit, 18 décembre 1936, p. 15.

secondaires et appuyait, de ses deniers, le "Concours de Français", organisé en 1938 par Robert Gauthier, directeur de l'enseignement français en Ontario.⁵⁶ Sur le plan des loisirs, la Commission des sports de la Société, fondée en 1943, organisait annuellement un festival sportif pour toutes les écoles bilingues de la capitale.⁵⁷ De plus, quelques années plus tard, cette même commission créait un club de hockey junior. Mais à cause de difficultés croissantes indéterminées, ce club fut vendu à un particulier en 1952.⁵⁸

L'étude des activités de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa de 1928 à 1953 nous a révélé un autre de ses visages. Les conflits ethniques atténués, il semble qu'elle commença à prendre conscience de la sécularisation du monde. Influencée par son milieu, elle chercha à répondre aux besoins de l'heure. Aussi, ce fut au sein de toute la population francophone d'Ottawa - jeune et adulte - qu'elle

⁵⁶Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Programme des Fêtes, 24 juin 1928, p. 16; AAO, ASJB (1944-1947), état financier au 30 septembre 1945; Louis Charbonneau, loc. cit., p. 26.

⁵⁷AAO, ASJB (1942-1944), Jean L. Latour, secrétaire de la Commission des sports, à Mgr A. Vachon, le 23 mars 1943; ibid., (1944-1947), Mgr J. Hilaire Chartrand, v.g., à Rolland Bériault, président de la Commission des sports, le 11 février 1944; Rodrigue Le May, Commission des sports, à Mgr A. Vachon, le 22 février 1945; H.J.T. Godbout à Mgr A. Vachon, le 8 avril 1946.

⁵⁸ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux du comité exécutif (1945-1953), assemblée du 4 février 1952.

voulut incarner son rôle de société patriotique et nationale. Tout en demeurant une filiale de l'ACFEO, il semble qu'elle secoua un peu son joug en multipliant ses propres activités et en devenant un touche-à-tout. Au cours de la décennie 1940-1950, elle connut son apogée. Ce fut alors qu'elle eut ses plus nombreux effectifs, qu'elle put jouir d'une certaine aise et se payer un luxe qu'elle n'avait jamais connu.

Cependant, toutes ses activités et ses entreprises s'avérèrent de courte durée. Puisque son principe directeur était le nationalisme, cette idéologie l'orientait beaucoup plus vers l'idéal que vers le pratique, beaucoup plus vers une certaine élite que vers la masse. De plus, elle éprouvait beaucoup de difficulté à assurer une continuité dans ce qu'elle entreprenait. Tout compte fait, elle a lancé beaucoup de projets mais en a mené très peu à terme. Elle désirait répondre à plusieurs besoins, mais obtint peu de succès. C'était une caractéristique d'une société qui voulait s'incarner, d'une société qui voulait survivre, mais qui ne pouvait pas être suffisamment pratique et réaliste. L'idéologie qu'elle prônait manquait de couleurs locales. Aussi, au cours de cette époque, la célébration de la Saint-Jean-Baptiste ne serait pas plus originale. Les mêmes activités et les mêmes conseils de l'époque précédente y seraient réitérés.

C H A P I T R E V

LA CELEBRATION ANNUELLE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE

(1928-1953)

Pour l'étude de la célébration de la fête patronale des Canadiens français au cours de cette période, nous allons adopter la même grille de travail que nous avons utilisée pour la période antérieure (1913-1927) et avoir recours aux mêmes sources, les journaux d'Ottawa. Il est à noter que, jusqu'à la fin des années trente, le Droit rapportait fidèlement toutes les activités qui se déroulaient au cours de la journée de la Saint-Jean-Baptiste. Le texte des sermons et des discours se trouvaient même dans ses pages. De plus, la page frontispice donnait une photo du jeune saint Jean-Baptiste et offrait, en caractère gras, un mot d'ordre aux Canadiens français. Mais au cours de la décennie 1940-1950, les comptes rendus de cette célébration commencèrent à être relégués aux autres pages et l'on ne rapportait que des bribes des discours et des sermons. Il est à se demander si c'était la direction du journal ou les lecteurs qui commençaient à perdre intérêt. Les journaux anglophones, le Citizen et le Journal, comme pour la période antérieure, n'offraient que de brefs comptes rendus de la fête dans lesquels il n'y avait aucune trace d'opinion. A l'aide surtout du Droit, nous

allons, dans un premier temps, signaler les points saillants du programme de la célébration annuelle et étudier le caractère de la participation populaire. Dans un deuxième temps, nous allons analyser les thèmes idéologiques évoqués à l'occasion de la fête par les orateurs, les prédicateurs et les journalistes.

1- LE DEROULEMENT DE LA FETE ANNUELLE

La célébration de la Saint-Jean-Baptiste de 1928 à 1953 ne forme pas un tout homogène. Si un certain nombre d'activités revenaient régulièrement, d'autres s'ajoutaient ou disparaissaient pendant une certaine période de temps. Pour cette raison, il est préférable d'établir la périodisation suivante: 1928-1940, 1941-1948, 1949-1953.

A l'aide du TABLEAU III, nous pouvons constater que les célébrations annuelles de 1928 à 1940 suivaient habituellement le modèle routinier des années précédentes: procession, messe, banquet, soirée patriotique. Il n'y a qu'une nouvelle activité sportive qui s'est ajoutée à deux reprises: une joute de crosse en 1928 et un programme de courses et de gymnastique en 1931.

TABLEAU IIILe programme (1928-1953)

ANNEE	DATE	PROCESSION	MESSE	BANQUET	SPORTS	SOIREE PATRIOTIQUE
1928	24 juin	X	X	X	X	X
1929	23 juin	X	X	X		X
1930	24 juin		X	X		X
1931	21 juin		X			X
	24 juin	X	X		X	
1932	24 juin					X
	26 juin		X	X		X
1933	25 juin	X	X	X		X
1934	23 juin					X
	24 juin		X			
1935	1 ^{er} juillet	X	X	X		X
1936	24 juin	X	X	X		X
1937	24 juin		X			X
1938	3 juillet		X	X		X
1939	25 juin		X	X		X
1940	23 juin	X	X	X		
1941	24 juin			X		X
	29 juin		X			
1942	24 juin		X			
	27 juin				X	
	28 juin		X			X
1943	24 juin		X	X	X	
1944	24 juin		X	X	X	X
1945	23 juin			X	X	
	24 juin		X			
1946	24 juin		X	X	X	
1947	24 juin		X	X		
1948	24 juin		X	X		
1949	23 juin		X			X
	24 juin		X	X	X	X
	25 juin		X	X	X	X
1950	23 juin		X			X
	24 juin	X	X			X
1951	23 juin					X
	24 juin	X				
	25 juin		X			
1952	22 juin	X	X		X	
	23 juin					X
	24 juin		X	X		
1953	21 juin	X	X			
	23 juin					X
	24 juin		X	X		X

En général, il n'y eut pas de célébrations grandioses au cours de ces années. Au contraire, la fête revêtait plutôt un aspect pauvre. Il n'y eut même pas de manifestation spéciale pour souligner le soixante-quinzième anniversaire de la Société en 1928. Aussi, pendant quelques années, la Saint-Jean-Baptiste n'était célébrée que dans une ou deux paroisses et non dans toute la ville d'Ottawa. C'était alors la section paroissiale qui en assumait la responsabilité et non le bureau central de la Société. En 1928, le président général de la Société Saint-Jean-Baptiste, Aristide Bélanger, expliquait l'absence de célébration à grand déploiement par le manque de fonds exigés pour réaliser une telle fête.¹ La crise économique qui allait suivre n'améliorerait pas la situation. Mais même si l'argent allait manquer au cours de cette décennie, la Société Saint-Jean-Baptiste fournirait certains efforts. En 1930, le président général, Louis-Joseph Chagnon, introduisait une "Semaine française" à Ottawa, du 24 juin au 1^{er} juillet, en ces termes:

C'est bien peu de la journée du vingt-quatre juin, si bien remplie soit-elle, pour abreuver l'âme altérée de tout un peuple! Donnons-lui davantage. [..]
Il n'est pas trop d'une semaine - une semaine de sept jours francs - pour orienter les esprits, tourner les coeurs,

¹Le Droit, 23 juin 1928, p. 12.

assouplir les muscles et établir en permanence des habitudes de sain labeur. [...] Il me semble que si notre patriotisme peut être assez éclairé, notre ardeur assez vive pour tenir tout une semaine durant, sans défaillir une seule fois, il est fort probable que cette semaine sera suivie d'une deuxième, d'une troisième, d'une autre encore et de plusieurs autres. 2

De belles paroles et de beaux rêves. Mais on en restait là car, si au cours de l'octave de la Saint-Jean-Baptiste de 1930 il y eut d'autres célébrations que celle du 24 juin, le Droit ne les a pas mentionnées. Il n'est pas question non plus de "Semaine française" à Ottawa entre les années 1930 et 1953. Il est loisible de croire que, malgré les projets de la Société Saint-Jean-Baptiste, la population francophone d'Ottawa, aux prises avec le chômage et le malaise agricole et social, n'avait pas l'esprit à la fête. Et les orateurs et les journalistes semblaient souligner ce fait en répétant que l'essentiel consistait à marquer le jour de la fête nationale, même s'il n'y avait ni faste, ni éclat.³

Il y eut tout de même une célébration grandiose de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa au cours de la Dépression.

²Le Droit, 21 juin 1930, p. 5.

³ACRCCF, SSJBO, Dossier ACFEQ, lettre circulaire du président de l'ACFEQ, N.-A. Belcourt, le 15 juin 1931; Henri Lessard, "Le 24 juin et après", Le Droit, 24 juin 1933, p. 4; Camille Duguay, "Nous sommes descendants de Français et de catholiques", Le Droit, 24 juin 1939, p. 10.

Ce fut en 1935. Mais cette fête ne fut pas réalisée grâce à la seule initiative de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Son homologue de Hull lui avait prêté main forte pour assurer le succès de la fête.⁴ C'était la plus grande fête depuis 1913. Il y avait des délégations de tous les coins du diocèse d'Ottawa, des villes de Cornwall, de Montréal, de Québec et de Maniwaki. Le Droit rapporte qu'environ 30 000 personnes avaient participé aux célébrations.⁵ Or, puisque la population francophone d'Ottawa ne s'élevait qu'à 37 465 en 1931,⁶ il est fort probable qu'un bon nombre de participants était venu de l'extérieur de la ville. Pour la première fois dans l'histoire du défilé de la Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, on lui avait attribué un thème: la colonisation. Huit des dix chars allégoriques illustraient la colonisation au Canada. Un autre était consacré au petit saint Jean-Baptiste tandis qu'un dernier, au jubilé de sa majesté George V.⁷ Si la fête patronale des Canadiens français donnait le ton aux réjouissances, le jubilé de George V a sûrement contribué à rehausser le niveau de splendeur et de participation.

⁴Le Droit, 2 juillet 1935, p. 1.

⁵Ibid.

⁶Septième Recensement du Canada, 1931,
vol. II, p. 398.

⁷Le Droit, 2 juillet 1935, p. 7.

Mais toutes les autres célébrations annuelles furent sobres. D'abord, à chaque fête, il y avait toujours une messe dans une des églises de la ville; comme un journaliste du Droit expliquait:

[...] la société [SIC] Saint-Jean-Baptiste a aussi mis au programme, en plus des numéros patriotiques, l'article religieux. La sainte messe, voilà notre grande fête nationale, voilà la répétition d'un geste qui nous a fait ce que nous sommes. ⁸

A tous les ans, l'église débordait à l'occasion de la messe en l'honneur du saint patron. A quelques reprises, il y eut une procession pour mener les gens à l'église. Mais ce rassemblement qui précédait la messe ne fut pas aussi régulier que durant le premier quart du XX^e siècle. Comme par le passé, des agapes fraternelles suivaient presque toujours la messe. Ce banquet avait lieu habituellement dans la salle paroissiale, bien qu'à deux occasions spéciales, il fut donné au Château Laurier: en 1930, en l'honneur de Monseigneur Rodrigue Villeneuve, évêque de Gravelbourg, et en 1936, à l'occasion du dévoilement d'une plaque commémorant le tricentenaire de la mort de Champlain. Mais ces banquets ne rassemblaient pas un grand nombre de Canadiens français. D'après les comptes rendus du Droit, l'élite francophone d'Ottawa y était représentée et environ trois cents couverts

⁸Le Droit, 24 juin 1930, p. 1.

étaient servis. Finalement, une soirée patriotique, dans un théâtre de la ville ou dans une salle paroissiale, clôturait la journée. C'était le même genre de soirée que pour l'époque précédente: chants, pièce et discours.

Au début des années trente, la Société Saint-Jean-Baptiste encouragea la présence de la femme et de la jeunesse à la célébration de la fête nationale. C'était une innovation! En 1931, pour attirer les épouses au banquet, elle accorda une réduction à ceux qui se procuraient des billets de couples.⁹ L'année suivante, la rédactrice de la page féminine du Droit, sous le pseudonyme de Jeanne Le Ber, incitait les femmes à s'intéresser à la fête nationale et même à participer à son organisation.¹⁰ La présence de la jeunesse était aussi désirée. Un journaliste du Droit, en 1931, adressa quelques reproches à la jeunesse au sujet de leur manque de participation à la Saint-Jean-Baptiste.¹¹ Pour remédier à ce problème, l'année suivante, chaque paroisse organisa une messe en l'honneur du saint patron pour les enfants des écoles.¹² Cette messe du 24 juin devenait

⁹Le Droit, 20 juin 1931, p. 1.

¹⁰Le Droit, 24 juin 1932, p. 8.

¹¹Le Droit, 20 juin 1931, p. 1.

¹²Le Droit, 24 juin 1932, p. 10.

une coutume annuelle dans chaque paroisse canadienne-française d'Ottawa. Et à partir de 1936, année de la fondation des sections juvéniles, la présence de la jeunesse se fit sentir non seulement à l'église mais bien dans toutes les activités qui se déroulaient au cours de la journée de la Saint-Jean-Baptiste.¹³ Dans plusieurs des manifestations, la jeunesse formait la moitié des participants. Aussi, Victor Barrette était convaincu que la présence active de la jeunesse écolière et ouvrière faisait de la fête nationale une fête digne, enthousiaste et captivante.¹⁴

Malgré la présence de la femme et de la jeunesse, la participation à la fête ne se répandait pas à un rythme épidémique. Il paraît même que la célébration annuelle ne s'adressait qu'à un petit groupe et non à la masse.¹⁵ D'aucuns n'hésitaient pas à déblatérer contre les célébrations à clientèle bourgeoise - banquets et soirées patriotiques - qu'organisait la Société. Ils auraient voulu une fête plus populaire.¹⁶ Malgré ces quelques reproches, peu d'innovations

¹³Le Droit, 25 juin 1936, p. 3, 6.

¹⁴Le Droit, 16 juin 1937, p. 3; 18 juin 1937, p. 3.

¹⁵Editorial de Charles Gautier, Le Droit, 2 juillet 1935, p. 3.

¹⁶Camille L'Heureux, "Lendemain de la St-Jean-Baptiste", Le Droit, 29 juin 1937, p. 3.

seraient introduites dans les célébrations de la décennie suivante.

En effet, pendant les années quarante, la célébration de la Saint-Jean-Baptiste était encore plus humble et plus exclusive. La guerre était peut-être en partie responsable. Mais aussi, à partir de 1942, la fête était célébrée la journée même du 24 juin et non le dimanche le plus rapproché comme par le passé.¹⁷ Or, il va sans dire que lorsque cette date survenait au cours de la semaine, la majorité des gens était au travail toute la journée. Les activités pour les adultes devaient donc être confinées à la soirée. Pour cette raison, la messe ne rassemblait que les écoliers et le défilé devait nécessairement être supprimé. Au cours de l'après-midi, les sections paroissiales de la Société Saint-Jean-Baptiste, en collaboration avec la direction des écoles, organisèrent, pendant quelques années, des activités sportives pour les élèves. Alors que le banquet avait toujours eu lieu le midi, à partir de 1943 il est retardé jusqu'à la soirée. D'après les comptes rendus des journaux, le banquet ne rassemblait qu'environ trois cents personnes. Et puisqu'il avait lieu à 19:30 heures, la soirée patriotique disparaissait. Quand il y eut une soirée patriotique au cours de cette période, celle-ci était intime et

¹⁷Le Droit, 29 juin 1942, p. 16.

organisée par les sections paroissiales. Ces soirées étaient probablement organisées pour ceux qui ne pouvaient pas se payer le luxe d'un billet au Château Laurier... La fête devenait de plus en plus une affaire d'élite.

Certains récriminaient contre ce genre de fête exclusive. Ils demandaient une fête plus populaire et déplorait l'absence des défilés patriotiques. Mais "Bayard" dans le Droit leur expliquait qu'Ottawa ne pouvait pas célébrer chaque année la Saint-Jean-Baptiste à la manière de Montréal ou de Québec.¹⁸ En réalité, les francophones de la capitale n'avaient connu que deux célébrations à grand déploiement: celles de 1913 et de 1935. Mais les quelques critiques allaient porter fruit.

En 1949, la Société Saint-Jean-Baptiste décidait de donner un nouvel élan à la fête. Elle convoqua une réunion de tous les représentants de ses neuf sections ainsi que des membres de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Eastview et de Hull, afin d'étudier la possibilité de donner plus d'ampleur aux démonstrations qui accompagnaient la fête nationale. A l'unanimité, l'assemblée réunie décida d'unir ses forces et ses effectifs pour l'organisation annuelle de la Saint-Jean-Baptiste et, dès cette journée, un comité

¹⁸"Au lendemain de la fête nationale", Le Droit, 25 juin 1947, p. 3.

exécutif fut mis sur pied.¹⁹ Le mois suivant, on invita les organisateurs de la célébration annuelle de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal à venir faire part de leur expérience dans l'organisation d'une telle fête.²⁰ A tous les ans, Montréal pouvait se vanter d'une fête grandiose et d'un défilé imposant. De 1949 à 1953, la région de l'Outaouais allait tenter d'imiter les célébrations qui se déroulaient dans la métropole canadienne.

Au cours de cette période, la fête s'étendait sur deux ou trois jours. Certaines activités avaient lieu à Ottawa tandis que d'autres se déroulaient à Hull et à Eastview. Chaque année offrait habituellement le même genre de festivités. On ouvrait la fête par une soirée récréative et un feu de la Saint-Jean au Parc Jacques-Cartier à Hull. Une messe de minuit suivait à la grotte de Lourdes à Eastview. Le lendemain, les églises de ces trois villes étaient le lieu de rassemblement pour tous les écoliers. L'après-midi pouvait être consacré à un programme sportif pour les enfants ou encore au défilé annuel qui circulait habituellement dans les trois villes. Par deux occasions, le défilé eut un thème: en 1952,

¹⁹Anonyme, "Historique du Comité de la fête nationale à Ottawa-Hull-Eastview", Le Droit, 21 juin 1952, p. 6.

²⁰Le Droit, 11 avril 1949, p. 18.

"Nos traditions", thème illustré par neuf chars allégoriques, et en 1953, "Nos institutions, nos mouvements, nos sociétés", thème représenté par huit chars allégoriques.²¹ Il y avait ensuite, dans quelques paroisses de ces villes, ou encore, au Centre récréatif d'Eastview ou au Parc Lansdowne d'Ottawa, des soupers champêtres et des soirées récréatives. Selon les quelques chiffres fournis par le Droit, 5 000 à 10 000 personnes participaient à ces fêtes. Mais puisque, en 1951, la population francophone de ces trois villes s'élevait à 105 250,²² nous ne pouvons pas affirmer que c'était un succès spectaculaire.

Même en fêtant son centenaire en 1953, la Société Saint-Jean-Baptiste ne pouvait pas échapper à son élitisme inhérent. Toutes les activités, qui se déroulaient au Château Laurier et à l'Université d'Ottawa, avaient été choisies par et pour l'élite francophone de la ville. Aucune place n'était faite aux manifestations populaires.²³ La célébration du centenaire était donc réservée à une classe bien spéciale:

²¹Le Droit, 21 juin 1952, p. 7; 22 juin 1953, p. 5.

²²En 1951, la population francophone d'Ottawa s'élevait à 57 399, celle de Hull, à 38 849 et celle d'Eastview, à 9 002. Neuvième Recensement du Canada, 1951, vol. 5, p. 35-1; vol II, p. 47-2, 47-4.

²³Le programme de la fête du centenaire: ACRCCF, SSJBO, Procès-verbaux du comité exécutif (1945-1953), assemblée du 1^{er} septembre 1953.

les membres de la Société et l'élite. On avait aussi accordé une place aux enfants. De telles célébrations corroborent notre opinion déjà émise au sujet de la Société Saint-Jean-Baptiste de cette époque. Par ses activités, elle cherchait surtout à répondre aux aspirations de l'élite, de ses membres et des enfants.

2- IDEOLOGIES EVOQUEES

Comme pour la période 1913-1927, les thèmes idéologiques que nous allons développer sont tirés de l'ensemble des sermons, des discours, des éditoriaux et des comptes rendus de la Saint-Jean-Baptiste dans Le Droit (1928-1953). Les thèmes soulevés à la fête du 24 juin, de 1913 à 1927, sont réitérés au cours de la période que nous allons étudier. Cependant, quelques idées nouvelles furent présentées au sujet du rôle économique des Canadiens français, de la vie agricole, de la famille et de la jeunesse.

A. La double caractéristique des Canadiens français

Au cours des années trente et quarante, les orateurs et les journalistes se plaisaient encore à rappeler la double caractéristique des Canadiens français: française

et catholique. On ne les séparait pas, on ne concevait pas l'un sans l'autre. Le journaliste Victor Barrette cristallisait la pensée de l'époque lorsqu'il affirmait: "Français et catholiques, catholiques et français, c'est un tout parfait."²⁴

Selon l'idéologie exprimée, ce 'tout parfait' existait depuis les origines de la vie française en Amérique: "c'est au soleil de la foi que le Lys a fleuri sur les bords du Saint-Laurent, et c'est à l'ombre des autels que notre nationalité s'est formée."²⁵ Donc, quand on parlait des héros et des fondateurs de la Nouvelle-France, on soulignait toujours leurs préoccupations essentiellement apostoliques. Voici un exemple, tiré d'un éditorial de Charles Gautier:

Champlain, le fondateur de Québec et le véritable père de la nouvelle colonie, disait au roi Louis XIII que le but premier des explorateurs et des fondateurs était l'établissement de la foi chrétienne parmi un peuple infini d'âmes. Aux yeux de Champlain, la conquête d'une seule âme valait plus que la conquête d'un empire. ²⁶

C'était une conception bien particulière de l'histoire de la Nouvelle-France! Et lorsque l'on parlait de l'Eglise

²⁴Discours prononcé à la soirée patriotique de la paroisse Saint-Charles, le 24 juin 1932, Le Droit, 25 juin 1932, p. 12.

²⁵Anonyme, "La naissance chrétienne de notre peuple, "Le Droit, 23 juin 1934, p. 6.

²⁶Le Droit, 27 juin 1929, p. 11.

catholique, l'on croyait aussi que c'était la soumission et l'attachement des Français à leur Eglise qui avaient assuré leur existence et, plus tard, la survivance du peuple canadien-français. Le sénateur Gustave Lacasse propageait cette idéologie en ces termes:

Tous les historiens admettent que l'existence du peuple canadien-français est dû à nos ancêtres qui se groupèrent autour des missionnaires et des curés d'alors. Toutes les chaumières se blottirent auprès du clocher paroissial et chaque paroisse fut l'unité admirable du grand tout qui a survécu et qui a formé aujourd'hui un grand peuple. 27

Le couple langue française - foi catholique était donc enraciné par des fibres fortes et profondes dans le sol canadien; depuis l'aube de la colonie, l'un avait été garant de l'autre. Comme à l'époque précédente, orateurs et journalistes proclamaient que la langue française était le véhicule du catholicisme et, qu'à son tour, la foi catholique assurait la survivance de la langue française au Canada.²⁸ Riches de cette double origine, les Canadiens français étaient invités

²⁷Le Droit, 24 juin 1929, p. 11.

²⁸Plusieurs prônaient cette idéologie: discours de Jean Bruchési de Montréal, le 24 juin 1928, Le Droit, 25 juin 1928, p. 8; sermon du R.P. Hormisdas Caron, C.S.S.R., à l'église Saint-Charles, le 25 juin 1933, Le Droit, 26 juin 1933, p. 2; discours d'Aurélien Bélanger, député de Prescott, à l'école Genest, le 24 juin 1937, Le Droit, 25 juin 1937, p. 6; Charles Gautier, éditorialiste, "Notre fête nationale", Le Droit, 25 juin 1939, p. 3; sermon du chanoine Raymond Limoges à la basilique, le 24 juin 1945, Le Droit, 25 juin 1945, p. 10.

à des sentiments de fidélité et de fierté.²⁹ De plus, ils étaient incités à chasser de leur cerveau cette idée de peuple vaincu qui les empêchait d'aller de l'avant,³⁰ d'assumer leurs responsabilités et de jouer un rôle valable au sein de la société.

B. Les devoirs des Canadiens français

La célébration de la Saint-Jean-Baptiste était l'occasion par excellence de rappeler aux francophones leurs responsabilités et leurs devoirs à titre de minorité franco-ontarienne. On leur réitérait encore les mêmes conseils: s'unir pour survivre, faire preuve de patriotisme et de zèle missionnaire.

²⁹Discours de Victor Barrette à la soirée patriotique à la paroisse Saint-Charles, le 24 juin 1932, Le Droit, 25 juin 1932, p. 12; Charles Gautier, "Traditions et fête nationale", Le Droit, 24 juin 1947, p. 3.

³⁰"Méditation patriotique", signée O.M.I., Le Droit, 21 juin 1930, p. 8.

(i) Etre unis

L'union pour la survivance! C'était là le rêve de tous les nationalistes! Aussi ont-ils prêché à temps et à contretemps pour la réalisation de ce rêve. Ce mot d'ordre revenait comme un leitmotiv dans tous les discours et plusieurs des sermons, surtout de la part des orateurs invités de la province de Québec. Pour assurer la survie nationale et la fidélité aux origines, ils préconisaient l'union et la solidarité fraternelle des divers groupes francophones de l'Amérique du Nord.³¹

Les nationalistes du Québec et d'Ottawa désiraient cette union pour plusieurs raisons. D'abord, ils appréhendaient les adversaires externes de la nation canadienne-française. Ils avaient peur de l'esprit "païen" qui envahissait de plus en plus le monde.³² En outre, ils

³¹Discours de Mgr Camille Roy à la salle Sainte-Anne, le 21 juin 1931, Le Droit, 22 juin 1931, p. 6; sermon de l'abbé Napoléon Pépin, directeur spirituel du Séminaire de Sherbrooke, à l'Ovale de l'Université d'Ottawa, le 1^{er} juillet 1935, Le Droit, 2 juillet 1935, p. 6; discours d'Alexandre Grenon, représentant de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, à l'Ovale de l'Université d'Ottawa, le 1^{er} juillet 1935, p. 8; discours d'Omer Côté, secrétaire provincial du Québec, au Château Laurier, le 24 juin 1946, Le Droit, 25 juin 1946, p. 14.

³²Sermon du R.P. Célestin, O.M., cap., à l'église Saint-François d'Assise, le 23 juin 1929, Le Droit, 24 juin 1929, p. 10.

redoutaient l'influence délétère et désavantageuse que pouvait avoir tout un monde d'origine et de foi étrangères sur les moeurs et les traditions canadiennes-françaises.³³ Ils craignaient aussi la contamination des leurs par "les grands courants de l'erreur et du mal" et par "les doctrines corruptrices" qui déferlaient sur la société de l'époque.³⁴ Que dire du matérialisme qui, croyait-on, laissait libre entrée au luxe exagéré, à la course à l'argent et aux plaisirs modernes qui vidaient les foyers et jetaient les familles sur les routes et dans les cinémas, laissant peu de loisirs pour s'occuper d'intérêts canadiens-français.³⁵ En effet, le mal du siècle semblait vraiment être l'américanisme. On reprochait aux Canadiens français de se laisser éblouir par le mirage de vie facile qu'offraient les Américains. On recommandait aux mères de familles de veiller sur la langue, les goûts, les modes, les amusements, les lectures et sur toute la physionomie de la maison pour ne pas ouvrir de brèche au

³³Henri Lessard, "Le 24 juin et après", Le Droit, 24 juin 1933, p. 4.

³⁴Mme Camille Duguay, "Nous sommes descendants de français et de catholiques", Le Droit, 24 juin 1939, p. 10; Charles Gautier, "Le 24 juin", Le Droit, 24 juin 1944, p. 3, et "Lendemain de fête nationale", Le Droit, 25 juin 1946, p. 3.

³⁵Article d'Aristide Bélanger, Le Droit, 22 juin 1929, p. 14; sermon de Mgr Camille Roy à l'église Sainte-Anne, le 21 juin 1931, Le Droit, 22 juin 1931, p. 3.

ras de marée américain qui menaçait d'envahir la famille et le foyer. Bref, on craignait que l'américanisme ne vienne corrompre la pureté des moeurs et des traditions canadiennes-françaises.³⁶ Pour faire face à toutes ces menaces extérieures, les Canadiens français devaient s'unir pour se protéger.

Mais ce n'était pas seulement le monde extérieur qui menaçait les Canadiens français; ils étaient eux-mêmes leurs pires ennemis. Plusieurs orateurs aux soirées patriotiques ne se gênaient pas pour condamner l'incorrigible esprit de clocher des Canadiens français, leur manque d'esprit d'équipe et de solidarité et leurs luttes et divisions continues qui enrayaient une action commune vers un but commun.³⁷

³⁶ Discours du R.P. Simard, o.m.i., de l'Université d'Ottawa, au banquet à la salle Saint-François d'Assise, le 21 juin 1929, Le Droit, 22 juin 1929, p. 6; Jeanne Le Ber, pseudonyme, "Pour la Semaine française", Le Droit, 16 juin 1930, p. 7; Mme Camille Duguay, "Nous sommes descendants de français et de catholiques", Le Droit, 24 juin 1939, p. 10; article anonyme, Le Droit, 19 juin 1943, p. 2.

³⁷ Discours de Hervé Roch, de Montréal, au Théâtre Français, le 24 juin 1928, Le Droit, 25 juin 1928, p. 11; Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Le Droit, 23 juin 1928, p. 13; causerie de Roger Duhamel, avocat de Montréal, au poste CKCH, le 26 juin 1938, Le Droit, 27 juin 1938, p. 12; discours du sénateur Gustave Lacasse à la paroisse Saint-Charles, le 28 juin 1942, Le Droit, 29 juin 1942, p. 14.

Et pourtant, de renchérir l'éditorialiste Charles Gautier, s'il y avait une ville qui ne pouvait pas se payer le luxe de querelles intestines, c'était bien Ottawa, ville majoritairement anglophone.³⁸

Pour pallier à ce manque d'unité chez les francophones de la capitale, tout un programme de "vie française" et d'entraide leur était recommandé. D'abord, il était important de bien parler sa langue maternelle. Charles Gautier, dans un éditorial, condamnait ceux qui ne faisaient aucun effort pour se corriger. Mais il déblaterait surtout contre ceux qui "par inconscience, snobisme ou lâcheté" parlaient l'anglais au téléphone, dans les magasins et dans leurs relations avec les diverses entreprises sociales et publiques.³⁹ Ainsi les Canadiens français contribuaient à leur propre recul et nuisaient à leurs compatriotes. Un appel pressant était lancé à toute la population francophone d'Ottawa pour faire valoir partout les droits de la langue française et de la nationalité canadienne-française. Sur le plan de l'éducation, on vantait les mérites des écoles catholiques et bilingues, on recommandait les cours de diction et l'abonnement au journal patriote, Le Droit. Sur le plan des loisirs, le cinéma et les

³⁸Le Droit, 23 juin 1928, p. 3.

³⁹Le Droit, 20 juin 1933, p. 3.

concerts français étaient hautement valorisés.⁴⁰ En ce qui a trait aux clubs ou aux différentes organisations sociales, on faisait des sermons à ceux qui, au lieu de devenir membres de leur société nationale, s'en moquaient en allant gonfler les rangs d'organisation qui n'avaient rien de commun avec leurs aspirations nationales.⁴¹ Finalement, dans le domaine économique, on invitait les Canadiens français à encourager leurs compatriotes, leurs commerçants, leurs banques nationales et leurs institutions françaises et catholiques.⁴² Le cri "ACHAT CHEZ NOUS" semblait une rengaine monotone à force d'être retrouvé sur toutes les lèvres et dans toutes les annonces publicitaires du Droit, surtout au temps de la Dépression. Tous ces conseils visaient à faire du peuple canadien-français d'Ottawa, un peuple uni,

⁴⁰ Discours de Fulgence Charpentier au banquet à l'Ovale de l'Université d'Ottawa, le 1^{er} juillet 1935, Le Droit, 2 juillet 1935, p. 6.

⁴¹ Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Le Droit, 23 juin 1928, p. 13; discours de Hervé Roch, de Montréal, au Théâtre Français, le 24 juin 1928, Le Droit, 25 juin 1928, p. 11.

⁴² Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Le Droit, 23 juin 1928, p. 13; sermon du R.P. A. St-Pierre, o.p., à la basilique, le 24 juin 1948, Le Droit, 24 juin 1948, p. 24; Henri Lessard, "Notre solidarité économique", Le Droit, 23 juin 1949, p. 3.

un peuple fort, un peuple avec son identité propre. Un journaliste du Droit résumait bien cette idée par les mots suivants:

Nous ne serons beaux, nous ne serons forts et grands que si nous restons nous-mêmes, en développant les trésors de qualités reçus des ancêtres, non en devenant des métis intellectuels, bafouillant deux langues et sans idées personnelles. 43

(ii) Etre patriotes

Les orateurs et les journalistes réitéraient aussi, au cours de cette période, le devoir de patriotisme qui incomrait aux Canadiens français. En 1930, Monseigneur Rodrigue Villeneuve déclarait que le patriotisme devait avoir la religion catholique comme principe régulateur afin d'empêcher l'éclosion d'un nationalisme frondeur et révolutionnaire.⁴⁴ En disciples fidèles et soumis, les membres du comité central de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa

⁴³Article anonyme, Le Droit, 19 juin 1943, p. 2.

⁴⁴Discours au dîner-causerie au Château Laurier, le 24 juin 1930, Le Droit, 24 juin 1930, p. 1.

et l'éditorialiste Charles Gautier prêchaient aussi le même message à leurs compatriotes.⁴⁵

Patriotisme voulait dire fidélité au Canada. En 1928, Jean Bruchési de Montréal exhortait les Canadiens français d'Ottawa à travailler avec leurs concitoyens de langue anglaise au progrès général de leur pays.⁴⁶ L'année suivante, Edgar Chevrier, député d'Ottawa au parlement, dans son discours à la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, faisait siennes les paroles de Sir Wilfrid Laurier en déclarant: "J'aime la France qui nous a donné la vie, j'aime l'Angleterre qui nous a donné la liberté, mais la première place dans mon coeur est pour le Canada, ma patrie, ma terre natale!"⁴⁷

Un autre adepte de Laurier, Mackenzie King, est venu aussi encourager le patriotisme des Canadiens français. En 1940, lors d'un message à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, le premier ministre les exhortait à la défense de leur patrie.⁴⁸ La guerre et la réaction de certains franco-phones face à la loi de mobilisation des forces nationales avaient sans doute suscité cette initiative de la part du

⁴⁵Le Droit, 23 juin 1930, p. 1; 25 juin 1930, p. 3.

⁴⁶Le Droit, 25 juin 1928, p. 8.

⁴⁷Le Droit, 24 juin 1929, p. 10.

⁴⁸Le Droit, 24 juin 1940, p. 16.

premier ministre. En effet, à cette époque, les anglophones accusaient les Canadiens français de ne pas vouloir défendre le Canada et les traitaient même en "parias", selon l'expression de Waldo Guertin, président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Mais ce dernier, dans un discours du 23 juin 1940, déclarait que même si les Canadiens français étaient attachés à leurs traditions et à leur langue, ils n'aimaient pas moins leur pays, le Canada, et les institutions britanniques. Aussi proposait-il la résolution suivante:

Les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste, réunis à l'occasion de la célébration de la fête nationale, à cause de la gravité de la situation actuelle, désirent exprimer leur attachement à la couronne et la détermination de coopérer au triomphe de la cause de l'humanité et de la justice. 49

(iii) Etre missionnaires

Comme au cours de la période précédente, le Droit et le clergé francophone d'Ottawa, de 1928 à 1953, prêchèrent la conception du messianisme canadien-français du début du

⁴⁹ Discours à la salle Saint-Albert-le-Grand, Le Droit, 24 juin 1940, p. 16.

siècle. Cette mission consistait à propager la foi catholique et à cultiver le goût de l'idéal et des choses intellectuelles.

Le premier volet de la mission consistait à exercer un apostolat catholique. A ce sujet, l'éditorialiste Charles Gautier et certains membres du clergé francophone véhiculaient tous la même idée fondamentale.⁵⁰ D'abord, ils affirmaient que ce n'était pas par hasard que cette mission était échue au peuple canadien-français. Au contraire, la Providence avait permis que le peuple français fût choisi pour semer des croix et répandre le règne du Christ sur la terre. Aussi, disaient-ils, les premiers Français à franchir l'Atlantique avaient répondu généreusement à cet appel et

⁵⁰ Puisque tous répétaient essentiellement les mêmes idées, nous avons résumé en un paragraphe les éditoriaux et les sermons. Charles Gautier, Le Droit, 22 juin 1929, p. 3; 23 juin 1934, p. 3; 22 juin 1935, p. 3; 23 juin 1938, p. 3; 24 juin 1939, p. 3; 23 juin 1945, p. 3; 25 juin 1946, p. 3. Pour les sermons du clergé, voici la liste: sermon de l'abbé Napoléon Pépin, directeur spirituel du Séminaire de Sherbrooke, à l'Ovale de l'Université d'Ottawa, le 1^{er} juillet 1935, Le Droit, 2 juillet 1935, p. 6; sermon de l'abbé Vézina, aumônier de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, à l'église St-Thomas d'Aquin, le 23 juin 1940, Le Droit, 24 juin 1940, p. 7; sermon du R.P. Arthur Caron, o.m.i., à la basilique, le 24 juin 1944, Le Droit, 24 juin 1944, p. 1; sermon du R.P. Edmond Ducharme, s.s.m., curé de Notre-Dame-de-Lourdes à Eastview, le 23 juin 1949, Le Droit, 24 juin 1949, p. 24; discours de Mgr M.-J. Lemieux, évêque d'Ottawa, au banquet du centenaire de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa au Château Laurier, le 21 novembre 1953, Le Droit, 24 novembre 1953, p. 3.

avaient rempli un véritable rôle d'apôtres et de précurseurs. Voilà pourquoi ils choisirent, dès l'aube de la colonie, le Précurseur du Christ, saint Jean-Baptiste, comme patron que Pie X, en 1908, voulant reconnaître la vocation apostolique des Canadiens français, reconnut officiellement. Cette mission avait donc été la gloire des ancêtres et devait l'être encore aujourd'hui pour les descendants.

Notons que cette idéologie était prônée presque exclusivement par les ecclésiastiques. En voulant éterniser cette gloire du passé, ils visaient indubitablement à conserver le rôle primordial et la présence agissante de l'Eglise dans la société, à assurer leur relève et à étendre les ramifications de l'Eglise encore plus loin. Mais l'Eglise catholique, au milieu du XX^e siècle, avait connu son apogée. Désormais, elle allait céder le pas au phénomène 'sécularisation'.

Le deuxième volet de ce messianisme canadien-français touchait à leur goût des choses intellectuelles. A la fin des années vingt et au début des années trente, quelques-uns remâchèrent l'idéologie que les Canadiens français étaient faits pour les choses de l'art et de l'esprit et non pour les biens matériels et l'argent. Pour justifier cette position, le R.P. Hormisdas Caron, C.S.S.R., citait encore les ancêtres, les pionniers du Canada qui n'avaient jamais, semble-t-il, porté d'ambition matérielle

ou commerciale dans leur coeur.⁵¹ Et le R.P. Célestin, O.M., cap., de dire à ses compatriotes: "D'ailleurs, auriez-vous les moyens d'amasser des fortunes colossales que vous n'auriez guère le goût de le faire; car vous n'avez pas commercialisé la vie."⁵² Ces affirmations, de la part des deux clercs, révélaient une mentalité qui retournait sans cesse au passé, qui n'envisageait pas le présent d'une façon réaliste et qui ne donnait aucun coup d'aile vers un avenir nouveau. Même le journaliste Victor Barrette, un laïc, ne s'adaptait guère davantage à son temps lorsqu'il déclarait que le Canadien français, par ses goûts et ses désirs, n'était pas enclin à poursuivre les biens matériels, à accumuler des profits et des capitaux, ou à se lancer dans l'industrie et le commerce.⁵³ Traînant une conception désuète, ces orateurs et journalistes semblaient contents d'encourager le Canadien français à demeurer inférieur sur le plan économique! De plus, Barrette était convaincu que le pays n'avait pas besoin d'une élite économique "grande manieuse d'argent", mais bien d'une élite qui mettrait "la puissance de l'or au service des idées."⁵⁴ Donc, l'intellectuel devait l'emporter sur le matériel. Dans cette ligne

⁵¹Sermon à l'église Saint-Charles, Le Droit, 26 juin 1933, p. 2.

⁵²Sermon à l'église Saint-François, Le Droit, 24 juin 1929, p. 10.

⁵³Le Droit, 22 juin 1929, p. 13.

⁵⁴Le Droit, 20 juin 1931, p. 11.

de pensée, il y avait eu très peu d'évolution depuis le début du siècle.

C. Des conseils nouveaux

A partir du temps de la Dépression, certains orateurs et quelques journalistes, tout en reconnaissant les valeurs traditionnelles du peuple canadien-français, offrirent des conseils nouveaux aux francophones d'Ottawa. Ils encouragèrent leur réveil économique, le retour à la terre, et vantèrent les valeurs de la famille et de la jeunesse.

(i) Souci économique

Le manque d'intérêt à la vie économique de la part des Canadiens français et le climat d'insécurité économique contribuèrent sûrement à lancer le cri "Réveillez-vous!" Jean Bruchési, au banquet du 24 juin 1928, rappelait aux francophones d'Ottawa que les préoccupations morales et intellectuelles ne devaient pas exclure les préoccupations matérielles. La vie économique, estimait-il, prenait toujours une place plus grande dans la vie des nations, et il était temps que les Canadiens français sortent de leur somnolence et participent activement au commerce, à l'industrie et à la finance. Il continuait en disant que les

Canadiens français avaient défendu et défendaient encore leur patrimoine moral et intellectuel, mais que s'ils voulaient assurer leur survivance en terre canadienne, ils devaient maintenant défendre leur patrimoine matériel.⁵⁵ Même le journaliste Barrette qui, quelques années auparavant avait prôné la primauté de l'idéal et des arts et avait condamné le monde des affaires, encourageait maintenant le réveil des Canadiens français sur le plan économique. En 1932, il lançait ce mot d'ordre:

Développons chez-nous des élites commerciales, industrielles, professionnelles; encourageons spécialement les écoles qui enseignent l'art des échanges, la science des usines, la préparation aux spécialités.⁵⁶

De fait, jusqu'à ce jour, on avait surtout encouragé les jeunes francophones à choisir les professions libérales. Mais l'heure était venue, affirmait un avocat de Cornwall, Lionel Chevrier, où les diplômés des collèges classiques devaient aussi regarder le commerce et l'industrie comme carrière. C'était un besoin qui se faisait sentir chez les Canadiens français.⁵⁷ Aussi, tout au long des années trente,

⁵⁵Le Droit, 25 juin 1928, p. 8.

⁵⁶Victor Barrette, "L'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa", Programme-Souvenir de la Célébration annuelle de l'Association Saint-Jean-Baptiste, le 26 juin 1932, p. 9.

⁵⁷Discours à l'Ovale de l'Université d'Ottawa, le 1^{er} juillet 1935, Le Droit, 2 juillet 1935, p. 7-8.

orateurs et journalistes répétaient ces mêmes directives aux francophones d'Ottawa. En 1940, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Waldo Guertin, déclarait que, faute d'organisation et de collaboration, les Canadiens français ne perçaient pas encore dans le monde du commerce et de l'industrie. Aussi les enjoignait-il à déployer des efforts dans ce domaine.⁵⁸

Ces nouveaux conseils, donnés à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste au cours de la décennie 1930-1940, étaient une véritable innovation à Ottawa. C'était la première fois que les Canadiens français étaient encouragés à s'engager activement dans le domaine économique. Mais notons que, dans tous les exemples donnés, les promoteurs de cette idée nouvelle étaient des laïcs. Aucun clerc n'a mentionné l'importance du réveil économique des Canadiens français. C'est là un indice de la mentalité ecclésiastique de l'époque. Ils allaient être beaucoup plus sympathiques et favorables à la "vocation agricole" des Canadiens français.

⁵⁸Discours au banquet à la salle Saint-Albert-le-Grand, le 23 juin 1940, Le Droit, 24 juin 1940, p. 16.

(ii) Retour à la terre

Le thème du retour à la terre aux célébrations de la fête nationale est apparu au temps de la Dépression de 1929. L'exode rural avait commencé, au Québec surtout, au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Dans les années vingt, la vague de la migration des habitants des campagnes vers les villes s'accélérait à un tel rythme que les autorités politiques et religieuses s'alarmaient et craignaient le dépeuplement complet de certaines campagnes et de certains villages au profit des grandes villes industrielles du Canada et des Etats-Unis. Si par le passé, ces autorités avaient été indifférentes à l'emprise du sol, elles allaient maintenant déployer toutes leurs énergies pour garder la population rurale dans les campagnes et pour encourager la colonisation des immenses étendues de territoire où il n'y avait aucune population d'établie. On craignait que des mains étrangères vinssent s'accaparer des territoires et des richesses naturelles, abandonnés par les habitants canadiens. Pour remédier à ce problème menaçant, il fallait encourager ceux qui étaient déjà sur la terre à y rester; il fallait aussi convaincre ceux qui l'avaient quittée d'y retourner; et finalement, il fallait déverser le surplus

des vieilles paroisses et des villes sur les terres à défricher et à coloniser.⁵⁹

Nombre d'orateurs, aux célébrations de la Saint-Jean-Baptiste, et de journalistes du Droit étaient persuadés qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de faire face à la crise économique que de provoquer l'attachement au sol et le retour à la terre. Victor Barrette cherchait à convaincre les Canadiens français de cette réalité en leur rappelant que leur patron, saint Jean-Baptiste, par son exemple, avait préféré la vie agricole et que s'il revenait parmi eux aujourd'hui, il leur dirait de demeurer sur la terre, et encouragerait ceux qui l'avaient quittée, à y retourner.⁶⁰ De plus, certains insistaient sur le fait que, par le passé, les Canadiens français s'étaient révélés comme un peuple agricole et que c'était cet attachement au sol qui avait été l'une des causes de leur survivance.⁶¹ En 1935, J.-A. Verdon, président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, affirmait

⁵⁹Discours de Jean Bruchési au banquet au Monument National, le 24 juin 1928, Le Droit, 25 juin 1928, p. 8; discours d'Hervé Roch au Théâtre Français, le 24 juin 1928, Le Droit, 25 juin 1928, p. 11.

⁶⁰Le Droit, 22 juin 1929, p. 13; discours au banquet à la salle St-Gérard, le 26 juin 1932, Le Droit, 28 juin 1932, p. 2.

⁶¹Ives Le Veilleur, "Patriotisme rural", Le Droit, 23 juin 1943, p. 16.

que partout où les Canadiens français formaient des groupes fortement enracinés au sol, ils préservaient mieux leurs caractéristiques nationales, jouissaient d'une santé physique et morale plus remarquable et pouvaient mieux résister aux influences néfastes du dehors.⁶² Alexandre Grenon, représentant de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, croyait lui aussi que la culture du sol s'était avérée une planche de salut pour les Canadiens français. C'était à la campagne, continuait-il, qu'ils avaient puisé leur courage, leur énergie, leur force et leurs moeurs simples, et c'était là qu'ils devaient rester ou retourner pour les conserver.⁶³ Finalement l'abbé Emile Methot vantait le caractère noble de la vie rurale et insistait sur le bonheur que ce genre de vie avait donné et pouvait encore donner aux Canadiens français.⁶⁴

Le rédacteur de la page des cultivateurs, sous le pseudonyme de Louis Hébert, participait lui aussi à cette campagne de fidélité à la terre. Plusieurs de ses articles fournissaient aux agriculteurs des conseils pour vivre

⁶²J.-A. Verdon, "Message du président général de la Société Saint-Jean-Baptiste", Programme-Souvenir 1935, p. 2.

⁶³Discours à l'Ovale de l'Université d'Ottawa, le 1^{er} juillet 1935, Le Droit, 2 juillet 1935, p. 8.

⁶⁴"Le patriotisme rural. La Saint-Jean-Baptiste. Réflexions et résolutions", Le Droit, 24 juin 1942, p. 5.

fidèlement leur vocation agricole.⁶⁵ D'abord, il leur rappelait que la condition essentielle pour rester sur leur ferme était d'aimer la terre, d'aimer leur profession d'un amour profond. Il leur disait que c'était les campagnes qui avaient permis de conserver la pureté des coutumes et des traditions nationales. Il leur répétait aussi qu'un grand nombre des chefs de la nation canadienne-française étaient originaires de milieux ruraux. Selon Hébert, les cultivateurs devaient donc s'enorgueillir de ces réalités et rester fixés au sol. De plus, s'ils y vivaient heureux, leur témoignage encouragerait ceux qui voulaient quitter, à rester, et inciterait peut-être ceux qui étaient déjà partis, à revenir. Finalement, il les invitait aussi à améliorer leur sort par les moyens suivants: connaître parfaitement leur métier, étudier la science agricole et utiliser les méthodes modernes.

Cette campagne de fidélité à la terre avait pour objectif premier de garder les ruraux chez eux. Son deuxième était de rapatrier ceux qui avaient quitté la campagne pour aller vivre en ville. A cette époque, certains ecclésiastiques craignaient et redoutaient l'esprit qui avait envahi les villes canadiennes. Les citadins, croyaient-ils, ne rêvaient que d'argent, de plaisirs et de débauches,

⁶⁵Le Droit, 18 juin 1929, p. 9; 23 juin 1930, p. 7; 20 juin 1931, p. 14; 22 juin 1934, p. 10.

et cette course effrénée au matérialisme ruinait les valeurs morales et spirituelles du peuple canadien-français. Ils ne remarquaient que les effets pernicioeux et sataniques du phénomène d'urbanisation et voyaient, en la Dépression, l'instrument de la vengeance de Dieu pour châtier les hommes qui s'étaient détournés de lui pour adorer le veau d'or.⁶⁶ Donc ils essayaient de convaincre les Canadiens français qu'ils seraient beaucoup mieux et qu'ils vivraient d'une façon beaucoup plus à l'aise à la campagne qu'à la ville. Selon le clergé, les sans-travail, à la ville, devaient vivre aux dépens des institutions de charité et perdaient alors leur fierté. De plus, les travailleurs étaient esclaves de "l'étranger" puisque ce dernier avait le monopole de la majeure partie de l'industrie et du commerce. Alors, pourquoi ne pas aller vivre à la campagne où ils seraient leurs propres maîtres, et par conséquent, beaucoup plus libres?⁶⁷

C'est dans cette optique que la population canadienne-française fut invitée à peupler le nord ontarien et québécois. Dans ce coin inhabité, ils pourraient défricher

⁶⁶Sermon du R.P. F. Lévesque, C.S.S.R., Le Droit, 27 juin 1932, p. 2; article de J.B., o.m.i., Le Droit, 27 juin 1932, p. 3.

⁶⁷"Méditation patriotique", signée O.M.I., Le Droit, 21 juin 1930, p. 8.

et tailler des paroisses et des diocèses catholiques.⁶⁸
 Au cours de la décennie 1930-1940, régulièrement, dans les pages du Droit, il y avait des annonces publicitaires invitant les gens à aller s'établir dans le Nouvel Ontario. De fait, ce coin nord de la province est devenu le troisième noyau francophone de l'Ontario. Les Franco-Ontariens y ont trouvé un gagne-pain, surtout au temps de la Dépression, alors que le travail se faisait rare dans les centres urbains. Ce fut aussi un moyen de garder unies bon nombre de familles canadiennes-françaises.

(iii) L'importance de la famille et de la jeunesse

Ce fut au temps de la Dépression que ces deux thèmes commencèrent à être évoqués aux célébrations annuelles de la Saint-Jean-Baptiste. C'était la génération des moeurs américaines et l'on craignait les effets nocifs que celles-ci pouvaient avoir sur l'unité de la famille et l'intégrité culturelle et religieuse de la jeunesse. Dans leurs discours, les orateurs confiaient un double devoir aux parents: assurer non seulement l'unité de leur famille mais aussi la formation française et catholique de leurs enfants.

⁶⁸J.E. Laforce, "Soyons des Canadiens de fait en gardant pour nous le pays de chez nous", Le Droit, 23 juin 1934, p. 9; discours du Dr Damien St-Pierre, du sud de l'Ontario, le 24 juin 1934, Le Droit, 25 juin 1934, p. 5.

Selon le Sénateur Gustave Lacasse, un des moyens à prendre pour préserver l'unité du couple et éloigner le "vice rongeur" qu'était le divorce, était d'avoir de nombreux enfants.⁶⁹ Le R.P. Célestin, O.M., cap., en bon porte-parole de l'Eglise catholique, condamnait lui aussi "ce monstre d'égoïsme ou cette idée vaniteuse qu'est très souvent l'enfant unique de la famille moderne."⁷⁰ Les familles canadiennes-françaises nombreuses, estimait-on, étaient pour la gloire de Dieu et de la patrie.

Dans l'esprit des orateurs, la famille devait se révéler comme le roc inébranlable, comme le château-fort qui pouvait le mieux assurer la survivance du peuple canadien-français. Mais pour ce faire, elle devait assumer ses responsabilités et ses devoirs envers les jeunes; leur donner une formation religieuse et nationale. Les parents étaient exhortés à implanter, bien profondément dans l'âme de leurs enfants, l'amour et le respect de la foi catholique qui avait fait la gloire de leurs ancêtres. A l'occasion de la fête nationale, on leur rappelait que s'ils mettaient leurs fils à l'école de saint Jean-Baptiste, ils pourraient

⁶⁹ Discours prononcé à la salle Saint-François d'Assise, le 23 juin 1929, Le Droit, 24 juin 1929, p. 11.

⁷⁰ Sermon prononcé à l'église Saint-François d'Assise, le 23 juin 1929, Le Droit, 24 juin 1929, p. 10.

offrir, à la société canadienne-française, des hommes aux mœurs pures, des hommes à l'esprit de mortification et de prière, des hommes fiers de leur vocation.⁷¹ Bien entendu, on leur demandait aussi de donner et de stimuler le goût de la vocation religieuse à leurs enfants, "honneur et gloire des familles canadiennes-françaises."⁷²

Le deuxième devoir qui incombait aux parents était celui d'assurer la formation française et nationale de leurs enfants. Pour employer l'expression de l'éditorialiste Charles Gautier, c'était leur donner non seulement une culture française, mais bien des "cerveaux français."⁷³ C'était là, prêchait-on, la tâche fondamentale des parents s'ils voulaient que leurs enfants, hommes et femmes de demain, parlent avec fierté et défendent avec courage leur langue maternelle. Ils devaient aussi enflammer leurs enfants du zèle patriotique et aiguïser leur goût des vertus et des qualités canadiennes-françaises pour qu'ils puissent vivre

⁷¹Anonyme, "Notre fête nationale", Le Droit, 25 juin 1941, p. 13.

⁷²Sermon du R.P. Célestin, O.M., cap., à l'église Saint-François d'Assise, le 23 juin 1929, Le Droit, 24 juin 1929, p. 10; discours de Victor Barrette à la salle Saint-Charles, le 24 juin 1932, Le Droit, 25 juin 1932, p. 12.

⁷³"Notre fête patronale et le français", Le Droit, 20 juin 1933, p. 3.

leur triple vocation: apostolique, intellectuelle et agricole.⁷⁴ De cette façon, la jeunesse canadienne-française baignerait dans un climat français et catholique, climat qui repousserait les menaces étrangères à leur culture et à leur nationalité.⁷⁵ Si l'on proposait un tel programme aux parents, c'est qu'à cette époque, on considérait l'Eglise, l'école et la famille comme les trois institutions aptes à favoriser la survivance nationale et religieuse du peuple canadien-français. Puisque les enfants étaient les adultes et les chefs de demain, il était important de leur instiller, dès le bas âge, les convictions religieuses et nationales de leur peuple.

Ce fut surtout Victor Barrette et André Laurendeau qui manifestèrent un vif intérêt pour la jeunesse. Au moyen de la page destinée aux enfants, dans le journal Le Droit, Victor Barrette, sous le pseudonyme de l'Oncle Jean, rejoignait la jeunesse canadienne-française d'Ottawa et de la région. A maintes reprises, mais surtout à l'occasion de la fête patronale des Canadiens français, il leur offrait des conseils et leur rappelait leurs devoirs qui pivotaient

⁷⁴Article anonyme, Le Droit, 19 juin 1943, p. 2.

⁷⁵Discours de M. Edgar Chevrier, député d'Ottawa au gouvernement fédéral, à la soirée au Théâtre Français, le 23 juin 1929, Le Droit, 24 juin 1929, p. 10.

autour de la fierté française et de la foi catholique.⁷⁶

Tandis que Barrette s'adressait surtout aux élèves du niveau primaire, Laurendeau s'intéressait surtout aux jeunes hommes au seuil du marché du travail. Alors qu'il était représentant du mouvement "Jeune Canada" en 1933 et chef provincial du "Bloc populaire" en 1945, il s'adressa aux francophones d'Ottawa à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste. Nationaliste convaincu, il cherchait à éveiller l'âme française des Franco-Ontariens et à stimuler leur fierté nationale. Aussi nourrissait-il une conception bien optimiste de la jeunesse canadienne-française.⁷⁷ Selon lui, les jeunes, loin d'être défaitistes, brûlaient de "rénewer les traditions" et de "secouer rudement les vieilles léthargies coupables". De telles idéologies le révélaient innovateur aux célébrations de la fête nationale à Ottawa. Au lieu de se cantonner dans les traditions et les coutumes du passé comme le faisaient nombre d'orateurs, il consultait plutôt la réalité du moment présent, révélait ce qu'il y avait à faire et encourageait à pousser vers l'avenir. Il n'hésitait pas à affirmer que la jeunesse avait à épurer et

⁷⁶Uncle Jean, "La Semaine française", Le Droit, 16 juin 1930, p. 5; "La Saint-Jean-Baptiste", Le Droit, 23 juin 1934, p. 2; "Jour de fête nationale", Le Droit, 20 juin 1936, p. 6; "A l'occasion de la fête nationale", Le Droit 23 juin 1945, p. 3.

⁷⁷Discours au banquet à la salle Saint-Charles, le 25 juin 1933, Le Droit, 26 juin 1933, p. 2.

à rectifier certaines erreurs commises dans le passé. Ayant une foi inébranlable en la jeunesse, il aimait à déclarer: "On peut compter sur eux, non pour survivre, mais pour vivre."⁷⁸

Un bilan de la célébration de la Saint-Jean-Baptiste de 1928 à 1953 révèle d'abord une certaine constante avec la période précédente. Les fêtes à grand déploiement ne foisonnaient pas. C'était toujours le même genre d'activités qui se répétait annuellement. Elles attiraient rarement des foules immenses. Lorsqu'en 1942 on fixa la célébration à la journée même du 24 juin, la fête devenait encore plus pauvre et plus exclusive. Le genre d'activités organisées se prêtait beaucoup plus à l'élite qu'à la masse. Les derniers efforts de la Société Saint-Jean-Baptiste pour revivifier la célébration de sa fête patronale ne connurent pas le succès espéré. La fête ne revêtait pas de caractère populaire.

Si la fête n'était pas dynamique, les idéologies soulevées ne l'étaient pas davantage. Les mêmes thèmes du passé étaient encore répétés au cours des années 1928-1953. Les gens étaient peut-être saturés de ces mêmes rengaines

⁷⁸ Discours au banquet au Château Laurier, le 23 juin 1945, Le Droit, 25 juin 1945, p. 12.

et n'étaient peut-être plus intéressés à aller écouter, à chaque année, le même genre de sermon et le même genre de discours. Bien que les thèmes du retour à la terre et de la famille étaient nouveaux, ils ne se révélaient pas innovateurs. Ce manque d'évolution dans les thèmes était surtout imputable au clergé de l'époque et aux journalistes du Droit qui semblaient vouloir garder les Canadiens français dans leur coquille, à l'abri d'idées nouvelles et séculières. Il y avait aussi certains orateurs laïcs qui n'étaient guère plus sensibilisés aux conditions locales et aux idées contemporaines. Plusieurs, même s'ils étaient Franco-Ontariens, étaient imprégnés du nationalisme québécois et ne faisaient que ressasser les idéologies nationalistes en effervescence dans la province-mère. Un tel esprit statique, fixé dans le passé et sans ouverture vers la réalité présente et la possibilité future, ne pouvait pas engendrer le renouveau nécessaire pour se mettre au pas du siècle.

Dans toute cette période, il n'y eut que quelques innovateurs: les orateurs laïcs qui ont encouragé le réveil économique des Canadiens français, et André Laurendeau qui a offert une conception rajeunie et dynamique de la jeunesse canadienne-française. Mais de si infimes changements ne pouvaient être suffisants pour rajeunir la physionomie vieillie qui caractérisait la Société Saint-Jean-Baptiste.

Aussi, ce fut probablement cette mentalité conservatrice et archaïque, ajoutée au renouveau et à la sécularisation marquant la société contemporaine, qui entraîna l'évanescence, puis la disparition de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa et de la célébration de sa fête au cours des années soixante.

C O N C L U S I O N

A ce point du travail, l'hypothèse de départ est confirmée par l'observation de la réalité passée. Au milieu du XIX^e siècle, après avoir survécu à plusieurs conflits, les francophones d'Ottawa ont senti le besoin de s'unir et de s'organiser sur le plan social. Ils ont manifesté leur vouloir-vivre collectif en se dotant de quelques organisations sociales, dont la Société Saint-Jean-Baptiste. Au fil des années, cette société a souligné aux habitants d'Ottawa, surtout par la célébration annuelle de la fête du 24 juin, l'existence de francophones dans leur milieu. Au temps de la crise scolaire en Ontario, elle a lutté avec les siens pour la défense de leurs droits. La tempête passée, ce fut le temps de l'accalmie et, graduellement, elle s'intéressa beaucoup plus à elle-même et à l'élite qu'à la masse de francophones de la ville. Aussi, la population ne semblait guère intéressée à participer aux activités de sa société nationale. L'esprit du siècle changeait, l'esprit religieux cédait la place à la sécularisation. Certains membres de la Société Saint-Jean-Baptiste, ainsi que certains orateurs et journalistes, s'accrochaient aux vestiges du siècle passé et remâchaient les mêmes idéologies surannées et les mêmes mythes d'une époque révolue.

Leur plan d'action et leurs idéologies, tributaires du nationalisme québécois, ne s'adaptèrent pas suffisamment à leur milieu franco-ontarien. Ils avaient fait leurs idéologies nationalistes de la province-mère pour assurer la survivance canadienne-française à Ottawa. Mais ce nationalisme, trop québécois et pas assez franco-ontarien, joua un mauvais tour à la Société Saint-Jean-Baptiste. Il empêcha un manque d'ouverture au présent et aux aspirations de l'heure et entraîna le déclin graduel et la disparition complète de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa à la fin des années soixante.

La Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa avait été fondée en 1853 par des francophones, venus du Bas-Canada au début du siècle lors du mouvement migratoire vers le Haut-Canada, migration suscitée par le commerce du bois sur l'Outaouais et la construction du canal Rideau. Cependant, leur culture, leur langue, leur religion et leurs traditions n'étaient pas partagées par la majorité des habitants de leur province d'adoption. D'une province francophone et catholique, ils passaient à une province anglophone et protestante. De majorité, ils passaient à une minorité. D'un coin de pays où ils tenaient toutes leurs institutions pour acquis, ils arrivaient dans un autre coin où ils auraient à lutter pour d'abord établir, puis sauvegarder leurs institutions.

Au milieu du XIX^e siècle, il était normal pour les francophones d'Ottawa de vouloir s'organiser sur le plan social. Le temps des conflits était passé, leur nombre s'accroissait, certains chefs commençaient à percer dans leur groupe. C'était donc le moment de se donner certaines structures. Même minoritaires, ils se sentaient assez forts pour manifester leur vouloir-vivre collectif. D'ailleurs, les autres groupes ethniques de la ville avaient leurs propres structures et leurs propres organismes.

Il n'est pas étonnant que les organisations fondées par les francophones d'Ottawa étaient du même genre et de la même nature que celles qu'ils avaient connues dans leur province d'origine: l'Institut Canadien-Français, la Société Saint-Jean-Baptiste, l'Union Saint-Joseph. Ces sociétés ou ces institutions faisaient partie de leur bagage culturel et de leurs traditions. Il était donc normal de vouloir les transplanter dans leur milieu de vie. En fait, c'était apporter en Ontario un peu du Québec.

La faiblesse de la Société Saint-Jean-Baptiste au XIX^e siècle est probablement imputable au fait qu'elle n'avait pas d'objectif concret tel que l'Institut Canadien-Français et l'Union Saint-Joseph. Ces derniers répondaient à des aspirations bien précises de la population francophone. De plus, les mêmes personnes composaient habituellement les listes de membres de l'Institut et de la Société Saint-Jean-Baptiste. Or, puisque ces deux organisations

étaient foncièrement nationales, les mêmes personnes auraient eu à doubler des projets ou des activités fort semblables. Voilà une tentative d'explication pour justifier qu'au XIX^e siècle, la Société Saint-Jean-Baptiste se soit cantonnée dans la célébration annuelle de la fête nationale des Canadiens français.

Les luttes ethniques, au tournant du siècle, suscitèrent le Congrès d'Education des Canadiens français de l'Ontario et la fondation de l'ACFEO. Les Franco-Ontariens, toujours minoritaires mais plus forts, avaient décidé de s'unir pour repousser la vague orangiste qui menaçait de les engloutir. Leur réveil était aussi sûrement influencé par le mouvement nationaliste au Québec. Par ailleurs, les anglophones protestants craignaient le nombre croissant de francophones dans "leur province britannique". Ce climat allait fournir, à la Société Saint-Jean-Baptiste, l'élan nécessaire pour se réorganiser et pour agir. Mais cette résurrection était aussi imputable à l'ACFEO, car la Société Saint-Jean-Baptiste était devenue filiale de l'ACFEO et son porte-parole officiel. De plus, toutes les sections paroissiales de la Société Saint-Jean-Baptiste avaient accepté de remplir le rôle de cellules locales de l'ACFEO. Puisque les mêmes chefs de file franco-ontariens étaient à la tête de ces deux organismes, nombre de projets durant la crise scolaire (1912-1927), étaient suscités par l'ACFEO et exécutés par la Société Saint-Jean-Baptiste. C'était

une résurrection de la Société Saint-Jean-Baptiste en ce sens que, pour la première fois, elle attaquait de front plusieurs projets concrets. Mais c'était tout de même une résurrection à l'ombre de l'ACFEO.

A l'époque où le Règlement XVII était en vigueur, il semble que le moment aurait été opportun d'organiser des célébrations grandioses et retentissantes à l'occasion de la fête annuelle de la Saint-Jean-Baptiste. Mais durant toute cette période, il n'y eut qu'une seule manifestation imposante. Ce fut celle de 1913, organisée conjointement par la Société Saint-Jean-Baptiste, appuyée par l'ACFEO, et par les Gardes Indépendantes d'Ottawa. Ce grand ralliement des Canadiens français voulait encourager les francophones à lutter pour leurs droits et à prouver leur force numérique aux anglophones de la région. De 1914 à 1927, l'atmosphère de "lutte" éclipsa celle de "fête" à l'occasion de la célébration annuelle de la Saint-Jean-Baptiste. Les francophones de la capitale étaient beaucoup plus invités à manifester publiquement leur nombre qu'à se réjouir et à fêter leur patron national.

Il semble qu'une telle préoccupation franco-ontarienne aurait dû provoquer une idéologie qui leur était propre. La majorité des orateurs aux célébrations annuelles de la Saint-Jean-Baptiste étaient les chefs de file franco-ontariens et les membres de l'élite canadienne-française d'Ottawa. A l'occasion, on invitait des orateurs de la

province de Québec. Cependant, tous, Franco-Ontariens et Québécois, véhiculaient les mythes et les idéologies nationalistes de la province-mère. Tous les thèmes soulevés étaient tributaires du nationalisme Tardivel-Pâquet-Bourassa-Groulx. C'était peu dire de la vitalité intellectuelle des Franco-Ontariens! Par conséquent, les organisateurs de la Saint-Jean-Baptiste et les orateurs ne répondaient pas aux besoins immédiats des francophones d'Ottawa. Ce n'était pas leur donner une identité propre que de les nourrir des idéologies nationalistes de la province de Québec. Mais il est vrai qu'à cette époque, la doctrine nationaliste prônait l'union et la survivance de tous les Canadiens français a mari usque ad mare, et donc, reconnaître que les Franco-Ontariens étaient différents des Québécois aurait été admettre l'impossibilité de cette union désirée.

Au début des années trente, la Société Saint-Jean-Baptiste réussissait à s'affermir davantage sur le plan social et se donnait une certaine permanence. Tout en conservant son souci de la promotion des siens dans la ville d'Ottawa, elle exprimait surtout un intérêt marqué pour la jeunesse francophone. Mais au cours de toute la période 1928-1953, elle semblait vraiment préoccupée à assurer le bien-être de ses membres et de son organisme. Plusieurs de ses attraits et de ses activités contribuèrent à lui donner un peu l'allure des clubs sociaux d'élite de la

capitale. De plus, ses effectifs se multipliaient et ses ramifications sillonnaient la province. Mais à la fin des années quarante, elle avait atteint son apogée. A partir de 1949, elle a dû s'unir à son homologue d'Eastview et de Hull pour assurer l'organisation annuelle de la fête nationale des Canadiens français. Sa faiblesse se faisait de plus en plus sentir. En outre, certaines de ses commissions commençaient à disparaître et ses activités pour les jeunes se faisaient plus rares. La fondation de deux nouvelles sections paroissiales en 1953 était le signe de sa volonté de survivre. Mais son déclin était déjà commencé.

De son propre chef, la Société Saint-Jean-Baptiste n'avait jamais organisé de célébrations spectaculaires à Ottawa pour la journée du 24 juin. Le grand ralliement de 1913, comme nous l'avons déjà mentionné, avait été le fruit d'un effort conjoint. Pour la fête de 1935, elle avait reçu le concours de la Société Saint-Jean-Baptiste de Hull. Finalement, les fêtes de 1949 à 1953 étaient organisées par les trois sociétés-soeurs de la région de l'Outaouais. C'était donc un signe de faiblesse de la part de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Lorsque cette dernière était laissée à ses propres initiatives, la fête organisée revêtait toujours un cachet plutôt simple, plutôt humble.

De plus, les quelques activités organisées pour la journée du 24 juin semblaient être destinées à l'élite francophone de la ville. Il serait donc légitime de croire que la Société ne cherchait pas, par ses activités, à atteindre toute la population francophone d'Ottawa. Cependant, elle se plaignait constamment du manque de participation. En 1932, l'éditorialiste du Droit, Charles Gautier, déclarait à ce sujet:

Il ne sert à rien de se le cacher,
la fête nationale, telle que nous la
célébrons, n'atteint pas la masse et
ne l'atteindra pas plus dans dix ans
qu'aujourd'hui. [...] Ce sont des
milliers de nos compatriotes qui de-
vraient participer à la fête nationale;
aujourd'hui, combien sommes-nous?
Quelques centaines et toujours les
mêmes. ¹

Or, on ne peut appeler une telle rencontre "une fête nationale". Puisqu'il n'y avait que l'élite qui participait aux célébrations, la fête de la Saint-Jean-Baptiste à Ottawa était beaucoup plus "la fête nationale de l'élite canadienne-française" que "la fête nationale des Canadiens français."

Cet état de choses révèle donc le comportement particulier des Canadiens français d'Ottawa. Nous pouvons penser que la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa était

¹Le Droit, 28 juin 1932, p. 3.

intéressée à réunir, en son sein, l'élite canadienne-française et, par le fait même, cherchait à répondre à ses aspirations à l'occasion de la fête du 24 juin. Par contre, il est aussi possible de croire que la Société Saint-Jean-Baptiste, composée surtout de l'élite canadienne-française de la ville, cherchait à atteindre la masse mais ne prenait pas ou ne connaissait pas les moyens auxquels elle devait recourir. Finalement, nous pouvons aussi déduire que la population francophone d'Ottawa, vivant dans un milieu majoritairement anglophone, n'éprouvait aucun intérêt ou besoin de célébrer sa fête nationale. Aussi, peut-être n'était-elle pas sensibilisée à la signification de sa fête nationale; peut-être qu'un bon nombre des siens s'identifiait beaucoup plus comme Canadiens que Canadiens français. A ce moment, la fête de la nationalité canadienne-française revêtirait très peu d'importance à ses yeux.

Il est vrai que les thèmes évoqués par les orateurs et les prédicateurs aux célébrations de la Saint-Jean-Baptiste ne contribuaient pas à remédier au problème. D'abord, les discours ne rejoignaient que l'élite puisqu'il n'y avait qu'elle qui participait aux activités. Ensuite, tout au long de la deuxième période (1928-1953), les mêmes mythes et les mêmes idéologies étaient réitérés. Peu de place était faite aux idéologies qui auraient pu répondre aux besoins et aux aspirations réels des gens. Or, pendant combien d'années l'élite pouvait-elle écouter les mêmes

rengaines d'un époque révolue? Pendant combien d'années l'élite franco-ontarienne pouvait-elle se cantonner dans des idéologies nationalistes de la province de Québec, idéologies qui ne s'adaptaient pas nécessairement à son identité et à son milieu? Le nationalisme québécois avait été transplanté à Ottawa pour encourager la survivance canadienne-française dans cette ville mais, graduellement, au lieu de favoriser l'épanouissement, il suscita plutôt un retour au passé.

La Société Saint-Jean-Baptiste était donc une institution québécoise transplantée en terre ontarienne. Institution foncièrement française et catholique, elle a préféré se cramponner éperdument au passé et aux idéologies désuètes au lieu d'évoluer au même rythme que le milieu dans lequel elle vivait. Pendant un temps donné, elle a tout de même répondu aux aspirations d'une catégorie de personnes et a déployé des efforts valables pour assurer la survivance française à Ottawa. Son rôle fut beaucoup plus exécuté dans les coulisses que sur la scène. Elle jouait mieux le personnage de 'la suivante' que de 'l'héroïne'. Elle avait été le fruit de l'époque où l'âge d'or des cercles littéraires et des sociétés nationales battait son plein. Mais au cours de son existence à Ottawa, l'incarnation continue dans la société lui fut difficile, et ce à cause de plusieurs

facteurs. Elle ne fut pas seule responsable de son déclin. Le 'phénomène québécois' et la sécularisation de la société n'ont pas contribué à redorer le blason d'une société profondément patriotique et religieuse.